

REVUE DE PRESSE

2 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

LETTRES

L'éclipse, ou l'occasion d'initier les enfants à l'école primaire à l'astronomie

Vais-je voir l'éclipse totale ? Je suis pessimiste, car je sais très bien qu'ici à Montréal, le Soleil se montre beaucoup moins qu'à Madrid ou à Cancún. Notre météo est plutôt capricieuse et déprimante, a fortiori lorsqu'on est astronome amateur. Quoiqu'il en soit, s'il n'y a pas trop de nuages, j'utiliserai mes jumelles et je projetterai l'image sur un carton blanc. Mais même avec les nuages, on verra tout de même le ciel s'assombrir.

Cependant, une action valorisante à long terme serait d'instaurer dès l'école primaire un cours d'initiation à l'astronomie,

qui pourrait tout aussi bien se poursuivre au cycle du secondaire et pourquoi pas au cégep en option.

Nous sommes au XXI^e siècle, et le monde est entré dans l'ère spatiale. Mais je me demande sérieusement si notre gouvernement et son ministère de l'Éducation s'en rendent compte...

Notre soif de connaissances scientifiques est tellement grande que l'on désire que tout nous soit expliqué. Et cela vaut aussi pour le savoir astronomique, y compris bien sûr les relations de la Terre avec notre Univers de moins en moins mystérieux.

Faire entrer l'enfance dans ces connaissances indispensables serait un atout majeur. Et qui sait si cela ne mènerait pas quelques-uns (ou quelques-unes) à de futures carrières fascinantes. Le Québec doit innover...

Germain Corriveau

Verdun, le 30 mars 2024



ANNONCES PRÉBUDGÉTAIRES

LES LIBÉRAUX PROPOSENT UN PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE

MÉLANIE MARQUIS, LA PRESSE

OTTAWA — Le gouvernement de Justin Trudeau a (re)mis sur la table l'idée de créer un programme national d'alimentation scolaire, lundi, dans un nouveau chapitre de l'effeuillage prébudgétaire libéral.

Le programme, qui sera contenu dans le budget du 16 avril prochain, sera lancé avec l'objectif de fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année grâce à un investissement de 1 milliard sur cinq ans, a annoncé le premier ministre dans la grande région de Toronto.

« Le programme national d'alimentation scolaire change la donne. Il permettra d'atténuer la pression que ressentent les familles, d'investir directement dans l'avenir de nos enfants et de veiller à ce qu'ils soient heureux, en bonne santé et en mesure d'atteindre leur plein potentiel », a-t-il déclaré.

« Il s'agit d'une question d'équité », a-t-il ajouté, en insistant sur le thème annoncé du prochain budget que déposera la ministre des Finances, Chrystia Freeland. La grande argentière du pays, qui était présente à l'annonce, a signalé son intention de déployer le programme dès l'année scolaire 2024-2025.

Environ un enfant sur quatre (24,3 %, soit environ 1 765 000 enfants) vivait dans un ménage touché par l'insécurité alimentaire en 2022 au Canada, selon un rapport basé sur des données recueillies par Statistique Canada produit par un groupe de recherche de l'Université de Toronto.

Sur le terrain, les organismes d'aide crient famine depuis des années. Dans le budget de 2019, les libéraux avaient formulé « l'intention » de jeter les premières bases d'un programme national. Ils avaient réitéré la promesse lors de la campagne électorale de 2021, sans l'inscrire dans les budgets subséquents.

L'ARGENT SANS CONDITION, DIT QUÉBEC

Le Club des petits déjeuners, que l'absence d'un montant budgété préoccupait, a ainsi accueilli « avec

enthousiasme » l'annonce « historique » faite lundi. « Cette avancée significative marque un tournant dans l'engagement du pays envers le bien-être de tous les enfants », s'y est-on réjoui.

L'organisme est l'un des nombreux partenaires qui seront appelés à participer à la mise en œuvre concrète de ce programme, un autre qui ne relève pas des compétences fédérales. Justin Trudeau ne l'a pas nié, disant avoir conscience que « chaque province et territoire a ses programmes alimentaires ».

Mais il a brandi le milliard comme argument. « On sait qu'il subsiste des besoins dans les provinces et les territoires à travers le pays, alors nous considérons que c'est une responsabilité fédérale d'augmenter l'aide afin de s'assurer que plus d'enfants aient accès à des repas nutritifs dans leur école », a-t-il argué.

« L'éducation étant un champ de compétence exclusif au Québec, il va de soi que nous demandons à recevoir ces sommes, sans aucune condition », a réagi promptement le ministre québécois responsable des Relations canadiennes, Jean-François Roberge.

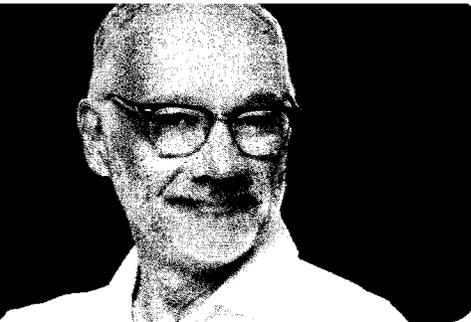
La ministre fédérale de la Famille et des Enfants, Jenna Suds, n'en a pas fait une promesse solennelle. « Je vais certainement collaborer avec le Québec, comme nous l'avons fait avec le réseau de garderies, pour que leurs besoins uniques et leur champ de compétence soient respectés », a-t-elle néanmoins affirmé.

Les néo-démocrates et les bloquistes militaient tous deux en faveur de l'implantation d'un tel programme, et ont donc réagi favorablement à l'annonce de lundi. De son côté, le chef conservateur a semblé signaler qu'il y était opposé, en parlant du programme comme d'une « bureaucratie fédérale alimentaire ».

Opinions

**Joseph
Facal**

joseph.facal@quebecormedia.com



Les élites canadiennes sont totalement déconnectées

On peut ramener à deux énoncés généraux l'ensemble des discours regroupés sous le parapluie woke.

Le premier est que les sociétés occidentales seraient profondément hostiles aux minorités sexuelles, ethniques et religieuses, et devraient avoir honte de leur passé et de leur présent.

Le second est que la parole et le ressenti du

minoritaire doivent primer, puisqu'il veut s'émanciper de cette oppression, d'autant plus que la science, les lois, les normes et les valeurs sont des constructions sociales arbitraires imposées par la majorité.

DONNÉES

Pourtant, quand j'écoute autour de moi, j'ai le sentiment que les gens restent solidement ancrés dans le bon sens et voient ces affirmations pour ce qu'elles sont : des faussetés outrancières.

De nouvelles données le confirment.

Eric Kaufmann, chercheur pour l'Institut MacDonald-Laurier, vient de publier une étude intitulée *The Politics of the Culture Wars in Contemporary Canada*, fondée sur un sondage pancanadien mené du 18 au 20 septembre 2023.

85 % des Canadiens sont contre le fait d'enseigner aux enfants qu'il n'y a pas de fondement biologique à la sexualité, seulement des préférences de genre.

78 % pensent que la rectitude politique est allée trop loin.

70 % s'opposent à l'idée que le Canada serait un pays profondément raciste.

Ils sont deux fois plus nombreux à penser qu'il faut prévenir les parents si un enfant de moins de 16 ans veut que ses professeurs utilisent un autre prénom.

Ils sont deux fois plus nombreux à vouloir interdire aux femmes transgenres de participer à des compétitions sportives féminines.

Ceux qui ont participé à des formations EDI au travail ont substantiellement plus peur de perdre leur emploi et leur réputation que ceux qui n'y ont pas participé.

Sur toutes ces questions, il n'y a pas de différences notables entre francophones et anglophones.

Pourtant, note Kaufmann, les politiques publiques au Canada et la couverture proposée par les principaux médias ne reflètent pas, ou très peu, ce sentiment majoritaire.

Quand Blaine Higgs au Nouveau-Brunswick et Danielle Smith en Alberta ont annoncé qu'ils freineraient les changements de sexe, on a surtout entendu des hurlements.

Le Parlement fédéral a adopté à l'unanimité une motion affirmant que la politique des pensionnats autochtones relevait du génocide (sans qualificatif), ce qui est grotesque.

Le gouvernement fédéral continue à financer les universités qui organisent des concours d'embauche excluant d'emblée les hommes-blancs.

Les manuels scolaires restent truffés de faussetés.

AUTOREPRODUCTION

Comment expliquer cette déconnexion entre les élites et le sentiment populaire ? Kaufmann n'aborde pas la question.

Une réponse adéquate nécessiterait un gros livre, mais en voici l'ossature, selon moi.

Les universités fabriquent ces idées. Ces idées sont ensuite reprises et entretenues par les médias et des militants.

Nos politiciens, vivant en vase clos malgré leurs prétentions, finissent par adhérer à ces idées ou, sinon, accordent de toute façon trop d'importance aux médias et aux activistes.

Le phénomène est autoreproducteur puisque journalistes, activistes, universitaires et politiciens se fréquentent, se recrutent, se soutiennent.

Les exceptions n'invalident pas le constat général.





Les réseaux sociaux et l'effondrement psychique de la jeunesse

Apparemment, notre société serait au seuil d'un grand réveil : elle découvrirait que les réseaux sociaux sont en train de provoquer l'effondrement psychique de la jeune génération.

Soyons honnêtes : nous le savions déjà, mais nous préférons faire semblant qu'il s'agissait de craintes de vieux ronchons, de lubies de réactionnaires toujours hostiles au progrès.

Mais nous frappons un mur.

ÉCRANS

Décrivons les éléments de ce choc. Évoquons d'abord la destruction de la capacité de concentration des jeunes générations — et pas que des jeunes générations, d'ailleurs. Combien de temps pouvez-vous lire aujourd'hui un roman sans consulter un écran ?

Ajoutons l'enfermement dans un monde parallèle, virtuel, en rupture totale avec la réalité, ce qui déstructure la personnalité d'un grand nombre et complique comme jamais la possibilité de développer des relations authentiques, qu'elles soient amoureuses ou amicales.

N'oublions pas la multiplication des cas de harcèlement pouvant pousser les jeunes le subissant au désespoir, même au suicide. Ces hordes numériques nous rappellent que les enfants comme les adolescents sont capables de la plus grande cruauté, et qu'une éducation sans autorité accouchera d'une génération de petites bêtes sauvages.

Parlons aussi de l'inquiétante tendance au voyeurisme et à l'exhibitionnisme au cœur de ce qu'on appellera l'instagramisation du monde. Les conditions de vie intérieure s'effondrent.

La vague des écrans emporte tout, et nous ne savons pas vraiment quoi faire pour y résister un peu.

ÉCOLE

La première chose à faire me semble pourtant simple : il faut désécraniser le plus possible l'école — ce qui reviendrait à la sanctuariser.

Il faut se raccorder à un enseignement classique, pousser les jeunes vers la bibliothèque, et les amener à faire du sport d'équipe pour renouer avec la vraie communauté.

Autrement dit, il faut créer un environnement qui pourra les sevrer des écrans tout en répondant à leurs vrais besoins vitaux et permettant leur désintoxication numérique.



Politique

Trudeau annonce un programme national d'alimentation scolaire d'un milliard

Par La Presse Canadienne

Le prochain budget fédéral comprendra le financement d'un programme national d'alimentation scolaire qui visera à fournir des repas à 400 000 enfants de plus par an à travers le pays, a fait savoir lundi le premier ministre Justin Trudeau.

M. Trudeau en a fait l'annonce à Toronto en compagnie de la ministre des Finances, Chrystia Freeland, et de la ministre de la Famille, Jenna Sudds, dans le cadre de la tournée prébudgétaire du gouvernement libéral.

Ottawa prévoit consacrer 1 milliard au cours des cinq prochaines années au programme alimentaire national.

Même si l'éducation ne relève pas de la compétence fédérale, un programme national permettrait à Ottawa de s'associer avec les provinces et les territoires, dont bon nombre effectuent déjà le travail aux côtés de groupes communautaires.

Le premier ministre a affirmé dans un communiqué que ce programme «permettra d'atténuer la pression que ressentent les familles, d'investir directement dans l'avenir de nos enfants et de veiller à ce qu'ils soient heureux, en bonne santé et en mesure d'atteindre leur plein potentiel».

Au cours de la dernière année, la Colombie-Britannique, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse ont alloué des fonds aux cantines scolaires, mais des organisations sur le terrain ont plaidé en faveur d'un partenaire fédéral.

«Nous y parviendrons en travaillant de concert avec nos partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones et en élargissant l'accès aux programmes alimentaires scolaires partout au pays, a déclaré Mme Freeland. Et nous voulons commencer dès l'année scolaire 2024-2025.»

Le gouvernement libéral promet depuis longtemps de lancer un tel programme, et le premier ministre Trudeau a fait campagne sur ce sujet lors des élections de 2021.

Les néo-démocrates ont poussé le gouvernement libéral à tenir cette promesse avant le budget fédéral, que Mme Freeland doit présenter le 16 avril.

«Aucun enfant ne devrait aller à l'école le ventre vide, et aucun parent ne devrait avoir à endurer et à se sentir coupable parce qu'il n'a pas les moyens d'acheter des aliments sains et nutritifs», a déclaré lundi, par voie de communiqué, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jagmeet Singh.

«Nous n'accepterons pas de promesses vides dans le prochain budget. Les familles canadiennes ont besoin de ce programme, et elles en ont besoin maintenant», a-t-il ajouté.

Le Bloc québécois, qui avait fait adopter en octobre dernier une motion demandant au gouvernement d'en faire davantage afin de lutter contre l'insécurité alimentaire, s'est réjoui de l'annonce.

«Alors que les banques alimentaires croulent sous les demandes, le gouvernement fédéral n'avait tout simplement pas le choix de finalement livrer le milliard de dollars promis sur cinq ans, a commenté Sylvie Bérubé, la porte-parole du Bloc en matière de famille, d'enfants et de développement social, dans un communiqué. Le gouvernement doit maintenant s'assurer de transférer rapidement l'argent au Québec et aux provinces afin que les organismes de soutien alimentaire puissent répondre à la demande dans les écoles.»

Alors que les questions du coût de la vie continuent de dominer les discussions et que les conservateurs fédéraux conservent une avance considérable sur les libéraux dans les sondages, Justin Trudeau présente le budget fédéral comme un effort visant à restaurer «l'équité» pour les jeunes générations.

Le chef conservateur Pierre Poilievre s'est concentré sur le sort des jeunes dans l'économie d'aujourd'hui, faisant généralement référence aux milléniaux qui continuent de vivre dans le sous-sol de leurs parents parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer une maison.

Alors que le message de M. Poilievre continue de résonner, les libéraux de Justin Trudeau semblent essayer une nouvelle stratégie avant le budget pour attirer l'attention des médias. Des membres du gouvernement parcourent le pays pour annoncer des mesures qui seront inscrites au budget.

La semaine dernière, M. Trudeau a annoncé de nouvelles mesures destinées aux locataires, notamment un plan visant à travailler avec les institutions financières pour que les paiements de loyer soient pris en compte dans l'obtention d'une cote de crédit.

Les groupes communautaires et de défense applaudissent

L'annonce de lundi sur la création d'un programme national d'alimentation scolaire a été accueillie favorablement par les groupes communautaires.

«Ces programmes peuvent améliorer l'apprentissage et la santé mentale des enfants et réduire leur risque de développer une maladie chronique, notamment une maladie cardiaque et un accident vasculaire cérébral», a déclaré Doug Roth, PDG de la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC.

Le Club des petits déjeuners, qui fait pression sur le gouvernement pour la création du programme depuis 2017, a également salué cette annonce.

«Cette avancée significative marque un tournant dans l'engagement du pays en faveur du bien-être de tous les enfants alors que 1 sur 3 est à risque d'aller à l'école le ventre vide», a déclaré l'organisation de nutrition scolaire dans un communiqué de presse.

Tommy Kulczyk, le président et chef de la direction du Club des petits déjeuners, ainsi que Judith Barry, la cofondatrice et directrice des relations

gouvernementales, étaient d'ailleurs présents aux côtés de Justin Trudeau lors de l'annonce.

Selon Statistique Canada, 18 % des ménages en 2022 ont déclaré avoir souffert d'insécurité alimentaire au cours des 12 mois précédents.

Le gouvernement libéral a donné peu de détails sur ce à quoi ressemblerait un programme national d'alimentation scolaire et sur la manière dont les fonds fédéraux seraient répartis à travers le pays.

La ministre Sudds a déclaré plus tard que bon nombre de ses homologues provinciaux étaient enthousiasmés par la perspective du programme national et comptaient sur l'aide du gouvernement fédéral pour élargir leurs propres initiatives.

Elle a également déclaré que le gouvernement fédéral adopte une approche flexible avec le programme, afin qu'il réponde aux divers besoins des différentes régions.

«Les besoins sont différents, c'est certain, selon les régions du pays. Il peut s'agir du petit-déjeuner, du déjeuner ou des collations, a déclaré Jenna Sudds. Nous compterons sur nos partenaires pour engager ce dialogue sur ce qui serait le plus utile dans ces circonstances spécifiques.»

Lors d'une conférence de presse, plus tard lundi, Pierre Poilievre a qualifié le programme de «bureaucratie alimentaire fédérale» et a imputé la responsabilité de l'insécurité alimentaire au prix du carbone imposé par le gouvernement libéral.

«Mon plan de gros bon sens est de supprimer la taxe sur le carbone afin de réduire le coût de la nourriture pour tout le monde afin que nous puissions inverser la malnutrition causée par les huit années de Justin Trudeau», a déclaré M. Poilievre aux journalistes.

Avant la dernière augmentation de la taxe sur le carbone lundi, Statistique Canada estimait que la tarification du carbone avait augmenté le prix des aliments d'environ 0,3 % depuis sa création.

Quebec failed to plan for eclipse: astronomers

KATELYN THOMAS

Montreal astronomers are disappointed with the Quebec government's lack of planning for the total solar eclipse on April 8, saying school closings will ultimately rob many elementary and high school students of a once-in-a-lifetime experience.

Quebec had years to prepare for the event — and the inconvenient time at which it will occur relative to the school day — but chose not to, said Pierre Chastenay, an astronomer and full professor at Université du Québec à Montréal.

That's despite the fact a consortium of scientific groups in the province, of which Chastenay is a part, had been trying to make suggestions to the Education Ministry for more than two years.

He said the consortium suggested shifting school start and end times by an hour or two to overlap with the mid-afternoon eclipse, so students could experience it in a structured way with peers and teachers. That could have been co-ordinated with school bus companies ahead of time, and parents could have been invited to help supervise students, he said.

"That would have been a large celebration of the eclipse, and a celebration of science, and a celebration of our link to the larger universe," Chastenay said.

Instead, half of Quebec's school service centres and English-language school boards have announced they will close, including those in Montreal, which Chastenay suspects is the result

of confusing messaging from the government.

"I think a lot of people just decided ... 'This is too complicated. I don't know exactly what to do and what not to do, so we'll just close everything down,'" he said. "Which is a crying shame."

According to La Presse, a directive sent to school boards and service centres from the Education Ministry before spring break said schools should remain open on April 8, but suggested avoiding outdoor activities from 2 p.m. to 5 p.m. during the eclipse.

In a tweet responding to the article, Education Minister Bernard Drainville said the directive "should have specified that supervised and safe outdoor activities are encouraged," adding he would clarify with the network.

"I invite schools that had planned activities for April 8 to maintain them," he said.

A spokesperson for Drainville also told The Gazette last week the ministry "favours schools remaining open while following safety recommendations."

"It is an important day to do educational activities with students, and we strongly encourage all schools to maintain their already planned activities," Antoine de la Durantaye said. "Let's be clear: it is possible to do activities outside as well as inside. The important thing is to take the necessary safety measures, such as glasses. That being said, we let each school service centre make their decisions because they know their reality best. The priority is to ensure the safety of students."

De la Durantaye did not, however, respond directly to questions about being approached by the consortium about a co-ordinated, network-wide plan for the rare event.

Chastenay said the group's suggestions included buying eclipse glasses for all elementary and high school students to ensure the event could unfold safely, which he

estimates would have cost about \$400,000 to \$500,000 — "not a big deal in a large budget like the Ministry of Education."

He said the suggestions went unanswered by the ministry.

"They said, 'Well, that's interesting, we'll come back to you,'" he said. "They never came back. And now a couple of weeks before the event, they look like headless chickens, basically."

Marc Jobin, an astronomer at the Montreal Planetarium, also expressed disappointment with the lack of planning for the eclipse.

"It's not like the government didn't have a warning months and years ahead," he said, referencing the fact eclipses can be predicted centuries or even millenniums ahead of time.

"It's a bit sad how this all turned out," Jobin said.

If a fear for safety — particularly related to potential eye damage — drove the lack of planning by the government, astronomers don't think it's an excuse.

"We know how to do this properly," said Nicolas Cowan, an associate professor at McGill University in the departments of physics and Earth and planetary sciences. "There have been recent eclipses in developed countries, and we know that you can get millions and millions of people looking at these things and basically get zero permanent eye damage. ... So this is totally a solvable thing."

Chastenay agreed, referencing the 2017 total solar eclipse that fell over parts of the United States.

"The Americans were able to do it without major injuries, so I cannot comprehend that the government thinks that we are not able to do it," he said. "We had a bunch of scientists and educators trying to convince them to do something constructive for the eclipse and they never listened to us."

He pointed out the Quebec government put its "Preparing for the solar eclipse" web page under the



“Emergency situations, disasters and natural hazards” section of its site, which he called “completely crazy.”

Chastenay is also not convinced keeping children at home would be any safer, since many parents will probably have to go to work, anyway.

“I’d like to understand how this is more secure for the children than being at school with their science teachers, watching the eclipse, making experiments during the eclipse to measure the temperature drop, the wind that’s picking up, things like that,” he said.

Asked whether it would have kept its schools open if a network-wide plan had been discussed ahead of time, the English Montreal School Board stood by its decision to close.

“We believe it made sense to take the prudent approach,” spokesperson Mike Cohen said. “A lot of effort is being made now to educate all of our students about the eclipse. We received enough of the special glasses from the Planetarium to provide each student so they can experience this day how they wish and more importantly, safely.”

In the absence of events at schools, Chastenay suggests parents take the day off to observe the eclipse as a family.

“I’m thinking of all the children who will be robbed of this opportunity to connect with the universe and maybe discover an interest for science that they didn’t know they had,” Chastenay said.

kthomas@postmedia.com

Examen de français écrit au secondaire: l'Outaouais en fin de peloton

Par Daniel LeBlanc, Le Droit

À l'heure où la langue de Molière régresse dans la région, le taux de réussite à l'épreuve de français écrit des élèves de cinquième secondaire de l'Outaouais était le troisième moins reluisant de la province en juin 2023. Après un recul notable, les résultats tendent néanmoins à revenir au niveau prépandémie.

Le taux de réussite à cet examen ministériel se chiffrait à 72 % le printemps dernier pour les élèves de la région, tous réseaux d'enseignement confondus, révèle une demande d'accès à l'information formulée au ministère de l'Éducation. Ce résultat surpasse celui de seulement deux autres régions, soit Montréal (70,5 %) et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (63,6 %). La moyenne provinciale se chiffrait à 74,8 %.

Bien que l'Outaouais est en queue de peloton dans cette matière – le taux de réussite atteint par exemple respectivement 78,6 % et 79,8 % dans Lanaudière et au Bas-Saint-Laurent –, les résultats de la région ont, comme ailleurs en province, grimpé après une dégringolade en 2022. Dans certains cas, une diminution d'une dizaine de points de pourcentage par rapport à la période prépandémique avait été observée.

Après avoir été annulés en 2020 et 2021 en raison de la pandémie de COVID-19, les examens du ministère avaient une valeur moindre en 2022 et 2023. L'année scolaire en cours marquera le retour à la pondération habituelle, soit jusqu'à 50 % de la note globale.

La palme pour le CSSCV

Ce sont les élèves du Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées (CSSCV) qui, de loin, ont obtenu en juin dernier le plus haut taux de réussite à cette épreuve unique avec 72,9 %, selon les renseignements fournis au Droit. Suivent les écoliers des centres de services scolaires des Portages-de-l'Outaouais (69 %), des Draveurs (65,6 %) et des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (64 %).

Lorsqu'on ne tient compte que du réseau public, le taux de réussite à l'examen de français écrit en Outaouais atteignait 67,8 %, la troisième proportion la plus basse dans la province. Autre région où le français est en déclin,

Montréal, à titre d'exemple, avait un taux de 62 %. Là aussi, l'Outaouais est sous la moyenne québécoise (71,1 %).

Au privé, les élèves de la région ont réussi l'épreuve dans une proportion de 89 % en juin dernier dans la région.

La moyenne à cet important examen qui clôt le parcours au secondaire était de 67,4 % pour les finissants de l'Outaouais l'an dernier. Dans ce cas-ci, la région s'en tire légèrement mieux que quatre autres régions, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Montréal, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Laval. L'Outaouais est moins d'un point de la moyenne provinciale (68,2 %) pour ce volet.

En ne conservant que la statistique du réseau public, la moyenne obtenue par les élèves de la région était de 65,4 %. Là aussi, c'est sur le territoire du CSSCV (66,2 %) qu'a été dénotée la meilleure moyenne à l'examen.

Une corrélation avec le recul du français?

Alors que les statistiques prouvent noir sur blanc que l'usage du français perd du terrain peu à peu chaque année en Outaouais au profit notamment de l'anglais – le même scénario est d'ailleurs aussi observé à Montréal –, pourrait-on faire une corrélation entre ce phénomène et les résultats plus bas qu'ailleurs en province pour les jeunes d'ici à l'examen d'écriture?

Cette piste n'est pas à écarter, mais la situation est beaucoup plus complexe à expliquer, pensent deux expertes.

«Ça ne peut pas tout expliquer. [...] Au premier abord, oui, sincèrement, c'est une hypothèse qui pourrait être à vérifier, mais selon moi c'est beaucoup plus complexe que ça. Non seulement l'Outaouais et Montréal sont des régions où l'anglais prend plus d'ampleur, mais ce sont également des régions plus bilingues», affirme Phyllis

Dalley, professeure à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa.

Lors du recensement de 2021 de Statistique Canada, la proportion de résidents de l'Outaouais dont le français était la première langue officielle parlée était de 77 %, une baisse de presque deux points et demi par rapport à cinq ans plus tôt.

Le français, «une langue normalisée»

Mme Dalley est d'avis que «l'immense» nombre de langues parlées dans la région – Gatineau est le deuxième pôle d'immigration de la Belle Province – est un facteur à considérer. Pour elle, le contexte linguistique de l'Outaouais est trop complexe pour «s'arrêter aux langues officielles» lorsqu'on cherche une cause à ces chiffres.

«Si les écoles n'ont pas adapté leur pédagogie pour tenir compte de cette diversité linguistique, de cette immersion totale dans le français, ça peut aussi expliquer de plus faibles résultats (à cet examen), explique la sociolinguiste. Il y a aussi le fait que le français est une langue très normalisée, surtout à l'écrit. L'apprentissage pour les élèves qui n'apprennent pas le français à la maison peut prendre plus de temps, alors que pour l'anglais, il y a plus de tolérance.»

— Phyllis Dalley, professeure à l'Université d'Ottawa

Même «s'il faudrait creuser plus loin», elle réitère malgré tout que l'hypothèse est «valable» avec la place de plus en plus grande qu'occupe l'anglais dans la vie des enfants et des adolescents en raison notamment des réseaux sociaux et du web.

Un défi costaud

Katrine Roussel, professeure en didactique des langues à la Faculté d'éducation de l'Université du Québec à

Montréal (UQAM), rappelle pour sa part que le déclin du français n'est pas uniquement attribuable à l'anglais. Les régions de l'Outaouais et de Montréal – qui sont dans le bas du classement – sont des milieux très polyglottes, précise-t-elle.

«On a d'autres langues qui viennent un peu prendre la place à la maison, ce n'est pas un effet direct de l'anglicisation. Avec le haut taux d'immigration et toutes les langues parlées, c'est sûr que cela a des effets sur le français. Les profils linguistiques sont beaucoup plus nombreux», dit-elle.

Dépendant de leur scolarité avant d'arriver au pays et du moment de leur arrivée dans le réseau, l'apprentissage du français s'avère «un défi costaud», spécifie-t-elle, pour les jeunes pour qui ce n'est pas la langue première.

«Quand on compare (les élèves) pour qui c'est la langue maternelle (L1) avec ceux dont c'est une langue seconde (L2), ces derniers commettent la même catégorie d'erreurs, mais plus fréquemment. Ce sont les accents, les majuscules, etc. note Mme Roussel. À l'orthographe lexicale, les erreurs sont très nombreuses même chez ceux pour qui c'est la langue maternelle. C'est le critère le plus échoué.»

La plurilinguisme dans la région ne rime toutefois pas nécessairement avec recul continu des résultats aux examens de français, précise la spécialiste.

«La tendance en recherche et enseignement est axée sur la capitalisation des acquis dans les langues premières pour voir si on peut réinvestir dans la langue seconde. Pour les accords, on peut faire des ponts. Par exemple, ton adjectif en russe, il y a une différence entre si on l'écrit au pluriel ou au singulier. On peut voir si c'est la même chose en français, soulever des similarités. Ça peut permettre de s'améliorer, de voir des différences et d'amener cela à leur attention», souligne-t-elle.

Apprendre le français au secondaire : la résilience des nouveaux arrivants

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

«Le terrain de foot m’a beaucoup aidé. C’est la seule chose que je n’ai pas besoin du français pour faire.»

Il est 9h15, un jeudi matin particulièrement froid de février. L’élève Dariush Saeidi est dans la classe de Mme Sophie Morasse à l’école secondaire Charles-Gravel, qui est tranquille pour le moment. Autour de lui, il y a une trentaine de bureaux qui sont presque tous vides, tout comme les quelques tables rondes pour les discussions. Au cours de la journée, la salle comptera bien plus d’activités, alors que les 39 jeunes issus de l’immigration ayant besoin de soutien linguistique y passeront un minimum d’une heure par jour, à un moment ou à un autre.

Ils ne viendront pas tous au même moment, mais seront plutôt répartis en petits groupes, selon leurs besoins, leurs horaires et leurs disponibilités. Ils sortiront donc de leurs classes, pour avoir un cours accéléré sur le français adapté à leur niveau appelé Intégration linguistique scolaire et sociale (ILSS).

Dariush, natif de l’Iran, Fares Khelifi de la Tunisie et Alexandra Spalding, originaire des États-Unis, sont de ceux qui suivent le cours. Tous les trois ont accepté de répondre aux questions de la journaliste, malgré la gêne, la caméra et l’enregistreur. Ils se débrouillent tous très bien en français, une langue qu’ils apprennent à leur rythme depuis quelques mois.

Les élèves le confirment : ce n’est pas facile de débarquer dans une nouvelle école quand la barrière linguistique est présente. Se faire des amis aussi devient un défi ardu, surtout quand des préjugés persistent sur leurs réalités. Ils se sentent souvent incompris.

«Il y a des gens ici qui pensent qu’en Tunisie, il n’y pas d’école. Il y a beaucoup de préjugés. Ils pensent qu’en Tunisie il n’y a pas de technologie, qu’il n’a rien. Qu’il y a beaucoup de guerre», raconte Fares lors de l’entretien.

«J’aimerais qu’ils sachent que c’est dur pour nous. Il y en a qui nous jugent, parce qu’on ne parle pas la même langue, mais je suis quand même un humain, pas un extraterrestre.»

— Alyssa

En plus d’apprendre la langue, en temps réel, ils suivent les mêmes cours que leurs camarades de classe.

C’est tout un défi, rappelle leur enseignante. «Dépendamment de l’âge qu’ils ont, parfois ils ont 16 ans et ils étaient très bons dans leur pays, mais ils arrivent ici et la barrière de la langue fait que les apprentissages sont plus difficiles», explique Sophie Morasse, enseignante en soutien linguistique à l’école secondaire Charles-Gravel.

Ce sont des jeunes résilients pour Mme Morasse. Ils font preuve d’une grande adaptabilité devant les défis qui se dressent à eux et travaillent tous très fort pour atteindre la diplomation.

Or, les élèves se montrent aussi rassurants. Il y a aussi du beau dans leur quotidien. Leurs amis, leurs enseignantes, leurs sports et leurs familles, il y a tout un entourage qui les aide à s’épanouir dans cette nouvelle vie. Plusieurs suivent également des concentrations ou des programmes enrichis, qui rendent l’école encore plus intéressante.

Ce que Dariush et Fares aiment le plus de l’école au Saguenay–Lac-Saint-Jean? Les mardis et jeudis, où sur l’heure du midi, ils peuvent enfin faire du futsal, une version du soccer à l’intérieur particulièrement apprécié des jeunes issus de l’immigration. Alyssa a quant à elle découvert le patin et a rapidement tissé des amitiés importantes à ses yeux, d’élèves qui l’ont accueilli à bras ouverts.

Valorisation de la langue

Dans le but de favoriser les échanges entre les élèves, ainsi que la valorisation de la langue maternelle des jeunes immigrants, l’enseignante d’espagnol Gisèle Girard-Lajoie a mis sur pied une activité bien spéciale, à laquelle Le Quotidien a pu assister.

Elle avait rassemblé tous les hispanophones de l'école, qui représente les deux tiers de tous les étudiants en soutien linguistique à Charles-Gravel. Ces derniers étaient appelés, en groupe de deux, à jouer à des jeux de société avec les élèves québécois en apprentissage de l'espagnol.

Séparés dans de petits locaux, ils avaient plus d'une heure pour explorer de nouveaux jeux avec ceux qui deviendront peut-être de futurs amis. L'enseignante avait divisé la classe dans l'idée de créer de nouvelles rencontres et non de favoriser les amitiés déjà existantes.

Autant les élèves francophones que les étudiants hispanophones avaient du plaisir à cette activité. «C'est différent des cours où on apprend avec le professeur qui parle en avant, c'est vraiment le fun. Ça nous fait rencontrer de nouvelles personnes», soutiennent des participants en pause de jeu.

L'enseignante souligne que l'activité est toujours aussi bénéfique pour les élèves immigrants, qui ont une occasion de sortir de leurs coquilles, que pour ceux du Québec, qui ont une chance en or de pratiquer leur espagnol, ce qui est plutôt rare dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. «Si ça peut favoriser ne serait-ce qu'un échange de sourires dans les couloirs après l'école, ça serait super», indique celle qui aimerait en organiser d'autres, sous différentes formes, au cours des mois à venir.

L'intégration dans les classes

Au Rives-du-Saguenay, les élèves sont intégrés dans les classes ordinaires, dès leur arrivée dans l'école, même si c'est en cours de l'année scolaire. C'est aussi le cas dans les écoles du CSS du Lac-Saint-Jean, ainsi que de celles du CSS de La Jonquière et du CSS du Pays-des-Bleuets, tous les trois qui connaissent une augmentation marquée des élèves en soutien linguistique ces dernières années.

Le fait d'avoir des classes complètes de francisation, comme c'est vu dans certains grands centres, vient de la forte densité d'élèves en soutien linguistique, mais également de leur proximité, que l'on ne retrouve pas vraiment en région. «Le meilleur moyen pour nous, au primaire, c'est de les laisser en classe ordinaire, mais d'engager plusieurs enseignantes en francisation qui vont se promener d'une école à l'autre», explique Frédéric Gaudreault, direction adjointe aux services éducatifs pour les Rives-du-Saguenay.

Au secondaire, même si le nombre est plus important, le CSS des Rives-du-Saguenay a opté pour l'intégration dans les classes parce que d'une part, ça rejoint la philosophie de l'école, mais facilite aussi l'intégration des jeunes dont plusieurs entrent à l'école en cours d'année. Ils sont souvent aussi de niveaux différents, mais ont tous accès à la salle de classe de soutien linguistique.

Ça représente un défi, bien sûr, pour les enseignants qui reçoivent parfois dans leur classe un élève qui ne parle pas un mot de la langue française. Le CSS doit préparer ses enseignants, notamment avec des formations et tient à poursuivre le développement de ces compétences alors que de plus en plus d'élèves issus de l'immigration entrent à l'école au fil des semaines.

Le fait de les rassembler tous à Charles-Gravel permet au CSS de donner un meilleur service. La proximité des élèves avec l'école permettait cette option.

À noter qu'au CSS de La Jonquière, une classe d'accueil a été créée dans deux écoles au primaire, pour les élèves qui avaient besoin d'un soutien continu pour suivre l'enseignement en français. Ces 30 élèves, répartis dans les deux groupes, passent plus de 50 % de leur temps dans cette classe.

NOMBRE D'ÉLÈVES EN SOUTIEN LINGUISTIQUE AU PRIMAIRE



ANNÉE SCOLAIRE	CS LAC SAINT-JEAN	CS DE LA JONQUIÈRE	CS PAYS DES BLEUETS	CS DES RIVES DU SAGUENAY
2019 - 2020	27	0	6	34
2020 - 2021	17	5	9	31
2021 - 2022	38	13	16	48
2022 - 2023	60	55	41	70
2023 - 2024	87	57	65	133

NOMBRE D'ÉLÈVES EN SOUTIEN LINGUISTIQUE AU SECONDAIRE



2019 - 2020	15	1	1	8
2020 - 2021	12	0	2	9
2021 - 2022	16	2	6	15
2022 - 2023	13	8	11	29
2023 - 2024	29	18	23	45



Période des questions

Pour la première fois au parlement

(Québec) Tout le monde a une opinion sur la période des questions, l'évènement politique le plus suivi des Québécois, souvent critiqué pour la partisanerie qui teinte les échanges. Mais qu'en pensent des élèves du secondaire, qui apprennent les rudiments des débats à l'école ?

HUGO PILON-LAROSE La Presse

Ariane Lussier-Frédéric et Anthony Daigle, 17 ans, de même qu'Henri Lacoste, 15 ans, acceptent d'assister à la période des questions et de faire part bien humblement de leurs observations. Les trois élèves étudient à l'école secondaire publique La Camaradière, dans le quartier Duberger – Les Saules, à Québec. En ce doux jeudi matin du 14 mars, ils mettent les pieds pour la première fois au parlement, et ils sont fébriles.

Ariane termine cette année le secondaire et espère être admise dans un programme de langues au cégep.

C'est impressionnant et stressant un peu. Il y a du monde partout, avec les journalistes et les caméras. Tout le monde écoute vraiment ce qui se passe. C'est une ambiance imposante.

Ariane

Anthony, qui se prépare pour sa part à franchir les prochaines étapes pour être accepté en techniques policières, admet ressentir une petite nervosité. « C'est même pas moi qui vais argumenter et je me sens stressé ! », dit-il en riant.

En traversant la cour intérieure menant à l'hôtel du Parlement, ils rencontrent par hasard la présidente de l'Assemblée nationale, la députée caquiste Nathalie Roy, qui les salue chaleureusement. Agréablement surprise de les voir s'intéresser à la politique, elle admet toutefois, mea culpa, que la période des questions prend parfois des airs de « chicane ». C'est justement ce qu'ils viennent évaluer.

Le poids du décorum

À l'intérieur de l'édifice patrimonial plus que centenaire, les élèves montent les vieux escaliers en bois, traversent les corridors ornés de portraits officiels et entrent dans le

Salon bleu, où ils s'installent en ayant une vue en plongée sur les élus, qui se préparent pour la période des questions.

Henri, le plus aguerri des trois en politique, président de son année scolaire et futur président (espère-t-il) de son école l'an prochain, est frappé par le décorum et le respect des traditions qui empreignent les lieux.

Tout est vraiment droit, classé. Ça se voit qu'il y a vraiment beaucoup de traditions. Le protocole, c'est rigide. Ça se sent même du balcon. Les [pages] saluent toujours la présidente, même quand ils font juste servir des verres d'eau !

Henri

« Ce n'est pas tous les jours que tu vois un décor comme celui-là. Dans le Salon bleu, il y a plein de monde, mais tu te sens vraiment petit », ajoute Anthony.

Qu'est-ce qu'un bon débatteur ?

Avant que les échanges commencent, on leur demande ce qui fait selon eux un bon débatteur, alors qu'ils assisteront pour la première fois à une joute oratoire démocratique qui sera, espèrent-ils, de haut niveau.

« Un bon débatteur, c'est quelqu'un qui écoute, et un bon débat, ça répond à une question. Sinon, on fait juste se gueuler après, mais on ne trouve pas de solution », dit Henri.

« S'ils ne s'écoutent pas, ils répètent les mêmes affaires et ça n'avance pas », prévient Ariane.

Dans un débat, il faut respecter son adversaire et vouloir faire vraiment avancer les choses, plutôt que de bloquer sur son idée.

Anthony Un bruit retentit dans la salle. « Madame la présidente. » Le silence tombe, comme lorsque le rideau s'ouvre au théâtre. Ça commence.



Période des questions

L'évaluation de nos juges invités

Du haut des tribunes, Ariane, Anthony et Henri écoutent attentivement la période des questions et analysent chaque détail de la joute serrée que se livrent l'opposition et le gouvernement. Ils notent méticuleusement les répliques qui s'ancrent selon eux dans des erreurs de raisonnement, ce qu'on leur enseigne à éviter dans les débats. Leur premier constat : ça va vite.

HUGO PILON-LAROSE La Presse

Mon déficit est moins pire que le tien !

La présidente de l'Assemblée nationale, Nathalie Roy, annonce le début de la période des questions. Dès les premiers échanges, le chef de l'opposition officielle, Marc Tanguay, questionne François Legault sur le déficit historique de 11 milliards que son gouvernement a annoncé dans son dernier budget. Le premier ministre relativise ce chiffre et donne un élément de perspective : il représente seulement 1,5 % du produit intérieur brut (PIB), dit-il. Il ajoute que d'anciens gouvernements libéraux ont déposé des budgets encore plus déficitaires quand on les compare au PIB. Les trois élèves présents au Salon bleu sont surpris. Selon eux, cette façon de recadrer le débat pourrait constituer un exemple de « double faute ». Selon ce qui est enseigné dans le cours de Culture et citoyenneté québécoise, cette erreur de raisonnement « consiste à tenter de justifier un comportement en signalant que d'autres font [ou ont fait] la même faute ou pire encore ».

Coupes ou réinvestissement ?

L'échange corsé entre Marc Tanguay et François Legault se poursuit. Le chef libéral relance le premier ministre au sujet des feux jaunes que les firmes de notation financière Moody's et DBRS Morningstar ont allumés face à l'ampleur du déficit budgétaire du gouvernement. M. Tanguay demande à son vis-à-vis de proposer rapidement un plan de retour à l'équilibre budgétaire. Du tac au tac, M. Legault réplique qu'il pouvait réduire les services en santé et en éducation, comme les libéraux l'ont fait par le passé en imposant l'austérité, ou réinvestir dans les missions essentielles de l'État. La formule est efficace, notent les trois élèves, mais elle leur rappelle aussi la notion du « faux dilemme » : « présenter deux

options comme les seules possibles, [et puisque] l'une est indésirable, l'autre est inévitablement le choix à faire ».

Des questions des deux côtés de la Chambre

Le député libéral André Fortin talonne le ministre de la Santé, Christian Dubé, au sujet des incertitudes concernant la construction d'un nouvel hôpital à Drummondville pour remplacer un établissement jugé vétuste. M. Dubé réplique qu'il est arrivé à la tête du réseau après des années de sous-financement des hôpitaux sous les libéraux, à l'exception des établissements de Montréal, ajoute-t-il. « Est-ce une coïncidence ? Je ne le sais pas, je pose la question », dit le ministre. Le jeune Anthony est surpris : « il peut dire ça sans donner de preuve ? », demande-t-il. Selon les trois élèves, cette façon de faire pourrait être perçue comme un « appel au complot », qui « consiste à conclure qu'une personne ou un groupe de personnes qui profitent d'une situation en sont l'origine ou la cause sans preuve suffisante ».

Débattre sur des sujets sensibles

Les trois élèves suivent avec attention les questions posées par l'opposition concernant le financement des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale et sexuelle. Ces organismes réclament la création d'un programme de financement particulier pour réussir à créer de nouvelles places dans leur réseau saturé, alors que le gouvernement souhaite réduire le coût des projets. La députée libérale Brigitte Garceau affirme qu'elle espère « qu'on n'attend pas un autre féminicide avant d'agir ». La formule-choc fait réagir les députés du gouvernement, tout comme nos jeunes juges invités. Même s'ils considèrent le sujet comme très

pertinent, ils se demandent si cette façon de cadrer le débat s'apparente à un « appel aux émotions », soit le fait de « détourner l'attention [dans son intervention] vers des réalités d'ordre affectif », ou bien une « fausse causalité », qui consiste en « une argumentation qui s'appuie sur un lien douteux de cause à effet entre deux phénomènes ».

Un moment sobre et apprécié

Le ton est posé, les questions sont précises et les réponses – malgré les désaccords – ne se défilent pas. Les trois élèves notent avec satisfaction l'échange entre la députée de Québec solidaire Christine Labrie et le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, au sujet de la terminaison, après un certain temps, de l'indemnisation pour des victimes d'actes criminels. « C'est un sujet très sérieux et lourd, mais le ton est calme et le débat nous amène quelque part », note Henri. « La députée reproche des trucs au gouvernement, mais ce n'est pas non plus

agressif. Les deux s'écoutent parler. C'est comme ça que ça devrait plus souvent se passer », ajoute Ariane.

Quand les émotions l'emportent

Contrairement au précédent extrait, le ton monte souvent au Salon bleu, ce qui met en scène des attaques parfois personnelles et des répliques cinglantes. Selon Henri, Ariane et Anthony, les crescendos d'émotions qui teintent les débats – et il y en a eu au cours de la période des questions à laquelle ils ont assisté – ne permettent pas aux citoyens de bien saisir la complexité des enjeux ni de comprendre les solutions proposées de part et d'autre. « Ce sont des adversaires, ils ne sont pas du même parti, mais ce n'est pas entre eux qu'ils devraient se battre, mais contre les problèmes que le Québec vit », analyse Anthony. « Parfois, tout va bien dans un échange, puis ils ajoutent une petite insulte à la fin », se surprend Ariane. « Ce sont des enfantillages », tranche Henri.



Période des questions

Plus de propositions, moins d'insultes

(Québec) Encore soufflés par les débats qu'ils viennent de voir, Ariane, Henri et Anthony se concertent sur les leçons qu'ils retirent de cette première expérience d'une période des questions. Premier constat : s'ils reviennent un jour au Salon bleu, ils souhaitent entendre plus de faits et de solutions aux problèmes du Québec, mais surtout moins d'attaques personnelles entre les députés.

HUGO PILON-LAROSE La Presse

« Mon premier conseil, c'est de baser leurs échanges sur l'écoute et d'arrêter de vouloir paraître comme la meilleure personne, parce que c'est en faisant ça que tu ne le deviens pas. Ceux qui prennent le temps d'écouter et qui reconnaissent leurs erreurs, quand ils le font, ils passent vraiment pour des personnes que les gens voient comme des humains qui font bien leur job », analyse Ariane, alors que nous prenons place pour ce bilan dans une salle de sous-commission que nous a prêtée l'Assemblée nationale.

Ce sont des adultes, des personnes qui sont payées pour argumenter et pour débattre, mais pourtant, j'ai entendu beaucoup d'insultes. Il n'y a jamais eu un accord pour reconnaître les qualités de l'autre et combiner des idées pour faire avancer les choses. Ils jouent plutôt au roi de la montagne. Tasse-toi, c'est ma place. C'est ça qu'ils font.

Anthony

Malgré ces constats tranchants, Henri, qui a visité l'an dernier l'hôtel de ville de Québec et qui espère se rendre l'an prochain à la Chambre des communes à Ottawa pour conclure son pèlerinage politique, trouve que « ça reste de très bons débats de très haut niveau ». Seul bémol : « tout était beaucoup trop porté sur les attaques personnelles », dit-il.

Nuancer certaines émotions

Les trois élèves sont surpris du caractère très émotif des échanges auxquels ils ont assisté. Les députés laissent vraiment beaucoup les émotions entrer dans leurs discours. Je pense que dans un débat, on devrait établir des faits et l'autre personne répondre aux faits en donnant une réponse qui fait avancer [l'enjeu].

Henri

Nos juges invités ont également été amusés par le sens de la répartie des élus. La députée libérale Marwah Rizqy a marqué leur esprit, notamment en présentant un tableau entièrement caviardé par le gouvernement ou en montrant la couverture du livre *How Big Things Get Done* (une lecture que le bras droit de François Legault, Martin Koskinen, a bien aimée), qu'elle a retitré *How Big Things Get Botched*.

« Ça m'a fait rire, mais on aurait pu s'en passer. Le but était de ridiculiser l'autre personne et ça a marché, j'ai ri. Pourtant, l'encadré, je ne comprenais même pas trop ce que ça voulait dire », reconnaît Anthony.

Tout au long de la période des questions, Ariane a également noté que les députés du gouvernement ont parfois tendance à dévier le sujet d'une question pour se poser eux-mêmes une question pour laquelle ils ont des chiffres ou des données à présenter. Plus il y a d'attaques personnelles, plus il y en aura d'autres dans les prochaines périodes des questions, parce que l'un va se rappeler ce que l'autre lui a fait.

Ariane

Pour Anthony, cette expérience lui aura au moins permis de constater que « ce n'est pas parce que tu es assis sur un siège de député, que tu es payé pour débattre, que tu as fait des années d'études que tu es moins humain » que des élèves du secondaire.

Alors, nos élus passeraient-ils leur cours de Culture et citoyenneté québécoise ? Après les débats, « je pense que le prof aurait dit : bon, on va recommencer », dit Ariane en rigolant.



CHRONIQUES

Sur la place des écrans à l'école

PATRICK LAGACÉ La Presse

Au bout du fil, la Dre Mélissa Généreux semble interloquée en rapportant une anecdote sur un de ses sujets d'inquiétude quant à la santé mentale des jeunes : la place des écrans à l'école.

Elle me raconte avoir jadis visité une école où la technologie était centrale dans l'enseignement, même que ladite école s'en faisait un point de fierté dans les communications avec les parents.

« C'est une de ces écoles qui disent : "On fait tout en ligne, tous nos élèves ont un iPad." J'avais posé la question : "Mais comment vous faites pour savoir, en classe, s'ils écoutent vraiment, s'ils ne sont pas sur l'internet, sur les réseaux sociaux ?" Une prof m'avait répondu : "J'enseigne du fond de la classe pour m'assurer qu'ils ne sont pas sur les réseaux sociaux..." »

La Dre Généreux, qui enseigne la santé publique à l'Université de Sherbrooke, avait trouvé cette réponse un peu courte, que cette approche faisait fi du relationnel et du réel, au profit du virtuel.

Mélissa Généreux n'a rien contre la technologie, mais elle est assez vieille pour poser un regard critique sur l'arrivée, jadis, des écrans dans nos vies : « J'ai vendu des cellulaires quand j'étais aux études. C'était présenté comme la huitième merveille du monde... On était très naïfs, comme épatés par la technologie. »

La chercheuse Généreux a développé une expertise sur la santé mentale des jeunes avec des enquêtes annuelles à grande échelle auprès de milliers de jeunes de 12 à 25 ans.

Et en 2023, la Dre Généreux a décortiqué les réponses de 18 000 jeunes qui avaient répondu au sondage de son équipe de l'Université de Sherbrooke. Elle s'était publiquement inquiétée¹ d'un lien entre le temps d'écran et la santé mentale : les jeunes qui passent plus de quatre heures sur les réseaux sociaux rapportent deux fois plus d'anxiété ou de dépression que ceux qui y passent moins de deux heures par jour...Mélissa Généreux me cite la sortie du Surgeon General des États-Unis, il y a un an², qui disait son inquiétude au sujet du fait que les jeunes

américains passent une grande partie de leur vie devant les écrans : « Il note que le circuit de la récompense est surstimulé par les réponses des réseaux sociaux, on stimule ces circuits en trop bas âge. N'attendons pas d'avoir plus de données : on devrait être plus prudents maintenant. »

En entrevue, Mélissa Généreux a des observations sur la place des écrans dans la vie des jeunes et des moins jeunes. Oui, la pandémie a accéléré la migration de nos activités vers le virtuel ; oui, l'exemple des parents compte, eux qui passent aussi beaucoup de temps en ligne ; oui, l'ubiquité des écrans chez les « autres » jeunes met une écrasante pression sur les parents pour qu'ils laissent leurs enfants avoir accès aux écrans...

Mais la spécialiste en santé publique s'interroge particulièrement sur la place des écrans dans les écoles. C'était central dans son propos, lors de nos échanges. Mélissa Généreux cite une « synthèse des connaissances » publiée le 8 février³ dernier par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et « qui est un peu passée sous silence ».

Cette synthèse décortique les études sur l'effet des écrans sur l'apprentissage chez les moins de 25 ans, en contexte scolaire. La Dre Généreux m'a envoyé quatre constats de la synthèse menée par l'INSPQ qui méritent d'être cités in extenso :

L'utilisation à des fins personnelles des appareils numériques individuels en classe conduit l'étudiant à être en multitâche numérique, une activité qui entraînerait une baisse de l'apprentissage tel que défini par le score obtenu à un questionnaire de mémorisation et de compréhension à la suite d'une présentation académique ;

La présence du cellulaire éteint sur le bureau entraînerait une baisse de performance à des tests évaluant spécifiquement la mémoire de travail, une fonction cognitive centrale à l'apprentissage scolaire ;

La lecture numérique entraînerait une diminution de la compréhension de texte par rapport à la lecture papier ;

La prise de notes numériques n'entraînerait aucun bénéfice à l'apprentissage par rapport à la prise de notes manuscrites.

J'ai lu cette synthèse de l'INSPQ, qui devrait nous donner envie d'appuyer sur « pause » quant à la place des outils numériques en classe. En la lisant, ça m'a fait penser à ces témoignages de profs que je vous présentais, samedi⁴, des profs du primaire au collégial. Ces profs s'inquiètent de constater que les jeunes qui ont toujours « grandi » dans le virtuel des écrans montrent des signes inquiétants de déficit de capacités d'apprentissage et de compétences relationnelles dans le réel.

Je pose la question : les iPad, les tableaux numériques, le tout-au-virtuel en milieu scolaire, le temps d'écran comme récompense au bon comportement en classe...

Était-ce une bonne idée ?

Est-ce une bonne idée ?

Mélissa Généreux : « Jadis, ça semblait une bonne idée. Mais les données évoluent, la santé mentale des jeunes évolue, il faut se poser la question : est-ce encore une bonne idée ? Dans les pays scandinaves, on revient au bon vieux papier-crayon⁵. C'est sain de se poser des questions sur les écrans dans nos familles et dans les écoles, qui ont un devoir d'exemplarité. »

1. Lisez l'article du Devoir « Plus de la moitié des jeunes Québécoises vivent anxiété ou dépression »². Lisez l'article du Surgeon General des États-Unis « Social Media and Youth Mental Health » (en anglais)³. Consultez la synthèse de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)⁴. Lisez la chronique « Écrans : échos de profs »⁵. Lisez l'article du Guardian « Switching off : Sweden says back-to-basics schooling works on paper » (en anglais)



COURRIER DES LECTEURS

Pas trop tard pour admirer l'éclipse dans les écoles

Ça fait maintenant trois ans que nous travaillons à préparer le réseau scolaire à vivre l'éclipse solaire totale du 8 avril. Nous avons formé des dizaines de milliers d'enseignantes et enseignants et de jeunes et distribué plus de 200 000 paires de lunettes pour éclipse certifiées dans la province.

JULIE BOLDUC-DUVAL

Astrophysicienne et communicatrice scientifique, directrice du programme éducatif en astronomie À la découverte de l'univers

MARIE-EVE NAUD

Astrophysicienne et communicatrice scientifique, coordonnatrice à l'éducation et au rayonnement de l'Institut Trottier de recherche sur les exoplanètes de l'Université de Montréal

Ces enseignants et leurs collègues sont maintenant bien formés et savent comment faire vivre cet événement extraordinaire à leurs élèves de façon sécuritaire. Plusieurs autres organismes ont aussi accompagné le milieu scolaire et des milliers de classes sont maintenant prêtes à vivre l'éclipse sans danger.

Depuis que les orientations du ministère de l'Éducation sont sorties, plusieurs membres du personnel scolaire nous écrivent pour nous dire que les plans doivent être changés. Les gestionnaires sont en panique et la peur s'installe chez le personnel scolaire, et même chez les jeunes.

Quel dommage ! Quelle occasion manquée de faire vivre l'éclipse de façon positive ! L'invocation des risques pour les yeux, qui sont réels mais vraiment très faibles et facilement évitables, ne justifie pas selon nous de faire manquer ce phénomène aux jeunes.

Si on considère l'éclipse comme trop risquée à cause des blessures potentielles aux yeux, il faudrait aussi annuler les cours d'éducation physique, les activités parascolaires, les sports de compétition et toutes les sorties en plein air, qui génèrent plus de blessures – et des blessures souvent plus graves – qu'une éclipse solaire.

Il est encore temps de changer la situation et de ramener le positif dans cet événement ! Monsieur Drainville, une sortie de votre part sur l'occasion unique que représente l'observation de ce phénomène et pour affirmer que vous faites confiance au personnel scolaire – des professionnels bien formés – pour bien vivre ce moment dans les écoles aurait un effet extrêmement positif dans le milieu et permettrait encore de sauver l'expérience de l'éclipse pour beaucoup de jeunes.

Cela permettrait aussi à ceux qui ont la chance d'être dans la bande de totalité d'observer le meilleur du spectacle de manière adéquate (c'est-à-dire en enlevant les lunettes à éclipse uniquement pendant la courte période où le soleil est complètement caché).

Il serait aussi pertinent de clarifier les orientations émises par le ministère de l'Éducation, qui pour l'instant laissent plusieurs équipes-écoles dans un flou inconfortable : il faut clairement encourager l'observation sécuritaire du phénomène à l'extérieur dans tous les milieux où c'est possible plutôt que de mettre l'accent sur l'importance de garder les jeunes à l'intérieur. Nous sommes prêtes à faire partager notre vision afin que tous puissent vivre cette éclipse de manière positive.

Il est malheureusement trop tard pour sauver l'éclipse pour tous et partout. Trop d'enfants seront enfermés à

l'intérieur au lieu de vivre cet évènement aussi spectaculaire que rare.

Mais donnons les moyens aux enseignants et enseignantes qui sont bien informés, qui ont des lunettes certifiées ou qui connaissent des moyens sécuritaires d'observation indirecte de faire vivre ce moment inoubliable à leurs élèves ! Pour le personnel scolaire qui voudrait encore se former dans les prochains jours, il

existe heureusement de nombreuses ressources fiables offertes par les diverses organisations québécoises qui sont à l'œuvre en éducation scientifique, dont À la découverte de l'univers¹.

Qu'on l'ignore ou non, l'éclipse s'en vient. Agissons pour profiter de cette occasion exceptionnelle d'inspirer et d'émerveiller des milliers de jeunes au Québec !

Les écoles de la Côte-Nord prêtes pour l'éclipse solaire du 8 avril

Renaud Chicoine-McKenzie

Le 8 avril, jour d'éclipse solaire dans une bonne partie de l'Amérique du Nord, arrive à grands pas. Sur la Côte-Nord, où l'éclipse sera partielle, les établissements scolaires se sont mobilisés pour puiser dans le potentiel éducatif de cet événement astronomique tout en assurant la sécurité des élèves.

Plusieurs écoles primaires et la plupart des écoles secondaires de la région maintiendront leur horaire habituel le 8 avril prochain. C'est le cas de celles des centres de services scolaires de l'Estuaire et de la Moyenne-Côte-Nord.

On a évalué le danger et on croit qu'en sensibilisant tout le monde, on peut très bien fonctionner avec un horaire normal, avec des mesures de sécurité, explique le directeur général du CSS de la Moyenne-Côte-Nord, Éric Faguy. Et qu'on vive cet événement-là tous ensemble!

D'autres établissements ont toutefois pris le chemin de la précaution. C'est le cas du CSS du Fer pour ses écoles primaires et de la Commission scolaire Eastern Shores, dont les écoles seront en journée pédagogique l'après-midi.

Sur la Basse-Côte-Nord, huit des dix écoles maintiendront leur horaire habituel; les écoles Mécatina et Saint-Augustin termineront leurs cours avant le début de l'éclipse. Entre sécurité et pédagogie

Dans leur décision de rester ouverts ou non l'après-midi, les établissements scolaires, ici comme ailleurs, ont dû trouver l'équilibre entre la pédagogie et la sécurité des élèves. Certains CSS ont été particulièrement sensibles au danger que pose l'éclipse du 8 avril prochain. Sur la Côte-Nord, son paroxysme sera atteint autour de 15 h 30 et coïncidera avec la sortie des classes de bien des écoles primaires.

Plusieurs établissements qui n'étaient pas en mesure de garder les élèves après la fin normale des classes ont décidé de raccourcir la journée plutôt que de voir les enfants sortir précisément au moment où l'éclipse sera la plus captivante.

Le risque, bien entendu, c'est que sans supervision, des enfants soient tentés de regarder ce phénomène sans lunettes de protection, une idée dangereuse.

La Commission scolaire Eastern Shores a donc décidé de prioriser la sécurité des élèves en leur accordant un après-midi pédagogique. Denise Simoneau, sa directrice générale, assure toutefois que des activités pédagogiques seront organisées pour les élèves en vue de cet événement astral.

Au contraire, le Centre de services scolaire de l'Estuaire voit l'éclipse d'un œil particulièrement intéressé. Le professeur Frédéric Bénichou y est pour quelque chose, précise le communiqué dans lequel l'établissement confirme que tous ses établissements maintiendront leur horaire habituel. C'est la seule façon de voir la nouvelle lune, explique ce professeur à l'école secondaire Serge-Bouchard. En temps normal, elle est éclairée de l'autre côté, alors nous, on ne voit rien, on ne sait même pas qu'elle est là, dit-il, de l'excitation dans la voix.

Il faut faire confiance aux élèves, selon le professeur Bénichou. Ils font ça super bien, ils ont retenu la leçon : le soleil, c'est dangereux, le soleil, ça peut vous brûler les yeux. Il faut simplement bien sensibiliser les enfants.

Il faut que le message se rende, et ça, c'est notre rôle de professeurs [de s'en assurer].

Une citation de Frédéric Bénichou, enseignant à l'école secondaire Serge-Bouchard

La pénurie de main-d'œuvre s'invite

Le Centre de services scolaire du Fer aurait peut-être aimé garder ses élèves du primaire le temps de l'éclipse, mais le manque de personnel a fait obstacle. Il aurait fallu être en mesure d'offrir le service de garde à tous les élèves, fait remarquer Richard Poirier, le directeur du CSS du Fer. Or, on est loin du compte. À l'échelle de l'établissement, il manque 14 éducatrices en service de garde à temps partiel et quatre à temps plein.

Le jour de l'éclipse, la journée d'école, pour la plupart des élèves, finira donc vers 13 h, question d'assurer leur transport à la maison avant le début de l'éclipse.

Richard Poirier veut tout de même rassurer les parents : Pour ceux qui n'ont pas d'autres options, il demeure qu'il y aura un service de garde disponible dans nos établissements.

Pour ceux qui seront à la maison au moment où la Lune fera son apparition devant le Soleil, il rappelle qu'il faut bien sûr observer ce phénomène de manière sécuritaire. C'est possible, même sans lunettes, grâce à une Il aurait fallu être en mesure d'offrir le service de garde à tous les élèves, fait remarquer Richard Poirier, le directeur du CSS du Fer. Or, on est loin du compte. À l'échelle de l'établissement, il manque 14 éducatrices en service de garde à temps partiel et quatre à temps plein.

Le jour de l'éclipse, la journée d'école, pour la plupart des élèves, finira donc vers 13 h, question d'assurer leur transport à la maison avant le début de l'éclipse.

Richard Poirier veut tout de même rassurer les parents : Pour ceux qui n'ont pas d'autres options, il demeure qu'il y aura un service de garde disponible dans nos établissements.

Pour ceux qui seront à la maison au moment où la Lune fera son apparition devant le Soleil, il rappelle qu'il faut bien sûr observer ce phénomène de manière sécuritaire. C'est possible, même sans lunettes, grâce à une boîte à éclipse.

Le Protecteur national de l'élève soulève des critiques

Flavie Villeneuve

En poste depuis le mois d'août, le Protecteur national de l'élève a déjà reçu 645 plaintes. Or, des parents qui ont utilisé ce nouveau mécanisme pour déposer une plainte ainsi que le regroupement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) doutent de son efficacité.

Selon des données fournies par le Protecteur national de l'élève à Radio-Canada, 645 plaintes ont été reçues entre le 28 août 2023 et le 14 mars 2024, dont 89 plaintes ou signalements relatifs à un acte de violence à caractère sexuel.

Dans le document, il est précisé que les données incluent les dossiers résolus ainsi que les dossiers en cours de traitement.

L'éventail de motifs des plaintes et des signalements déposés auprès de cette récente ressource est large, allant des actes de violence à caractère sexuel, à l'intimidation, à la discrimination mais aussi aux plaintes sur le transport scolaire ou encore l'admission à une école par exemple.

L'avocat Jean-François Bernier est le Protecteur national de l'élève, qui chapeaute 17 protecteurs régionaux. Me Bernier confie que les cas de violence à caractère sexuel et d'intimidation sortent du lot dans les statistiques.

On est beaucoup dans les violences à caractère sexuel, reconnaît Jean-François Bernier. Depuis le début, [ça] me trouble un peu dans l'ampleur, je m'attendais à un peu moins intuitivement, mais ça dénote quelque chose et qu'on sert à quelque chose. Pas une solution pour les violences à caractère sexuel

D'emblée, Justine Chénier, responsable aux communications au sein du regroupement des CALACS, ne considère pas que le Protecteur national de l'élève soit une solution pour contrer les actes de violence à caractère sexuel dans les écoles. On ne comprend pas pourquoi le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, s'entête à vouloir maintenir des mesures comme le Protecteur [national] de l'élève plutôt qu'une loi-cadre qui doterait les écoles de protocoles clairs, affirme Justine

Chénier, à plusieurs reprises. Elle considère aussi que la ressource a été mise en place en réaction à des scandales médiatiques.

Plusieurs organisations, incluant le regroupement des CALACS, mais aussi la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), demandent d'en faire plus pour assurer la sécurité des jeunes.

L'enjeu, pour Justine Chénier, c'est que les violences à caractère sexuel impliquant des jeunes de moins de 18 ans sont particulières et nécessitent des solutions particulières et adaptées.

En janvier dernier, on est passé en commission parlementaire pour le projet de loi 47 (Loi visant à renforcer la sécurité des élèves), relate Mme Chénier.

C'est une des critiques qu'on lui a adressée, au ministre Drainville, de considérer les violences à caractère sexuel dans la même lunette d'analyse que les autres types de violence.

Une citation de Justine Chénier, responsable aux communications au sein du regroupement des CALACS

Des parents pas convaincus

Si Jean-François Bernier assure qu'après sept mois, les échos sont positifs sur le rôle du Protecteur national de l'élève, ce n'est pas l'avis de Marielle Mbangha, une mère de famille de Québec. Mme Mbangha a déposé une plainte auprès de l'organisation, il y a quelques semaines. La mère de famille a confié à Radio-Canada les difficultés qu'elle a rencontrées pour défendre son fils de 9 ans qui serait la cible de propos racistes et dégradants à l'école.

Ce sont des propos violents, très violents, insiste Marielle Mbangha.

Après avoir déposé sa plainte, Mme Mbangha a reçu rapidement le rapport de l'école de son fils. Mais c'est plutôt la réponse du Protecteur qui ne l'a pas satisfaite : le cas de son fils est considéré comme de l'intimidation et non du racisme. Même si certaines mesures ont été prises par l'école, le fils de Marielle Mbangha est loin d'aller bien.

Mon fils va à l'école à reculons, raconte la mère de famille, usée par la situation. On nous dit que la situation est réglée, mais malheureusement on ne tient pas compte des dommages.

Mme Mbangha se sent délaissée. Intimidation et racisme, ce n'est pas pareil, dit-elle. Est-ce qu'il y a un plan contre le racisme? Quel est ce plan?

Un ombudsman, pas un tribunal

L'une des critiques formulées contre le Protecteur national de l'élève, notamment par le regroupement des CALACS, est que l'organisation n'a pas de pouvoir décisionnel ni exécutoire.

Jean-François Bernier convient que le rôle de l'organisation est uniquement de formuler des recommandations, et croit justement qu'il s'agit d'un point à clarifier. Son rôle ressemble davantage à celui d'un ombudsman que d'un tribunal, selon sa définition du poste.

Notre travail, ce n'est pas de punir l'auteur présumé de l'acte, dit-il.[C'est] de voir comment l'école a géré la situation et comment, pour l'avenir, on peut donner des tuyaux pour éviter que ça se reproduise [même dans le cas de violence sexuelle].

Même si on n'est pas la police, même si on n'est pas la DPJ, dès qu'on est saisi par la victime alléguée ou ses

parents d'une situation de violence à caractère sexuel, on signale à la DPJ, car c'est une obligation dans la Loi sur la [protection de la] jeunesse, explique Me Bernier.

Les protecteurs régionaux s'assurent ensuite de faire un suivi du processus enclenché aux parents ou à la victime alléguée.

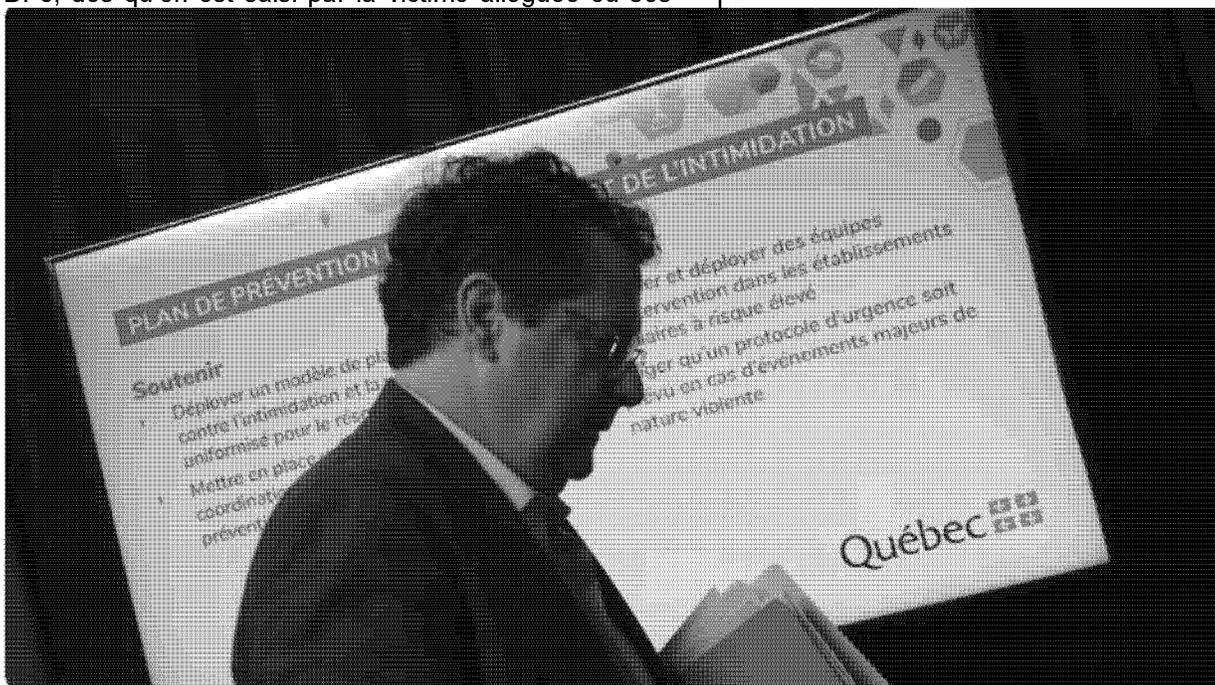
On ne punit personne, on n'impose pas de prison ni de dommages et intérêts, ce n'est pas notre rôle. Par contre, ça nous permet de régler des choses quand même importantes.

Une citation de Jean-François Bernier, protecteur national de l'élève

Questionné sur la question du racisme dans les écoles, Me Bernier estime que ça rentre dans la catégorie de la violence. On va intervenir toujours encore une fois, en se tournant vers la gouvernance scolaire, on ne va pas punir l'élève, mentionne l'avocat.

On aide la gouvernance scolaire pour que l'environnement des élèves au quotidien soit amélioré, poursuit-il.

Les personnes souhaitant porter plainte ou faire un signalement auprès du protecteur peuvent le faire en composant le 1 833 420-5233 ou en écrivant à plaintes-pne@gouv.qc.ca.



Bernard Drainville et son adjointe parlementaire pour le volet lutte contre la violence et l'intimidation chez les jeunes et dans les écoles, Isabelle Lecours, ont présenté leur plan rassemblé sous quatre grands axes, en 2023. (Photo d'archives)

Les futurs profs bien outillés pour gérer les situations d'intimidation ?

Par Lilia Gaulin, La Tribune

«Je ne sais même pas à quel professionnel de l'école m'adresser en fait.» À quelques semaines de terminer leur formation universitaire pour devenir enseignantes, des étudiantes de l'Université de Sherbrooke estiment que la gestion des cas d'intimidation est un élément qui aurait dû être approfondi dans leur baccalauréat. À leurs yeux, elles n'ont pas acquis toutes les clés pour aider les élèves lors de ces situations.

Clara Forest, finissante à l'UdeS, est inquiète à l'idée de gérer ces situations puisque chaque règlement et politique diffère selon l'école, mentionne-t-elle. «D'emblée, tu ne sais pas vraiment à quoi t'attendre et il manque tellement de professionnels. C'est inquiétant. Ça dépend tellement de chaque école, donc je ne suis pas stable dans mon plan de match.»

«On ne sait même pas comment déceler un problème d'intimidation», note Justine Gagnon, elle aussi finissante au BEPP. À l'UdeS, la formation entourant la cyberintimidation est notamment offerte à l'intérieur du cursus de certains cours abordant le numérique, soutient par écrit le responsable du BEPP, Vincent Grenon.

Les programmes universitaires en enseignement, tant au primaire qu'au secondaire, n'offrent pas de cours axés précisément sur la gestion des cas d'intimidation, explique le professeur à la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke, Mathieu Bégin.

«Tous les programmes ont des cours sur la gestion de classe. Donc, comment gérer des interactions entre les élèves et entre les élèves et l'enseignant pour favoriser les apprentissages ? Dès qu'on déborde du contexte de la classe, j'ai l'impression que c'est là que les enseignants sont mal préparés.»

Pas tous les outils

C'est lors d'un stage que Charlotte Boulanger-Gobeil, étudiante au baccalauréat en enseignement au préscolaire et au primaire, a réalisé qu'elle n'avait pas tous les outils pour régler des situations conflictuelles ou d'intimidation.

«Souvent, je demandais l'aide de mon enseignante comme je ne savais pas quoi faire. C'est là que j'essaie d'enregistrer le plus possible. J'en ai même parlé à une technicienne en éducation spécialisée lors de mon stage trois que je ne savais pas quoi faire.»

Seulement des sections de cours abordent les enjeux liés à l'intimidation.

«Cette année, j'ai une prof qui en parlait dans son cours. Finalement, elle allait manquer de temps, donc elle n'allait pas en parler. Quelqu'un a levé la main et a dit qu'on devrait voir [le sujet] comme on ne l'avait pas vu de tout notre baccalauréat. C'est vraiment quelque chose de pertinent quand on arrive sur le terrain», explique la jeune enseignante.

Le son de cloche est le même pour une étudiante qui termine sa formation pour enseigner au secondaire. Elle n'a pas non plus eu de cours où l'intimidation était le thème central.

«Je pense vraiment que la gestion des conflits et de l'intimidation est une partie super importante. Si tes élèves se sentent bien et en confiance avec toi si tu interviers bien auprès d'eux, et bien, ils vont vouloir se confier», ajoute Charlotte Boulanger-Gobeil.

Manque à combler

Les ressources mettant de l'avant l'importance d'agir lors de situations d'intimidation sont nombreuses, évoque M. Bégin. C'est du côté des pistes d'intervention et de prévention qu'on retrouve un manque à combler, précise-t-il.

L'intimidation est encore bien présente dans les écoles de la province.

Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), environ 13 % des Québécois de plus de 12 ans ont vécu de l'intimidation ou de la cyberintimidation en contexte scolaire lors de l'année 2022. Les adolescents de 12 à 17 ans et les personnes appartenant à la communauté LGBTQ+ sont les individus les plus susceptibles d'avoir

été victimes d'intimidation à l'école, au travail ou dans un autre contexte.

Les écoles primaires et secondaires sont l'endroit où la proportion de personnes ayant vécu de l'intimidation en contexte scolaire est la plus grande, selon les données de l'ISQ.

La Tribune dévoilait dans les dernières semaines que des parents avaient pris la décision de poursuivre le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke concernant un dossier d'intimidation.

Des programmes mis à jour

Certains programmes de formation pour les futurs enseignants ont été mis à jour dans les dernières années, note le professeur Mathieu Bégin.

Ces derniers abordent des thèmes comme la diversité, l'inclusion, la pédagogie inclusive et l'environnement éducatif bienveillant. «Encore là, c'est toujours dans le contexte de la classe.»

«Au primaire et au secondaire, il y a une bonne partie de la formation qui porte sur le développement socioaffectif des élèves. C'est une bonne base en matière de sensibilisation auprès des élèves. Sauf, que comment intervenir en situation d'intimidation? Je pense qu'elle est là la limite de la formation des enseignants. Il n'y a pas de cours qui les préparent à ça», explique M. Bégin.

À l'automne 2023, le BEPP a subi une refonte à l'UdeS et mise désormais sur le développement des compétences des futurs enseignants. «Le nouveau programme va vraiment permettre aux personnes étudiantes d'être mieux outillées lorsqu'elles vont se retrouver sur le marché du travail et entrer dans la profession enseignante en les amenant à développer tout leur agir compétent au travers des situations professionnelles qui sont réelles et fréquentes dans la vie des personnes enseignantes sur le terrain», souligne dans un communiqué la professeure au Département d'enseignement au préscolaire et au primaire, Myriam Villeneuve-Lapointe.

Justine Gagnon croit que l'approche par problèmes peut aider les futurs enseignants dans leur processus d'apprentissages. L'ensemble de leurs connaissances pourrait être donc mis à profits. «On n'a pas été amené à partir de problème et les régler. On s'est fait dire "voici" les problématiques qui pourraient mener à un signalement à la DPJ. Mais après tu fais quoi avec cet enfant?» se questionne-t-elle. Un cours exclusivement sur l'intimidation ?

Un cours abordant les différentes formes de violence en milieu scolaire devrait voir le jour, d'après M. Bégin.

L'Université Laval offre un microprogramme de deuxième cycle en prévention de la violence en milieu scolaire.

Il a lui-même remarqué que les interventions liées à l'intimidation effrayent certains de ses étudiants.

«Dans mes cours d'éducation au numérique, je parle de cyberintimidation, même si on déborde et qu'on parle de violence en général, les enseignantes en formation, dès qu'on évoque la possibilité qu'il y ait des cas de violence et d'intimidation, on voit déjà qu'elles se sentent démunies et espèrent qu'elles n'auront pas à faire face à ça. Elles ne se sentent pas préparées à ça.»

«Il y a vraiment une peur d'avoir à intervenir dans ces contextes-là.»

— Mathieu Bégin

Le professeur de l'UdeS nuance qu'il ne faut pas «tomber dans le piège» de créer des cours pour chaque problématique vécue dans le milieu scolaire. «Étant donné qu'on parle de ce problème depuis les années 1990, certainement, je pense qu'il mériterait d'avoir un cours dans les programmes de formation.»

Une pétition circule d'ailleurs pour inciter le gouvernement à changer ses pratiques en matière de gestion de l'intimidation.

Renée-Claude Lapointe, une travailleuse sociale originaire de Sherbrooke qui réside désormais en Outaouais, est derrière la démarche. Elle souhaite qu'une formation soit offerte en collaboration avec le milieu communautaire pour mieux outiller tous les membres des équipes-écoles, peu importe leur quart de métier dans la gestion des cas d'intimidation et de harcèlement. La pétition contient quatre recommandations, dont la réintégration des travailleurs sociaux dans les écoles.

Elle considère les écoles «démunies» face à ce type de situation.

Clara Forest envisage de demander des conseils aux autres enseignants de l'école où elle travaillera afin de gérer adéquatement les problèmes d'intimidation qui se présenteront. «En prévention, je ne sais pas trop quoi faire. Quand ça va péter, ça va péter et je vais avoir besoin de me faire épauler par des personnes avec plus d'expérience. Je ne saurais pas nécessairement par où commencer.»

Éviter la création d'un précédent

Une meilleure intervention dès l'âge scolaire permettrait d'éviter que des gestes d'intimidation soient posés par la suite dans le milieu professionnel, selon Mme Lapointe. «On va intervenir à la source.»

La gestion des cas d'intimidation est complexe, note-t-elle. «Ce sont des mouvements sociaux, des dynamiques de groupe. Le rôle de certaines personnes peut changer en cours de route. Il faut vraiment avoir l'expertise particulière pour intervenir quand il y a du harcèlement. On peut faire des erreurs cliniques sans le vouloir, mais

qui vont contribuer à ce que le harcèlement ne se règle pas.»

À ses yeux, le Protecteur de l'élève devrait être accessible directement, et ce, peu importe le type de violence. «Une fois que la dynamique est installée, c'est très complexe [de la déconstruire]», résume-t-elle.

Le CSSFL sera l'hôte d'un championnat provincial de futsal



Par Marc-Antoine Paquin

Les 6 et 7 avril, le Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs sera l'hôte d'un championnat provincial de futsal. Il mettra aux prises les meilleurs joueurs de la catégorie juvénile masculin division 3 du RSEQ.

Seize équipes, représentant plus d'une dizaine de régions du Québec, s'affronteront tout au long de la fin de semaine. Entre autres, les régions de la Montérégie, de l'Outaouais, des Laurentides et de Laval seront représentées.

Les Spartiates de l'École secondaire de Dégelis représenteront la région de l'Est-du-Québec. Depuis le début de la saison, l'équipe hôte a gagné chacun de ses 14 matchs. Son différentiel de buts est aussi impressionnant. Elle a compté 96 buts et en a accordé seulement 19. De plus, les Spartiates ont aussi remporté les grands honneurs de la coupe Arsenal de l'Académie Saint-Louis, en décembre 2023.

En tout, 30 matchs seront disputés lors du tournoi. Ils auront lieu à l'École secondaire de Dégelis et l'École secondaire de Cabano. Un système de navette sera mis en place afin de faciliter le déplacement des équipes entre les deux écoles.

Cet événement est le premier championnat d'envergure provincial à prendre place à l'École secondaire de Dégelis depuis les 30 dernières années. Pour cette raison, les organisateurs invitent la population locale à venir encourager les Spartiates tout au long de la fin de semaine.

L'équipe dégelisienne jouera son premier match, le samedi 6 avril à 9 h, contre l'équipe représentant le RSEQ de Montréal, les Cactus du Collège Notre-Dame. L'affrontement prendra place au gymnase de l'École secondaire de Dégelis et les entrées seront gratuites.

Cinq écoles de l'Estuaire se partagent près de 13 000 \$



Par **Karianne Nepton-Philippe**



Les élèves de l'école secondaire Serge-Bouchard préparent plus de 1 700 muffins, galettes ou autres en plus de préparer des glacières contenant un fruit ou un produit laitier et destinées elles aussi aux écoles primaires environnantes. Photo courtoisie

Dans le cadre de la remise des Prix Fondation Desjardins, 12 630 \$, sur les 31 330 \$ qui sont distribués sur la Côte-Nord cette année, vont à des écoles du secteur du Centre de services scolaire de l'Estuaire.

Les écoles Richard de Chute-aux-Outardes, St-Cœur-de-Marie de Baie-Comeau, Serge-Bouchard, Marie-Immaculée des Escoumins ainsi que la Polyvalente des Baies sont les heureuses récipiendaires.

Au total, ce sont 626 projets qui ont été retenus et récompensés lors de la huitième édition des Prix Fondation Desjardins dont 13 sur la Côte-Nord. Les bourses varient de 1 000 \$ à 3 000 \$.

Trois écoles sont desservies par la Caisse Desjardins de Manic-Outardes, une par celle de Baie-Comeau et une autre par la Caisse Desjardins du Saguenay-St-Laurent.

Des collations par et pour les élèves à l'école secondaire Serge-Bouchard

Depuis l'automne, les élèves en adaptation scolaire du groupe AS3 cuisinent des centaines de collations par semaine à l'intention des élèves de sept écoles primaires de Manicouagan.

C'est un projet qui vise entre autres à contrer l'insécurité alimentaire et à créer de saines habitudes de vie. Il a d'ailleurs suscité une grande mobilisation.

La somme de 3 000 \$ de la Fondation Desjardins a permis d'en se procurer d'acheter l'équipement nécessaire à la préparation des recettes.

Bouchées d'entraide à l'école St-Cœur-de-Marie de Baie-Comeau

Afin d'aider les familles dans le besoin, des élèves de deuxième année ont cuisiné, au mois de décembre, à l'intention des usagers du frigo communautaire de la Maison des familles.

Grâce à la somme de 1 000 \$ reçue de la Fondation, l'enseignante et les élèves ont pu se procurer les denrées pour la préparation des repas. Une nouvelle corvée de cuisine est aussi prévue en mars et une autre avant la fin de l'année scolaire.

Rencontres étudiantes du cinéma à la Polyvalente des Baies

Pour une deuxième année, la Fondation Desjardins sera partenaire des Rencontres étudiantes du cinéma (REC), qui réuniront des cinéastes en herbe des quatre coins de la province à la Polyvalente des Baies.

Cet événement offre aux participants un lieu de partage et de création, durant lequel ils peuvent développer leur sens et leurs compétences de création, de réalisation et d'interprétation.

Le support de 3 000 \$ de la Fondation contribuera à offrir aux participants un accueil nord-côtier à la hauteur de sa réputation, à défrayer le coût des ateliers de médiation culturelle et d'acheter du matériel audio-visuel.

Promotion de la lecture à l'école Richard de Chute-aux-Outardes

À l'école Richard de Chute-aux-Outardes, des enseignantes ont présenté un projet qui bénéficiera à l'ensemble des élèves de l'école.

Chacun d'entre eux aura la chance de recevoir, dans le cadre de la deuxième édition de la Semaine de la lecture, un livre adapté pour lui afin de susciter son intérêt pour la lecture.

En plus de l'achat d'un livre par élève, la somme de 2 630 \$ obtenue de la Fondation permettra de se procurer des lampes de poche pour l'activité de lecture dans le noir et des chèques-cadeaux de la Librairie A à Z.

Créations artisanales à l'école Marie-Immaculée des Escoumins

Depuis quelques années, des élèves de cinquième et sixième année de l'école Marie-Immaculée des Escoumins ont l'opportunité de mettre leurs talents artistiques à profit dans le cadre d'ateliers d'artisanat offerts en parascolaire sur l'heure du midi.

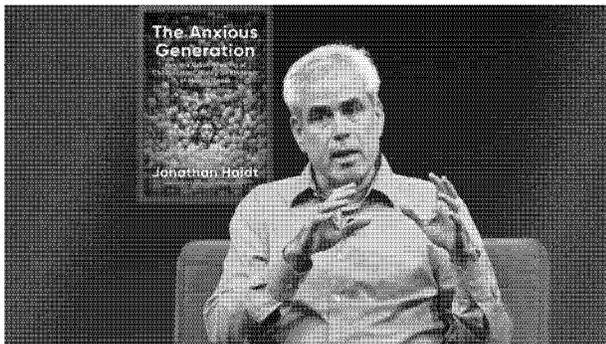
Cette activité est l'occasion de fabriquer des pièces comme des bracelets, des figurines en feutrine, des signets et encore plus, qu'ils peuvent vendre lors du Marché des lutins.

Grâce aux 3 000 \$ consentis par la Fondation Desjardins, les artisans en herbe souhaitent diversifier leur production grâce à l'achat de nouveau matériel d'artisanat.

Le poison démocratique et sanitaire des réseaux sociaux

Un essai percutant publié cette semaine par un auteur respecté aux États-Unis décortique la menace que représente la dépendance aux téléphones intelligents et aux réseaux sociaux.

Rafael Jacob



Roy Rochlin / Getty Images ; montage : *L'actualité*

L'auteur est chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand, où ses travaux se concentrent sur l'étude et l'analyse de la politique américaine.

Jonathan Haidt se trouve dans une ligue à part. Professeur de psychologie sociale et d'éthique, d'abord à l'Université de Virginie, puis aujourd'hui à l'Université de New York, il représente une rare créature : un intellectuel dont les idées ont une véritable portée dans le discours public. Ses conférences TED ont été vues des millions de fois. Ses livres sont des *best-sellers*, et il est considéré comme un des grands penseurs mondiaux contemporains.

Fait plus rare encore en cette ère d'extrême polarisation : ses propos parviennent souvent à réunir démocrates et républicains, gens de gauche et gens de droite. Peut-être parce qu'ils sont difficiles à réfuter — et parce qu'ils sont particulièrement importants.

Cette semaine, Haidt publie son quatrième ouvrage, ce qui lui a déjà valu une impressionnante couverture médiatique. *The Anxious Generation* (la génération anxieuse) étale les ravages causés sur une entière génération par les téléphones intelligents et les réseaux sociaux.

Problèmes sans précédent de santé mentale (mesurables bien avant les mesures de confinement liées à la COVID-19), recul marqué des résultats scolaires (pour la première fois en un demi-siècle, une

génération d'Américains réussit moins bien à l'école que la précédente) et difficultés à mieux s'établir dans le monde adulte : les effets psychologiques dévastateurs sont clairement présentés.

Ce qui est moins souvent expliqué, ce sont les conséquences de ces problèmes psychologiques sur la démocratie américaine.

La génération Z, arrivée sur les campus universitaires au milieu de la dernière décennie, était la première à franchir l'âge adulte après avoir été élevée avec les réseaux sociaux. Et, collectivement, elle affichait le triple des désordres psychologiques des enfants du millénaire — à commencer par l'anxiété.

Haidt mentionne qu'avant 2020, environ 10 % des jeunes adultes disaient avoir souffert de dépression ; au tournant des années 2020, c'était de l'ordre de 30 %.

La hausse ne peut pas simplement être évacuée sur la base d'une stigmatisation moins importante de la maladie mentale (l'idée que les plus jeunes verraient un moins grand tabou que leurs aînés à avouer souffrir d'un trouble), parce que cette montée en flèche ne s'observe pas juste dans les données provenant des jeunes eux-mêmes.

De 2010 à 2020, les hôpitaux ont recensé une augmentation de près de 50 % du nombre d'admissions pour automutilation chez les garçons. Chez les filles, cela s'élevait à 200 %.

Notons que, bien que ces hausses soient spectaculaires, le phénomène continue de ne toucher qu'une minorité de jeunes.

Mais cette minorité n'est plus marginale... et la croissance fulgurante des problèmes de santé mentale associée à l'usage généralisé des réseaux sociaux inquiète.

L'université a toujours constitué un espace d'exploration, d'expérimentation et d'ouverture. Or, ces membres de la génération Z n'arrivent pas en mode « découverte »... mais en mode « défensive », déplore l'auteur.

Ils étaient déjà anxieux ; le spectre de devoir affronter des idées différentes des leurs, des valeurs étranges aux leurs, n'est plus vu comme une source de débats et d'échanges... mais comme une menace.

Le modus operandi est rapidement devenu de circonscrire le discours, d'annuler les invitations faites à certains conférenciers ou alors de carrément les empêcher de parler lorsqu'ils étaient sur place —

en plus de chercher à punir professionnellement, parfois en allant jusqu'au congédiement, des membres de la communauté qui auraient tenu des propos jugés trop blessants ou menaçants.

Ce phénomène de la « culture du bannissement », originaire des campus universitaires américains, est depuis des années tantôt dramatisé par certains, tantôt minimisé par d'autres. Chose certaine, il est réel. Et, surtout, il n'est pas venu seul.

Haidt met en lumière comment, au cours de la même période, les plus importants réseaux sociaux ont perverti l'espace public au-delà du milieu universitaire.

Avec de « simples » ajouts comme l'option de « retweeter » un message sur X en greffant un commentaire tout en limitant tout contenu à un nombre restreint de caractères, ces réseaux ont créé de puissantes incitations psychologiques à décocher les flèches les plus clivantes et les plus fracassantes pour gagner en notoriété et en prestige dans le monde virtuel.

Cela a encouragé les voix extrêmes et les plus tribales à se « construire » des légions de disciples idéologiques dans des chambres d'écho les plus homogènes possibles, en conflit perpétuel avec les membres de l'« autre » tribu. Dans pareil écosystème, les voix plus tempérées sont vite noyées.

Loin de constituer une « place publique virtuelle » — comme le prétend le propriétaire de X —, ce genre de plateforme, plutôt que d'évoquer le lieu principal de regroupement d'un village ou d'une communauté, ressemble maintenant davantage à une arène romaine.

Est-ce un hasard si le politicien qui définit le mieux cette ère est Donald Trump ?

Haidt n'est pas découragé pour autant. Il propose ainsi une série de mesures qu'il croit susceptibles d'améliorer les choses. Elles incluent l'interdiction des téléphones intelligents dans les écoles, l'imposition de l'âge minimal de 16 ans pour se créer des comptes de réseaux sociaux et, mieux encore, l'encouragement pour amener les jeunes à (retourner) jouer avec leurs pairs, dans le vrai monde, sans supervision adulte constante.

N'en déplaise à l'auteur, la simple réalité politique est que ces géants du Web ont accumulé un tel pouvoir économique et politique que toute mesure, aussi modeste soit-elle, sera contestée avec véhémence. Il y a beaucoup, beaucoup d'argent en jeu. La manière dont Meta a réagi à des lois canadienne et australienne le prouve.

Et il y a également beaucoup, beaucoup de gens — toutes générations confondues — qui sont très dépendants de leur téléphone et du temps passé sur ces réseaux sociaux.

Cette semaine marque non seulement la sortie du livre *The Anxious Generation*, mais aussi le 25^e anniversaire de celle du film *La matrice*. Comme le soulignait un récent essai dans le *Wall Street Journal*, le film, qui présentait un futur dystopique où les êtres humains étaient esclaves des machines, est encore plus pertinent de nos jours qu'il ne l'était en mars 1999.

Aujourd'hui, tant de solitude, d'anxiété et de dépression est le fruit d'une dépendance à un univers virtuel limitant les vraies relations et étouffant la vie réelle.

Autant chez les Alcooliques anonymes que chez les Narcotiques anonymes, la première étape pour régler un problème de dépendance est de reconnaître l'existence de celui-ci.

Et ce que Jonathan Haidt présente est un sacré problème. Il est générationnel et collectif. Et, peut-être surtout, lourd d'implications pour la plus importante démocratie du globe.

Reste à savoir si, collectivement, il sera reconnu comme tel.

Sur les planches à De Mortagne: deux cents élèves Tissés serrés



Par Diane Lapointe



Grand-père Armand (Éliot Blain), Gabriel (Lucas Gaudreault), Major général Wolfe ((Ella Lévesque), marquis de Montcalm (Quentin Roure), Pierre Boucher (Billy Lachance Raymond), Jeanne Mance (Léticia Migneault). (Photo : La Relève - Diane Lapointe)

« On veut faire l'école autrement », lance d'entrée de jeu François Desmarais, enseignant en histoire. « On désirait un projet rassembleur », ajoute Véronique Picard, enseignante en arts plastiques. Lever de rideau sur une œuvre collective qui place l'élève au premier plan.

Environ 200 jeunes de la formation générale troisième secondaire (FG3) de l'école De Mortagne, dont une trentaine en francisation, planchent depuis des semaines sur une pièce de théâtre musicale. La troupe est sous la direction de trois enseignants, François Desmarais, Véronique Picard et Dominic Grenier.

La pièce raconte l'histoire du Québec, de l'époque de Jacques Cartier à celle de Papineau, en passant par Pierre Boucher, gouverneur de la Nouvelle-France, seigneur et fondateur de Boucherville, et son épouse Jeanne Crevier. Elle met en scène 18 personnages historiques ainsi que les Premières nations.

« Il y a des scènes drôles et d'autres qui font réfléchir », souligne M. Desmarais.

La pièce intitulée Tissés serrés brosse aussi le portrait du Québec d'aujourd'hui, multiculturel, et de son futur.

À partir des éléments historiques transmis par M. Desmarais, Mme Picard a composé le dialogue. « Le texte a ensuite été rafistolé par les élèves lors d'un travail d'équipe », souligne l'enseignante.

C'est l'histoire de Gabriel, un jeune garçon, et son grand-père Armand, qui échangent sur les difficultés du cours d'histoire.

Une centaine d'élèves monteront sur scène. Une centaine d'autres travaillent dans l'ombre : au décor, fabriqué par eux, aux costumes d'époque, glanés ici et là, à l'éclairage, à la billetterie, etc. Tous mettent la main à la pâte.

Le rideau sera levé durant 80 minutes environ.

Belle complicité

« Avec la grève, on doit mettre les bouchées doubles. Les jeunes travaillent très fort. Presque tous ont embarqué dans le projet. Il y a une belle complicité entre eux », signale M. Desmarais.

« La FG3 est une année difficile. Les jeunes sont en transition, entre être encore un bébé et devenir un adulte. C'est aussi l'année des expériences et c'est l'année où l'on peut en échapper », fait savoir Mme Picard.

« Et cette année, il n'y a eu aucun décrochage. Ils ont un but, on les tient », se réjouit M. Desmarais.

« On voit leur potentiel, leur engagement, leur passion dans quelque chose qui les intéresse, les accroche, et ça donne un bel espoir pour plus tard », remarque Mme Picard.

Alexandre Belliard

La pièce de théâtre est constituée de 20 saynètes, dont 7 avec des chansons.

Alexandre Belliard, auteur-compositeur-interprète, qui chante l'histoire du Québec, s'est allié au projet. Il est venu en classe et a écrit avec les jeunes la chanson sur Pierre Boucher intitulée *L'idéaliste*.

La chanson sera prochainement enregistrée en studio en présence de quelques élèves, dont certains du programme de francisation. Elle devrait par la suite se retrouver sur le prochain album *Légende d'un peuple* de l'artiste.

Il viendra d'ailleurs la chanter avec les élèves lors des représentations. Ils seront accompagnés du violoniste professionnel, Marc Angers, originaire de Boucherville, et de cinq élèves musiciens.

Le Québec d'aujourd'hui

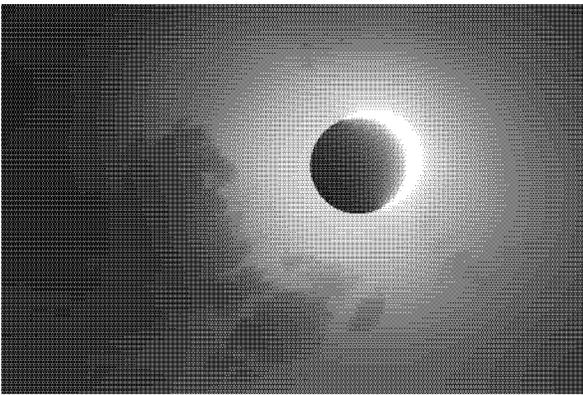
« L'élément qui nous unit, c'est notre langue, le français, et on conclut la pièce avec ça », précise M. Desmarais. La finale sera de toute beauté avec une nouvelle chanson sur le Québec adaptée à la pièce et intégrée à des jeunes issus de l'immigration récente. »

Tissés serrés sera présentée à trois reprises les 23 et 24 avril à la salle Desjardins, à l'école De Mortagne. Pour se procurer un billet (gratuit) : francois.desmarais@cssp.gouv.qc.ca.

L'école de Saint-Fidèle invite les Charlevoisiens à admirer l'éclipse solaire



Par Lisianne Tremblay



l'éclipse solaire le 8 avril. Photo istock

L'école de Saint-Fidèle organise un événement pour observer

Un évènement est organisé à l'école Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Saint-Fidèle pour observer l'éclipse solaire le 8 avril de 14h15 à 16h30.

Les Charlevoisiens sont invités à se joindre à l'activité en compagnie du personnel scolaire et des enfants dans la cour d'école.

L'école pourra remettre 100 paires de lunettes d'observation pour que les participants observent l'éclipse en toute sécurité. Elles ont été remises par les Observatoires astronomiques et l'Astroblème de Charlevoix.

Des activités et des expériences scientifiques sont prévues pendant les deux heures que durera l'éclipse.

La vie scolaire dans un Lab-École : la nouvelle aventure des élèves de Maskinongé

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

Des légumes, du couscous et des légumineuses sur les comptoirs, des élèves, des enseignants et quelques parents motivés en prime. Il n'en fallait pas plus par un matin aux allures printanières pour que la salle à manger de l'école des Cerisiers de Maskinongé soit une fois de plus le théâtre d'un nouvel atelier culinaire.

Il est 9h. Des parents d'élèves du préscolaire en compagnie de leurs enfants ont dégagé leur horaire pour être présents à un atelier tout spécial donné par une nutritionniste. Une salade de couscous et de légumineuses, c'est ce qui est au menu pour l'atelier.

Si les parents sont présents pour l'occasion, ce ne sont toutefois pas eux qui feront la majorité du travail. Ce sont plutôt les enfants qui mettront la main à la pâte malgré leur jeune âge. Un peu plus tard, après la pause, ce sont les élèves de maternelle de l'enseignante Camille Landry qui prendront part au même atelier, le tout dans la bonne humeur et le plaisir.

Milan épluche les carottes, Zach, lui, coupe les concombres, puis ses collègues plus loin coupent les fines herbes. Tous s'activent à la tâche comme ils le font régulièrement depuis le début de l'année scolaire afin de cuisiner des repas sains.

C'est que Milan et Zach, comme les 160 élèves de l'école des Cerisiers, ont pu intégrer en début d'année scolaire les locaux du nouveau Lab-École de Maskinongé qui est le quatrième de six projets à avoir ouvert ses portes au Québec. «La salle à manger, c'est le point central de notre école», avoue d'ailleurs tout naturellement le directeur de l'endroit, Martin Fréchette, lors de notre visite. Et c'est le cas de le dire, l'endroit lumineux grâce à son impressionnante fenestration a de quoi donner envie de cuisiner grâce à ses différents équipements à la fine pointe.

D'ailleurs, c'est une question de jours avant que tous les élèves du nouveau Lab-École entament leurs semis, juste avant de les planter dans les différents bacs de culture maraîchère que l'on peut apercevoir par les fenêtres de la cuisine qui sert également au quotidien de salle à manger sur l'heure du midi.

S'adapter à une nouvelle réalité

L'endroit imaginé par Ricardo Larrivée, l'architecte Pierre Thibault et le triathlonien Pierre Lavoie est d'ailleurs récent, alors qu'il a été inauguré en novembre dernier. Le temps a peut-être passé, mais l'attraction et les bienfaits, eux, ne semblent pas du tout s'estomper.

«Tranquillement chacun s'adapte à son milieu, autant les profs que les enfants, mais c'est certain qu'il y a eu un temps d'adaptation, mais je pense que l'année prochaine, on va être encore mieux dans notre école.»

— Sophie St-Louis, technicienne en éducation spécialisée

«Je vois beaucoup un esprit collaboratif parce qu'il y a plusieurs élèves à la même table. On les voit durant les ateliers, ils collaborent ensemble et ils s'entraident», mentionne pour sa part Camille Landry, enseignante à la maternelle.

Et si l'adaptation est de mise pour les élèves, c'est également le cas des enseignants qui doivent eux aussi passer par ce processus afin notamment d'intégrer dans le cursus scolaire les notions de mode de vie sain et actif. «Je suis enseignante ici depuis 7 ans et c'était une grande adaptation en début d'année parce que maintenant, l'aménagement est flexible dans les classes entre autres. [...] Mais ce qui est intéressant, c'est que bien souvent, on fait notre enseignement magistral au tableau et après, les élèves s'installent où ils veulent dans l'école parce qu'il y a tellement d'endroits propices pour travailler, que ce soit dans les corridors, dans les gradins ou dans la salle à dîner», précise Nathalie Viau, enseignante de cinquième année.

Une première «vraie» école pour plusieurs

Pour de nombreux élèves, c'est d'ailleurs la première fois qu'ils ont accès à une «véritable» école, alors qu'un problème de structure de l'ancienne école avait forcé ces derniers à être relocalisés au centre communautaire de Maskinongé au cours des dernières années.

La différence entre les deux endroits est évidemment tout un contraste pour ces derniers. Mais pour Maélie Gagnon et Charlie Casaubon, deux élèves de sixième année qui

avaient déjà fréquenté les lieux avant le changement de vocation en Lab-École, la différence est tout aussi grande.

«C'est plus stimulant et on a plus de place et plus de nouvelles choses à voir», explique Charlie qui fait notamment référence aux salles de classe flexibles et plus grandes qu'auparavant, en plus des espaces de travail à l'extérieur des classes.

«Moi, j'aime vraiment le gymnase et la cuisine, parce que le gymnase a un plafond haut donc on peut faire plusieurs sports et la cuisine est plus grande et on peut faire toutes les recettes qu'on veut», souligne pour sa part Maélie.

Les sports d'hiver à l'honneur

Par ailleurs, en plus du volet agroalimentaire, le Lab-École privilégie également un mode de vie actif. Et à

Maskinongé, c'est par le biais des sports d'hiver que cet aspect est mis en valeur.

Ainsi, l'initiation à la raquette, le patin et le ski de fond sont enseignés pendant tout le parcours scolaire des élèves de l'endroit. Et si tout semble rouler comme sur des roulettes pour les enseignants et les élèves du nouveau Lab-École, l'aventure ne s'arrête pas là. Dès le mois d'avril, des chercheurs se rendront sur place afin de déterminer si l'environnement physique a réellement un impact sur le bien-être des élèves et du personnel.

Mais déjà, les résultats semblent se faire sentir. «Je pense qu'il y a déjà une différence. Je trouve qu'il y a moins de conflits parce qu'ils ont plus d'espace et dans la cour d'école, on a pu faire des zones aussi ce qui permet d'avoir moins de conflits», conclut la TES Sophie St-Louis.

Actualités

Le lexique religieux disparaît tranquillement du vocabulaire

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Assomption, séminaire, carême, croix... Ces mots sont de moins en moins utilisés chez les plus jeunes, qui s'éloignent de plus en plus de la religion. Cette distance pourrait apporter un effritement de leurs connaissances du monde qui les entoure, que ce soit au niveau des arts, de la culture ou même des questionnements existentiels qu'ils auront un jour ou l'autre.

Le déclin du lexique religieux ne date pas d'hier, note d'entrée de jeu le directeur de l'Unité d'enseignement en études religieuses, en éthique et en philosophie de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Jacques Cherblanc. Depuis l'après Révolution tranquille, les Québécois sont de plus en plus nombreux à se détacher de la religion, elle qui a de moins en moins de place dans les institutions scolaires et de santé.

C'est presque qu'une allergie envers la religion pour certains, indique le professeur-chercheur, comme si la liberté devait passer par le rejet de religion.

«De génération en génération, il y a une perte de culture religieuse. Si l'on regarde institutionnellement, jusque dans les années 60-70, l'école était religieuse. Tous les programmes devaient être approuvés par le Comité catholique au ministère de l'Éducation. La religion était partout et petit à petit, elle est devenue de moins en moins omniprésente. Elle a été réduite à une discipline, à une demi-discipline, puis finalement à un thème abordé dans le cheminement des élèves», soutient le professeur titulaire en sciences humaines et sociales à l'UQAC, lors d'une rencontre avec *Le Quotidien*.

Il y a donc tout un vocabulaire qui se perd avec les années et cette perte de vitesse s'est accélérée avec les millénaires. Ces derniers, qui n'ont presque ou pas eu de cours sur le catholicisme au cours de leur parcours scolaire, n'ont plus les connaissances entourant le lexique religieux.

Même dans les sacres, le lexique tend à se réduire, alors que les plus jeunes utilisent de mauvais mots en anglais.

Il y a également une perte de transmission qui ne provient pas seulement de l'école, mais aussi des parents. Ceux-ci ne transmettent plus les connaissances, les récits, les pratiques et la signification de certains lieux à leurs enfants. La religion est pourtant omniprésente dans l'environnement socioculturel de la province.

«Au plan culturel, il y a une perte importante, que ce soit pour comprendre les films, les œuvres d'art, pour comprendre d'où on vient. C'est important d'avoir ces référents-là. [...] Les jeunes et les enfants d'aujourd'hui vivent dans un monde qui leur est difficile de décrypter, parce qu'ils n'ont pas les référents pour le comprendre.»

— Jacques Cherblanc, directeur de l'Unité d'enseignement en études religieuses, en éthique et en philosophie de l'UQAC

Pour plusieurs, la religion demeure importante. Ce ne l'est peut-être plus chez les Québécois de souche, mais chez bien des immigrants notamment, elle constitue une part importante de leur identité collective.

Et même chez nous, le congé de Pâques qui arrive prouve que la religion est tout de même présente. Les récits ont changé, certes, mais un partage de pratiques communes qui amène du temps pour s'arrêter et pour se tourner vers l'introspection persiste au cours de ces fêtes aux racines religieuses.

Et il y aura toujours des jeunes qui se lanceront dans une quête spirituelle, à la recherche d'un sens à leur vie, où la religion amenait auparavant des réponses.

«Qu'est-ce que je fais là? À quoi est-ce que je sers? Ces jeunes-là n'ont pas le vocabulaire religieux qui a été conçu pour ça, pour mettre en forme ces questionnements existentiels», continue le professeur-chercheur.

Cette liberté religieuse pourrait donc inciter à un certain inconfort.

Le spirituel est, pour M. Cherblanc, une dimension fondamentale de l'être humain qui ne pourra pas rester

inhabitée. Que ce soit par la culture ou l'expérientiel, il y aura de nouvelles façons de nourrir cela.

LE DEVOIR

S'en mettre plein la vue en toute sécurité

Des experts répondent aux questions du Devoir pour démystifier les craintes liées à l'éclipse

STÉPHANIE MARIN

LE DEVOIR

à Un phénomène céleste magique — et rare — sera visible du Canada le 8 avril prochain : une éclipse solaire totale. Pour beaucoup de Québécois, ce sera leur première chance d'en observer une. Mais plusieurs s'inquiètent du danger pour les yeux posés par l'observation de l'éclipse, et des écoles ont préféré fermer leurs portes.

Mais quels sont réellement les risques ? Le Devoir s'est entretenu avec deux experts, le Dr Langis Michaud, professeur titulaire à l'École d'optométrie de l'Université de Montréal, et le Dr Ralph Chou, professeur émérite à l'École d'optométrie et des sciences de la vision de l'Université de Waterloo en Ontario.

1. Est-ce possible de regarder l'éclipse en toute sécurité ?

Oui, répondent sans hésitation les deux experts. Avec des lunettes de protection spécialement conçues pour les éclipses, son observation est tout à fait sécuritaire. Il faut évidemment s'assurer que ces lunettes respectent la norme ISO 12312-2. Elles ne doivent pas être égratignées ni percées : même un microtrou dans la lentille peut être problématique, indique le Dr Michaud, qui recommande d'ailleurs de tester vos lunettes avant le 8 avril.

Les enfants doivent toutefois être bien supervisés, pour s'assurer qu'ils portent les lunettes en tout temps et comme il faut, c'est-à-dire placées directement devant et près des yeux. De cette façon, les rayons directs du soleil ne vont pas atteindre leurs yeux, ni par le haut des montures ni par les côtés.

Le Dr Chou lance aussi cette mise en garde : il ne faut pas que les enfants se déplacent quand ils portent les lunettes de protection oculaire. Leurs filtres sont si sombres qu'on n'y voit rien et un autre danger les guette : trébucher sur des objets qu'ils ne voient pas.

2. Y a-t-il d'autres gadgets qui permettent de regarder l'éclipse sans danger ?

Les lunettes de soleil sont proscrites — même celles avec des verres très foncés — tout comme les visières de soudeur.

Quant à ceux qui envisagent de regarder l'éclipse à travers la caméra de leur téléphone cellulaire, ils risquent de... détruire leur appareil. « Vous pouvez littéralement brûler le capteur du téléphone cellulaire », dit le Dr Chou. Et cela représente également un danger pour vos yeux, puisque vous regarderez dans la direction générale du soleil, ajoute le Dr Michaud. Des filtres spéciaux pour téléphones peuvent être achetés, mais il faut aussi protéger les yeux (avec des lunettes spéciales pour éclipse), avertit-il.

Un autre danger est à ne pas négliger, selon lui : lorsque l'on porte les lunettes de protection, on ne voit plus l'écran de notre cellulaire. Donc, on pourrait être tenté d'enlever les lunettes pour prendre une photo, mais il ne faut absolument pas les retirer durant la période de rayonnement.

3. Est-ce que le danger existe pour toute la durée de l'éclipse ?

L'éclipse se produit lorsque la lune se place progressivement entre la Terre et le Soleil. Dans la zone d'éclipse totale — seulement dans certains secteurs du Québec, dont Montréal et Sherbrooke —, on commencera par voir un croissant noir qui deviendra de plus en plus grand jusqu'à l'obscurité totale. Puis, le phénomène inverse se produira et la taille du croissant noir diminuera de plus en plus jusqu'à son entière disparition. Ce sont les périodes de « croissant progressif » et de « croissant décroissant » qui sont dangereuses pour les yeux — et lors desquelles il faut porter les lunettes protectrices. Car durant la période d'obscurité totale, il est sécuritaire de regarder l'éclipse à l'oeil nu. En fait, il faut enlever les lunettes, sinon on ne voit rien !

Si l'on voit encore quelque chose à travers les lunettes, ça veut dire qu'il y a encore du rayonnement et qu'il faut les garder sur son nez.

Immédiatement avant et après la période d'obscurité totale, il y aura ce qui est appelé l'effet de « bague à diamant ». Il est recommandé de mettre les lunettes spéciales avant que la zone de croissant progressif ne commence. Après l'obscurité totale, il faut être très attentif et dès qu'on voit la « bague à diamant », il faut remettre les lunettes « immédiatement ».

Il est aussi possible de trouver la durée de l'éclipse totale dans votre secteur et de programmer une alarme qui sonnera avant la fin de la période de noirceur pour vous faire penser à remettre les lunettes au plus vite, suggère le Dr Michaud.

Mais pour ceux dans les zones d'éclipse partielle, le danger sera présent tout au long du phénomène céleste, dit le Dr Chou — et les lunettes ne doivent pas être retirées. Il faut rappeler qu'éclipse ou pas, il ne faut jamais fixer le soleil sans protection.

4. Si ces consignes ne sont pas respectées, quels sont les risques pour l'oeil ?

Le risque de dommage accroît avec la durée de l'exposition aux rayons sans lunettes spéciales. Malheureusement, regarder l'éclipse sans protection pendant quelques secondes peut suffire pour causer une lésion à l'oeil, disent les experts. Et « plus on s'expose sans protection, plus on court un risque important », dit le Dr Michaud.

Mais il n'est pas question de cécité automatique ici. Dans beaucoup de cas observés, le dommage fut temporaire et les personnes affectées ont récupéré graduellement au cours des semaines ou des mois suivants, dit le Dr Chou.

Si l'on ne regarde que quelques secondes l'éclipse solaire sans protection, le risque d'endommager « de façon permanente ses yeux est très faible », dit le Dr Chou, mais il n'y a « pas un risque zéro ». Aux parents qui s'inquiètent que malgré toute la surveillance, leurs enfants la regardent brièvement sans les lunettes, le Dr Chou leur dit que « quelques secondes avant que l'enfant n'obtempère aux consignes n'auront pas de conséquences permanentes ». Selon le Dr Michaud, un petit regard furtif ne causera « probablement pas de problème, mais encore une fois, il n'y a pas de risque zéro ».

5. Comment sait-on si on s'est abîmé la vue ?

Le problème est qu'on ne le sait pas immédiatement puisqu'il n'y a pas de sensation de douleur sur la rétine, indiquent les experts. Vous n'avez donc pas le réflexe de détourner le regard. Et puis, les yeux continuent de fonctionner de façon plus ou moins normale pendant des heures après que le dommage a été fait, explique le Dr Chou. C'est souvent le lendemain qu'on s'en rend compte : il peut y avoir « une tache dans la vision » et tout apparaît très flou ou très sombre.

Dans leur carrière, les deux spécialistes n'ont pas vu de cas de cécité totale causée par une éclipse.

La plupart des cas graves que le Dr Chou a vus sont ceux de jeunes hommes qui ont observé l'éclipse volontairement sans lunettes ou avec un télescope dont le filtre était défectueux — et non pas des cas de lunettes mal portées ni des jeunes qui ont furtivement regardé.

En cas de doute, il est recommandé de consulter un ophtalmologiste ou un optométriste dès que possible.

LE DEVOIR

Un risque de poursuites judiciaires contre les écoles ?

Le Devoir a parlé avec des juristes qui décortiquent la question

STÉPHANIE MARIN

LE DEVOIR

L'éclipse solaire du 8 avril approche à grands pas et plusieurs écoles du Québec ont décidé de fermer leurs portes ce jour-là, disant craindre de ne pouvoir garantir « la sécurité des élèves ». Quelle est l'étendue de l'obligation des écoles d'assurer leur sécurité ? Et si elles restent ouvertes, sont-elles à risque de poursuites en cas de dommages aux yeux d'un enfant durant les heures de classe ? Le Devoir a posé ces questions à des juristes.

Mariève Lacroix, spécialisée en responsabilité civile et professeure titulaire à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, signale que des actions en dommages contre les écoles ne sont pas fréquentes, mais qu'il y en a « ponctuellement », surtout dans des cas où un enfant s'est blessé lors d'une activité sportive.

Lorsque les enfants sont à l'école, leur garde et leur surveillance sont confiées temporairement aux enseignants et aux surveillants, explique pour sa part M Simon Paransky. Si un enfant se blesse lorsqu'il est sous leur garde, une école peut être tenue responsable et être contrainte de payer des dommages si elle a été négligente, par exemple dans son devoir de fournir un environnement sécuritaire, ajoute l'avocat spécialisé en litige au cabinet McMillan LLP.

« Peut », car ce n'est pas automatique, explique-t-il, tout en rappelant que : « chaque cas est un cas d'espèce » et dépend des faits et des circonstances.

Pour avoir gain de cause contre un établissement d'enseignement, il faut d'abord prouver qu'il a commis une faute.

De façon générale, une école peut prouver que ce n'est pas le cas en démontrant qu'elle a donné des directives de sécurité appropriées aux élèves sur l'activité en cause, qu'elle les a surveillés adéquatement et qu'elle a

fourni des installations sécuritaires (par exemple, des clôtures autour de la cour d'école).

Cela vaut pour l'observation d'une éclipse solaire. L'école peut, par exemple, prouver qu'elle a fourni des lunettes de protection aux élèves, que des consignes de sécurité adéquates leur ont été données et qu'il y avait suffisamment de personnel pour les surveiller.

Le ministère de l'Éducation avait initialement recommandé d'« éviter la tenue d'activités extérieures [...] de 14 h 11 à 16 h 45 ». Mais, lundi, le ministre Bernard Drainville a rectifié le tir et invité les écoles à rester ouvertes et à maintenir leurs activités extérieures lors de l'éclipse solaire du 8 avril, pourvu « qu'elles placent la sécurité au-dessus de tout ».

Surveiller les élèves

Si un parent allègue que son enfant s'est abîmé les yeux en regardant l'éclipse et que la surveillance n'était pas suffisante, cette dernière sera scrutée de près. Un tribunal pourrait évaluer le ratio surveillants-élèves et la façon dont les éducateurs ont supervisé les élèves, compte tenu des circonstances..

La surveillance est une obligation légale « de moyens et non pas de résultats », explique toutefois la professeure Lacroix, ce qui veut dire que l'école doit démontrer qu'elle a agi comme une école « prudente et diligente ». Bref, elle n'est pas tenue d'assurer le respect des consignes par chacun des élèves chaque seconde lors d'une activité d'observation de l'éclipse, ajoute-t-elle.

Évidemment, un enfant peut avoir une réaction imprévisible et échapper à la surveillance. L'école pourrait malgré cela éviter une condamnation monétaire en démontrant qu'elle a pris « toutes les mesures raisonnables » dans les circonstances, souligne Me Paransky.

Le parent qui veut poursuivre une école doit aussi prouver que la vision de l'enfant a été endommagée en regardant l'éclipse — et non par une autre activité imprudente avant ou après le 8 avril, indique Mariève Lacroix. Et cela peut être difficile, car les lésions causées aux yeux par une éclipse n'apparaissent pas immédiatement. La relation de cause à effet est évidemment plus facile à démontrer quand un enfant se fracture le bras lorsque les estrades du stade scolaire s'effondrent, par exemple.

La peur des poursuites

« Il y a toujours la peur de poursuites », constate la professeure Lacroix. « Ça explique souvent des décisions qui sont prises. » Il est possible que des écoles aient décidé de fermer ce jour-là après avoir

constaté qu'elles n'avaient peut-être pas le personnel en place pour assurer la surveillance des élèves, commente-t-elle.

Le risque d'actions en justice n'est « jamais de zéro », déclare de son côté Me Paransky. Des écoles et des commissions scolaires « ont un peu cette analyse-là. [Elles] voient un certain risque qu'au moins un enfant n'écoute pas les consignes » et endommage ses yeux. Si l'école ferme, le risque est alors de « zéro ».

Sans oublier cette réalité : une personne, même si elle n'a pas de cause, peut tenter une action en justice. Et même si l'école est dégagée de toute responsabilité au terme d'un procès, elle aura quand même une facture d'avocat à payer, souligne Me Paransky.

LE DEVOIR

À propos d'un ordre professionnel des enseignants

NORMAND BAILLARGEON



Une pétition vient d'être lancée par des enseignants. Elle demande la création d'un ordre professionnel pour les enseignantes et les enseignants du Québec au préscolaire, au primaire et au secondaire.

Il s'agit en fait de deux pétitions, puisque les enseignants concernés peuvent en signer une et le grand public, une deuxième.

Ce n'est pas la première fois que cette idée est avancée chez nous, et chaque fois elle suscite débats et controverses. Pour ma part, j'ai toujours soutenu qu'il était sage, pour se faire une idée, de commencer par préciser ce qu'on entend par « profession ».

On le sait, le mot vient du latin et servait à affirmer — à professer, justement — sa foi.

Aujourd'hui, dans la langue courante du moins, on nomme « professionnels » des gens qui exercent des métiers aussi variés que musicien, sportif, médecin, comédien et avocat, entre autres, et qui gagnent ainsi (parfois très bien...) leur vie.

Mais je pense que ça ne suffit pas et qu'on doit être plus clair et plus précis sur ce qu'on entend par les mots « profession » et « professionnel ». J'avance, avec une bonne part de la littérature sur le sujet, que ces mots sont justifiés quand d'importantes conditions sont satisfaites.

Ce qu'est une profession

Pour commencer, un professionnel détient un savoir particulier, riche, savant si j'ose dire, un savoir qui s'acquiert sur une longue période. Et avec le temps, ce qu'il doit savoir s'accroît, et ceci est tellement vrai qu'il lui faudra constamment actualiser son savoir et le mettre

à jour. Des formations pour professionnels, dites continues, le permettront. Ce n'est pas tout.

Car chez les professionnels, ce savoir n'est pas seulement contemplatif : il est mis en oeuvre dans une pratique complexe où on pose des gestes particuliers, des gestes justement appelés professionnels.

Autre chose. Aux personnes qui font ces gestes est reconnue une grande autonomie, même si celle-ci est aussi, de diverses manières, limitée et même surveillée. Un ordre professionnel est justement un des outils pour ce faire.

Enfin, ces professionnels agissent auprès de personnes qui, typiquement, ont besoin de leur aide, des personnes qui sont même parfois faibles ou fragilisées, et qui connaissent peu, voire pas du tout, ce que sait le professionnel. Leur relation avec le professionnel concerne en outre quelque chose qui a une grande valeur sociale et humaine : par exemple, la santé pour le médecin, la justice pour l'avocat, l'information financière pour la comptable professionnelle. Prenez en compte cette relation et son objet, et tout ce que cela implique sur le plan éthique, et vous comprendrez que ces professions ont un code déontologique qui, justement, vient réguler cette relation entre le professionnel et son client.

Et les enseignants, alors ? Ce sont des professionnels ou pas ?

L'actuelle proposition

Amusez-vous à faire l'exercice : l'enseignement, si on en juge par les critères avancés plus haut, pourrait fort bien être considéré comme une profession.

De plus, il faut reconnaître aux enseignantes et aux enseignants qui poussent en ce moment cette idée d'un ordre professionnel le mérite d'être clairs et d'avoir de bons arguments.

Cet ordre, nous dit-on, et cela nous ramène encore à la définition proposée plus haut d'une profession, « pourra veiller à la qualité de la formation initiale et continue des enseignants, présentement sous l'égide du gouvernement et vulnérable à des dérives idéologiques. Il veillera à la protection du public en assurant la transparence quant à la qualification et aux antécédents judiciaires et disciplinaires des enseignants ».

On rappelle aussi que, si le syndicat défend l'enseignant face à l'employeur, l'ordre, lui, veut contribuer à assurer que les enseignants sont à la hauteur des standards de la profession, veut protéger les élèves, le public, encadrer les enseignants non légalement qualifiés et s'assurer qu'ils ont des formations adéquates. Il va sans dire que l'actuelle pénurie d'enseignants et le devoir d'y remédier de toute urgence militent en faveur de la création de cet ordre. Sans rien dire de la très bienvenue valorisation de la profession qu'on en espère.

Je comprends donc cette demande, et je partage bien des inquiétudes et des ambitions qui la motivent. Pourtant, je reste hésitant, comme je l'ai toujours été sur cette question... en ajoutant, cette fois encore, que je pourrais changer d'avis.

Mes hésitations

Je crains d'abord un inutile dédoublement de responsabilités avec ce que font déjà, ou devraient faire, les universités, les écoles, le ministère, la Loi sur l'instruction publique, l'INEE, le Protecteur national de l'élève et les syndicats.

Je crains aussi les tensions et conflits qui résulteraient de ces dédoublements.

Je pense également que les enseignants sont déjà passablement encadrés et qu'ils ne se réjouiraient pas de ce nouvel outil de surveillance.

Et je pense enfin que des problèmes comme la pénurie que nous connaissons devraient être d'abord résolus par ceux qui les ont en partie causés, et pas par une nouvelle structure.

Mais qui sait ? Je me trompe peut-être. Et les pétitions en cours pourraient le montrer, si les enseignants et la population appuient massivement le projet. On verra...

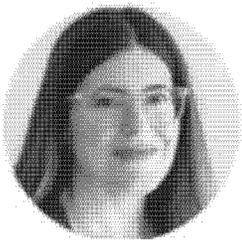
En attendant, et pour vous faire une idée sur le sujet, vous pouvez aller voir ce que fait l'Ordre des enseignants de l'Ontario, lequel existe depuis 1997.

LEDEVOIR

L'éducation détraquée (1), la détestable épreuve de l'inscription au secondaire

A-t-on vraiment tout fait pour offrir un milieu épanouissant à notre enfant ?

Josiane Cossette



Rédactrice et citoyenne engagée, l'autrice a enseigné la littérature au collégial et est présidente du conseil d'établissement d'une école primaire. Elle a codirigé et coécrit l'essai *Traitementschocs et tartelettes*. Bilan critique de la gestion de la COVID-19 au Québec (Somme toute).

Je ne m'en cache pas : j'ai trouvé le processus d'inscription au secondaire détestable du début à la fin. J'en ai maudit chaque seconde, notamment parce que je nous sentais pris au piège du système à trois vitesses, où les iniquités réelles jumelées aux stéréotypes dévalorisent immensément les écoles publiques. Et je ne parle même pas du fameux « palmarès ».

Magasiner son école

Ma fille de maintenant 12 ans fréquente depuis toujours l'école primaire de quartier, située à un coin de rue de la maison. Un milieu stimulant, doublé d'une communauté tissée très serrée. Depuis la maternelle, les amitiés développées à l'école se poursuivent au parc, à la patinoire, dans nos ruelles. Les parents des enfants deviennent amis à leur tour. De sacrées belles gangs se forment. Puis, vient le choix de l'école secondaire, qui nous oblige à un « magasinage » dès la cinquième année et qui disséminera tout ce beau monde (à la base privilégié) aux quatre coins de la ville.

On a pris ça mollo. Deux visites au public : celle offrant un programme particulier en art dramatique, puis celle du quartier, avec un programme d'éducation intermédiaire, profil international (PEI). Toutes deux pas trop loin de la maison. Gros coup de coeur pour la

première, qui correspond en tout point au profil de ma fille. Elle ressort enchantée de sa visite, moi aussi. Mais il ne faut pas trop s'emballer !

Il faudra écrire une lettre de motivation, participer à un atelier-auditionentrevue de sélection qui, si on le réussit, nous placera dans un bassin de pige : c'est le hasard qui aura le dernier mot.

Cela prend donc un plan B. Les chances sont grandes qu'elle soit admise au PEI de l'école de quartier, on respire. Mais, d'un coup que, on visite aussi une école privée, qui fera dire à mon enfant : « Mais maman, c'est trop riche, trop beau, ça n'a aucun sens qu'ils puissent avoir tout ça quand les toilettes de mon école sont dégueulasses et qu'on n'a même pas de vrai gymnase ! » Remarque lucide, à laquelle je ne peux rien opposer.

On garde tout cela en tête, puis la sixième année arrive. C'est là que ça se corse. Fortuitement, des discussions viennent à nos oreilles. « Nous, c'est PSNM, Régina, Notre-Dame, Jean-Eudes ou Mont-Saint-Louis. » ; « On a juste un enfant, c'est sûr que ce sera le privé. C'est comme un hôtel : pourquoi se contenter d'un motel (lire : le public) quand on peut s'offrir un cinqétoiles ? » ; « Nous, on prend ça relax » (super, nous aussi !), « on a visité PSNM, Mont-Saint-Louis et Régina l'an dernier, on est préinscrites aux trois endroits et, là, on va regarder du côté de FACE, de Ville-Marie et de Jeanne-Mance ».

Relax, vous disiez ? Et c'est ainsi que, au détour de conversations, on commence à douter, à stresser voire à paniquer : a-t-on vraiment tout fait pour offrir un milieu épanouissant à notre enfant ?

Conflit de valeurs

Et hop ! On ajoute quelques visites de dernière minute à notre agenda. Une école privée au-dessus de nos moyens avec une riche vie culturelle en parascolaire, à 50 minutes d'autobus de la maison ; et une école publique spécialisée en arts, qui elle aussi fonctionne par pige et nécessite d'envoyer une tralée de formulaires et de documents, dans l'ordre s'il vous plaît, ce qui écarte d'emblée des familles moins aptes à harnacher les exigences bureaucratiques pointues. Cerise sur la coupe glacée qui, à ce stade-ci, nous donne la nausée : inscription à l'atelier d'admission de l'école perçue trop belle. Qui sait, le bonheur s'y trouve peut-être...

Rendu là, l'inscription au secondaire est devenue notre unique sujet de conversation entre parents. On navigue parmi les exigences pas toujours bien formulées des officines scolaires, on remplit des documents en papier et en numérique, on excave les bulletins, certificat de naissance, preuves d'adresse, les envoie dans le bon format, on relit les lettres de motivation, prépare les auditions, alouette, on sera plumées. L'insomnie nous assaille, on se ramasse à faire exactement l'inverse de ce qu'on voulait faire, en étirant l'élastique de nos valeurs quitte à ce qu'il nous pète en plein visage parce que « notre enfant mérite bien ça ».

Les réponses entrent au comptegouttes. La première : liste d'attente d'une école privée... Mais avec quelques appels bien placés et des notes au-dessus de la moyenne, nous dit-on, tout demeure possible. La deuxième : acceptation à l'école privée jugée trop belle — l'atelier était finalement super sympa, elle sera vraiment à considérer, même si notre budget est plus ou moins d'accord. La troisième : acceptation à l'école avec

programme particulier en théâtre. C'était le premier choix, c'est la fête, même si on s'était préparées au pire, la pige pouvant laisser de côté même les élèves les plus motivés. La suite importe peu, la tension retombe. Épuisée que je suis, un virus finit de m'achever.

Quelles solutions ?

Vous l'aurez sans doute remarqué, dans notre course au secondaire, il n'était question que de deux vitesses : les programmes particuliers au public et le privé, résultante d'une pression induite par les pairs. Le public « régulier » n'était pas dans notre radar.

Avant tout cela, j'avais écouté l'excellent balado Chacun sa classe, de Karine Dubois, qui recoupe énormément l'expérience décrite ci-dessus. Il y est entre autres question du système scolaire finlandais, où l'on est tenu de s'inscrire à l'école secondaire publique la plus proche de chez soi. Fréquentation, livres, repas... tout est gratuit. Interrogé à savoir si des familles cherchaient à déménager pour fréquenter une école précise, un parent répondait que non, en riant. « Il n'y a pas de marché scolaire en Finlande ! » ; toutes les écoles s'équivalent, peuplées d'ados de milieux socioéconomiques diversifiés, avec et sans diagnostics, avec et sans plan d'intervention.

Et si c'était l'une des clés pour le système d'éducation québécois ? C'est notamment ce que croit le collectif École ensemble, qui a creusé la question et analysé exhaustivement une quantité impressionnante de variables. Le système scolaire ne devrait-il pas aplanir les iniquités plutôt que les creuser ? Réflexion à suivre, dans un second texte.



Écrans : échos de profs

PATRICK LAGACÉ

La Presse

Notre conversation à propos des écrans dans la vie de nos jeunes se poursuit : plus j'écris sur le sujet, plus vous m'écrivez pour me livrer vos constats. Merci, continuez à m'écrire, je continue à vous lire. Vos observations sont fascinantes et elles nourrissent mes chroniques.

Je résume les chroniques précédentes : grandir avec les écrans¹, « dans » les écrans, nuit à des circuits de développement cérébral et social qui ont mis des milliers d'années à se construire². Les jeunes ont besoin de jouer, dans le réel, pour se développer. Plonger très jeune dans le virtuel est anxiogène à plein d'égards³.

Plus de temps d'écran signifie moins de temps dans le réel, explique notamment Jonathan Haidt dans un livre lancé tout récemment sur ce que le virtuel a fait aux jeunes cerveaux, livre dont un résumé est disponible sur le site du magazine américain *The Atlantic*⁴.

Qu'est-ce qu'on perd, à grandir dans le virtuel ?

C'est une des questions en filigrane de cette série de chroniques ponctuelles sur les écrans.

Voici quelques pistes de réponses, gracieuseté de profs qui m'ont écrit ces derniers jours...

AMÉLIE : Vous parlez beaucoup des parents dans vos chroniques sur les écrans. Parlons des écoles qui surutilisent les écrans. En arts plastiques, ma fille de 8 ans regarde la Panthère rose dans TOUS les cours. En musique, on utilise l'écran pour montrer ce que sont un opéra, une comédie musicale, un spectacle de percussions. Il me semble qu'on pourrait écouter la musique au lieu de la regarder. Je ne parle pas du service de garde qui permet aux enfants de regarder des imbécillités sur YouTube ou qui utilise *Just Dance* au lieu de les envoyer jouer dans la cour d'école.

GENEVIÈVE B., ENSEIGNANTE AU COLLÉGIAL : J'ai vécu l'arrivée des textos, puis l'accès à l'internet en classe. J'ai vu les comportements des étudiants se modifier : les étudiants n'échangent plus entre eux, aux

pauses. Ils demeurent assis à leur pupitre, à pitonner. Avant, je pouvais poser des questions en classe et susciter des échanges. C'est maintenant super difficile d'obtenir un oui ou un non clair de leur part, vous avez raison : ils ont peur de se faire juger par leurs pairs⁵. Au lieu de risquer une réponse, ils restent muets.

MAXIME C., ENSEIGNANT AU SECONDAIRE DEPUIS 20 ANS : J'adore la technologie. Jusqu'à récemment, j'étais en faveur d'un enseignement qui accompagnait l'élève dans son utilisation du cellulaire. Depuis la pandémie, j'ai complètement changé d'idée. Ce que je constate : les jeunes semblent moins aptes à imaginer, en plus du fait qu'ils s'impliquent de moins en moins devant les autres, probablement de peur d'être jugés ou « bannis ».

Dès la petite enfance, ils ont été mis en contact avec YouTube pour les « faire patienter » au marché, dans la file, à la banque, au restaurant... C'est bien joli, les vidéos pleines de couleurs et de chansons scintillantes, mais ça ne laisse rien à l'imagination. Alors cette immense partie du cerveau en développement chez l'enfant est de moins en moins sollicitée et donc s'atrophie. Je le remarque clairement dans l'appauvrissement de la qualité des arguments et des débats dans ma classe.

Si on a de la difficulté à imaginer des situations, il est difficile d'imaginer ce que l'autre peut vivre, ressentir. Je constate donc une réelle baisse de la capacité d'empathie. Tout ça nous pousse vers une compréhension sommaire, vers des jugements simples, sans nuances.

J'étais le premier à ne pas vouloir interdire le cellulaire en classe, mais devant la puissance des réseaux sociaux, de la compétition commerciale, des algorithmes et de l'intelligence artificielle, nous ne faisons pas le poids et le cerveau éponge d'un enfant ou d'un adolescent ne fait certainement pas le poids.

KATHERINE M. : Mes élèves de première secondaire doivent déposer leur téléphone à l'endroit désigné dès

qu'ils entrent en classe. C'est de la gestion : ils sont plusieurs à traîner dans le cadre de porte et dans le corridor, repoussant le moment d'entrer en classe jusqu'à quelques secondes avant la cloche.

En fin de période, quand ils ont bien travaillé, je fais fermer les livres et je donne les cinq dernières minutes pour qu'ils parlent entre eux... Leur réaction : *Est-ce qu'on peut reprendre nos téléphones ?!* Réponse : *NON, parlez-vous en vrai...*

Après 24 ans d'enseignement, principalement en première secondaire, ce qui me frappe le plus, ce sont les lacunes dans les habiletés sociales. Cette année, c'est plus frappant que jamais.

NADINE P., ENSEIGNANTE AU PRIMAIRE : Ce que je remarque le plus avec la génération qui a grandi avec les écrans, ce sont les retards de langage. Comme profs, nous remarquons depuis quelques années une baisse significative de l'étendue du vocabulaire, probablement engendré par les parents qui sont, eux aussi, sans cesse sur leurs téléphones et qui communiquent moins avec leurs enfants. Il faut les voir venir chercher leurs enfants au service de garde sans trop les regarder ni leur parler parce qu'ils sont en train de texter...

KENZA, ENSEIGNANTE AU COLLÉGIAL : Pour un cours complémentaire, je me gâte : j'interdis complètement les écrans. Je leur fournis donc un document maison avec les notions et ils complètent le tout... avec un bon vieux stylo.

L'expérience est marquante : le niveau d'attention et de participation des étudiants est tellement plus grand que dans un cours régulier. Dans les autres cours, j'ai beau travailler aussi fort pour être dynamique et intéressante, force est de constater que je ne fais pas le poids devant leurs écrans.

Je crois qu'on demeure frileux à limiter le temps d'écran à l'école, on associe les outils technologiques à une mine d'or d'avancées technologiques...

Mais on ne se questionne pas assez sur ce qu'on laisse sur la table en échange.

UNE PROF DE SOCIOLOGIE : J'ai interdit la prise de notes sur ordinateur récemment. C'était catastrophique : c'était difficile de conserver leur attention, au lieu de prendre des notes, poser des questions et discuter, ils déviaient inévitablement vers d'autres sites. Cette

session, j'ai interdit tout écran. Il y a beaucoup plus d'échanges et de questionnements dans la classe. Je vais donc continuer sur cette voie, je pense qu'il s'agit d'un enjeu de société significatif même pour les jeunes adultes. Il faut élargir le questionnement aux études collégiales pour cerner l'impact des écrans sur la concentration des étudiants.

ANN, PROF AU SECONDAIRE : J'ai presque 200 élèves de 14 ou 15 ans qui ont de nombreux troubles d'anxiété. Il est fréquent de voir des élèves refuser d'aller en classe non pas parce qu'ils vivent de l'intimidation, mais parce qu'ils ne peuvent gérer leur anxiété. Comme le Ministère ne permet plus le cellulaire en classe, c'est moi qui dois faire respecter la règle. Pour moi et mes collègues, c'est une bataille qui s'intensifie : ils ne veulent pas être privés de leur cellulaire. Je vois des élèves qui dorment en cours : ils ont passé la nuit sur leurs écrans.

Oui, j'ai acheté un cellulaire à mon fils, au début de son deuxième secondaire, il y a sept mois. Il m'a convaincue, car tous ses amis en avaient déjà un : ils vivent en ligne. Je le regrette : je suis sidérée de voir ce qu'il a vu en ligne, malgré les contrôles parentaux : antisémitisme, homophobie, sexisme, pornographie, des commentaires affreux.

Je lui ai acheté un chien, en même temps. Meilleure décision : mon fils doit prendre soin d'un être qui compte sur lui... On devrait interdire aux jeunes d'apporter leur cellulaire à l'école et avoir un animal de compagnie dans chaque classe.

Écrivez-moi pour me faire part de vos réflexions à propos de la multiplication des écrans dans nos vies¹. Lisez la chronique « Nos enfants, le téléphone et le virtuel »². Lisez la chronique « Nos vies de fou »³. Lisez la chronique « Une autre histoire d'enfants et d'écrans »⁴. Lisez « End the Phone-Based Childhood Now » (en anglais ; abonnement requis)

5. Geneviève fait référence à une observation de Jonathan Haidt sur l'explosion des interactions virtuelles, sur les réseaux : « Votre réputation est alors toujours à risque, une erreur ou une mauvaise performance peut endommager votre statut social auprès d'un grand groupe de personnes. Ces interactions tendent alors à devenir plus théâtrales [performative] et causent plus de stress que la conversation face à face. »

le journal de montréal

Analyste politique

Les médias sociaux, la nouvelle cigarette

EMMANUELLE LATRAVERSE

Nos parents fumaient, mais ils savaient que c'était mauvais pour la santé. C'était leur prétexte pour nous l'interdire. Alors on fumait en cachette.

On sait maintenant que les médias sociaux sont semblables. Sauf que comme parents, comme société, nous sommes démunis.

Notre voix intérieure nous dit bien que c'est trop. Mais en même temps, nous sommes bombardés par la nouvelle réalité numérique.

Floride, Europe, France, même des commissions scolaires ontariennes sévissent. Et pourtant, ici, silence quasi-radio de la classe politique.

La triste réalité, c'est que cette passivité tue nos enfants à petit feu.

LES PARENTS...

C'est aux parents d'imposer des limites !

Cette semonce ne vient certainement pas de ceux qui ont de jeunes ados et pré-ados !

Le percutant reportage de J.E. adémontré que ce n'est pas aussi simple que ça.

Quand 86 % des jeunes de 9 à 11 ans ont des comptes dans des médias sociaux réservés aux plus de 13 ans, c'est loupé.

Même quand les parents sont vigilants, tout bascule au secondaire.

Le compte YouTube ouvert pour faire des vidéos du chien acheté pendant la pandémie se transforme en un vaste journal public.

L'Instagram pour échanger avec la copine du camp ouvre la porte à des inconnus qui réclament des photos révélatrices.

Soudainement, les règles qui étaient respectées prennent le bord. Au secondaire, il faut appartenir au groupe.

Entre en scène Snapchat, ses messages secrets et tout bascule.

Intimidation, violence, sextorsion, les ravages défraient les manchettes depuis des années.

L'impact potentiel des écrans sur le risque de décrochage, les relations sociales puis amoureuses est maintenant connu.

C'est sans compter celui sur le développement du cerveau des ados ! Et l'épidémie de mal-être qui habite près de la moitié des ados d'aujourd'hui.

Comment le « Je ne sais plus quoi faire » entendu trop souvent dans la bouche de parents peut-il se frapper au mur du « soyez responsables » ?

Au moins, nos parents savaient que la cigarette était néfaste. Combien de parents connaissent l'ampleur du risque qui vient avec la nouvelle réalité numérique ?

Tous les ados ne tomberont pas dans ce cercle vicieux et destructeur. C'est « seulement » un sur 5 qui basculera.

C'est beaucoup trop !

SILENCE RADIO

Le pire là-dedans, c'est que ça fait un bout de temps qu'on a appris que les plateformes numériques sont bien au courant des risques.

Elles ont étudié, quantifié, évalué les retombées néfastes de leurs algorithmes sur nos enfants. Comme les cigarettiers, elles savent que leurs produits créent la dépendance.

Or, nos gouvernements semblent démunis face à la complexité du problème.

Paul St-Pierre Plamondon réclame une stratégie dès la prochaine rentrée scolaire. Comme si c'était crédible d'y arriver en un si court laps de temps.

Certes, à Ottawa, le gouvernement Trudeau vient de déposer un projet de loi pour responsabiliser les grandes

plateformes. Mais il est enlisé dans un débat sur la liberté d'expression.

Il aura fallu 70 ans pour mettre les compagnies de cigarettes au pas. De grâce, n'attendons pas aussi longtemps pour agir contre les médias sociaux.

La santé mentale et le développement neurocognitif de trop de jeunes pèsent dans la balance.

**le journal
de montréal**

Les géants du web doivent être mis au pied du mur

KARINE GAGNON

À mesure que les études sur les effets néfastes des médias sociaux sur les jeunes font l'objet d'études scientifiques, un nombre croissant de mesures et de recours contre les géants du web sont lancés, et il s'agit d'une très bonne nouvelle.

En Ontario, les plus grands conseils scolaires ont annoncé jeudi qu'ils poursuivaient Meta, Snap et ByteDance (TikTok).

Ils exigent des dommages et intérêts pour perturbation de l'apprentissage des élèves et du système éducatif. Ils accusent ces réseaux d'avoir conçu « par négligence » des produits pour une utilisation compulsive qui ont changé le comportement des enfants.

Le fait que le sujet soit de plus en plus documenté ouvre justement la porte à ce genre de recours.

DANS LE NOIR

Depuis plusieurs années, on sait que ces entreprises utilisent des stratégies visant à créer une dépendance chez les utilisateurs, et ce, afin d'en tirer le plus de revenus possible. D'anciens dirigeants ont commencé à en témoigner il y a quelques années, et ont même fondé le Center for Humane Technology afin de dénoncer ces façons de faire.

On sait aussi à quel point les dirigeants omettent de prévoir des méthodes de modération de la violence et de la désinformation. Cela cause beaucoup de torts à nos démocraties, affectant la santé mentale et les relations sociales.

COÛTER CHER

Nul ne sait encore comment bien encadrer ces réseaux. En Floride, on a adopté une loi, lundi, interdisant aux jeunes de 14 ans et moins de posséder des comptes sur les réseaux sociaux.

Ce sera certes difficile à appliquer. Mais ça envoie un signal sur l'importance de mieux encadrer, sur le fait que les autorités saisissent les impacts négatifs sur les jeunes, et qu'elles ont l'intention de passer à l'action.

Car après tout, le jour où ces géants du web commenceront à trouver que ça leur coûte pas mal cher en recours, peut-être auront-ils davantage envie de baliser les réseaux sociaux. L'argent, c'est le nerf de la guerre là aussi.

The Gazette

Efforts to ease tensions right on the button

TOULA DRIMONIS TOULA DRIMONIS IS A MONTREAL JOURNALIST AND THE AUTHOR OF WE, THE OTHERS: ALLOPHONES, IMMIGRANTS, AND BELONGING IN CANADA. SHE CAN BE REACHED ON X @TOULASTAKE

Collaborative approach key in helping newcomers integrate and learn French

During a recent walk, I found myself on Monk Blvd. in the Sud-ouest borough where I came across a campaign by the local merchants' association. A poster showcased a smiling woman with the message: "I'm learning French. Encourage me."

At the bottom, a QR code links to information about the J'apprends le français mentoring program by the Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal, which offers free, tailor-made workshops for allophones in business, two hours of French lessons per week at the workplace, and "immersive learning with active community support."

This seems like an excellent way not only to help newcomers integrate and acquire French while they earn a living, but also to ease tensions among the French-speaking majority who may mistakenly equate the increased presence of people unable to speak French immediately with the language being in danger — a concern often amplified by politicians and pundits wanting to capitalize on linguistic insecurities.

Statistics show more Quebecers than ever speak French; measuring the language's viability based on people's mother tongue (which indicates nothing about their ability — or inability — to speak French), only increases fears.

Skewed language measurements, accompanied by the double whammy of a recent increase in non-French-speaking asylum seekers and temporary workers — while severe labour shortages force employers to hire people who haven't yet mastered the language — create the perception French is losing ground in Montreal. In this context, an innocuous "Bonjour-hi!", or a rare instance of an employee unable to serve someone in French, or even the sound of other languages being spoken, can become triggers for some.

A whopping 94 per cent of Quebecers can communicate in basic French, according to the 2021 census. A recent study published by the Office québécois de la langue française shows 92 per cent of young allophones attend French schools. Bill 101 ensures newcomers send their children to French school. It's logistically impossible for Quebec to become Louisiana, as some fear, when

Quebec has the legislative power and financial resources to protect and promote French.

The Coalition Avenir Québec government should ensure those resources are used effectively instead of unfairly putting the onus on new arrivals. So much ink is spilled on that six per cent who don't currently speak French, and so little on the 19 per cent of Quebecers the Fondation pour l'alphabétisation says are illiterate.

Tensions regarding language interactions often result from fundamental failures in communication. A newcomer isn't necessarily aware of the unease created when they fail to serve someone in French, or the fears it conjures up for many. Newcomers simply use the language they can currently use. "In Quebec, a multilingual immigrant needs to speak French, but he doesn't need French to speak," notes Italo-Québécois writer Marco Micone, author of *On ne naît pas Québécois, on le devient*.

A proud sovereigntist and defender of the French language, Micone warns that asserting a majority language must be done while respecting other languages because a citizen of a multi-ethnic society often has more than one language they use and identify with.

It's not by filing complaints with the OQLF, as French Language Minister Jeanfrancois Roberge recently suggested, that employees of businesses — that often have no choice but to hire temporary workers or new immigrants to stay open — will suddenly master the language. They need time to learn it.

Initiatives like the wearing of buttons by staff — "I'm learning French; thanks for speaking slowly!" — help ease tensions and encourage Quebecers to help them, creating a collaborative (rather than combative) situation. The buttons also protect newcomers from possible verbal abuse from those unwilling to offer them some grace.

Advising newcomers to say, "I'm learning French," as opposed to saying, "I don't speak French," is also a helpful strategy. It immediately de-escalates tension, reminding a frustrated shopper that the willingness is there, which can make all the difference in the world.

30 000 \$ aux écoles Roy et Joly pour favoriser l'activité physique chez les jeunes

PAR LYDIA BARNABÉ-ROY >
Initiative de journalisme local

Les cyclistes de l'équipe Premier Tech-Prelco qui ont participé au Grand défi Pierre Lavoie 2023 ont remis, le 22 mars, une somme de 20 000 \$ à l'école Roy et 10 000 \$ à l'école Joly de Rivière-du-Loup pour le développement de projets promouvant les saines habitudes de vies chez les enfants.

Michel Morin (Premier Tech), Christian Noël (Premier Tech), Rosalie Hénault (Centre de services scolaire Kamouraska - Rivière-du-Loup), Simon Dubé (Prelco) et Yves Landry (Prelco) ont parcouru 1 000 kilomètres à vélo afin d'amasser des sous pour redonner aux jeunes.

«Ce qui me rend fière c'est vraiment de faire la promotion des saines habitudes de vie et d'être comme un exemple que lorsque l'on fait de l'activité physique, lorsqu'on bouge, ça a un effet positif sur notre santé psychologique en plus de notre santé physique», a souligné Rosalie Hénault, psychologue à l'École secondaire de Rivière-du-Loup.

En plus d'avoir des bienfaits sur le corps, l'activité physique a des effets positifs sur la santé mentale. Mme Hénault indique que bouger peut améliorer la concentration, la gestion

des émotions, la motivation et la réussite scolaire des enfants, en plus de développer leurs relations d'amitié et de les aider à avoir une meilleure humeur.

Les montants remis permettront de bonifier la cour primaire à l'école Joly et de mettre en place une salle de psychomotricité à l'école Roy. Cette dernière aidera les enfants à la maternelle et en première année à développer leur équilibre et à grimper.

Rosalie Hénault participera encore cette année au Grand Défi Pierre Lavoie avec l'équipe Premier Tech-Prelco qui se déroulera du 14, 15 et 16 juin. «Ma plus grande motivation c'est vraiment de pouvoir contribuer à ce grand mouvement qui valorise l'activité physique et un esprit sain dans un corps sain», confie-t-elle.

Depuis le début de l'aventure au Grand Défi Pierre Lavoie, l'équipe a versé plus de 403 337 \$ aux écoles de la région et a contribué aux projets de 29 écoles primaires.

Les élèves du CSS des Phares en pédagogie pour l'éclipse solaire

ÉDUCATION - Les écoles du Centre de services scolaire (CSS) des Phares seront fermées le 8 avril pour l'éclipse solaire. Une journée pédagogique a été mise en place et les services de garde seront ouverts.

Annie Levasseur | alevasseur@medialo.ca

L'éclipse totale, pendant laquelle la lune se placera entre la Terre et le Soleil pour une courte période, commencera à 14h20 et se terminera à 16h40.

« Nous avons examiné diverses options en lien avec la réorganisation des activités scolaires offertes, mettant ainsi l'accent sur l'importance de la sécurité des élèves. Par conséquent, nous avons dû accorder une attention particulière à la sécurité des élèves à la fin des classes, notamment en ce qui concerne le transport scolaire et les élèves marcheurs », est-il écrit dans une lettre envoyée aux parents par le CSS des Phares.

Des activités pédagogiques en lien avec cette éclipse solaire seront effectuées dans les prochaines semaines. Dans un but de prévention, le CCS fournira des lunettes certifiées à chaque enfant.

« Cette occasion offre une opportunité unique d'enseignement et de sensibilisation pour nos élèves. Au courant des prochaines semaines, nos équipes-écoles ont mis en place des activités pédagogiques originales afin d'en faire profiter leurs élèves au maximum. Les parents vont recevoir l'information spécifique en lien avec les activités de leur école », poursuit le CCS des Phares dans la même lettre.

Par ailleurs, Technoscience Est-du-Québec, le Regroupement éclipse Bas-Saint-Laurent 2024, le Club d'astronomie de Rimouski et le département de physique du Cégep de Rimouski invitent la population à assister à cet événement céleste au parc Beauséjour. Des lunettes d'éclipse seront distribuées gratuitement à partir de 14h15 et une diffusion de l'éclipse en direct est prévue. Des experts du Club d'astronomie seront sur place pour discuter avec les participants.

Éclipse : les élèves du CSSVT auront tous des lunettes

Les écoles du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands demeureront ouvertes le lundi 8 avril, journée d'éclipse totale du soleil entre 14h15 et 16h40. Diverses mesures sont toutefois prévues pour assurer la sécurité de tous.

Dans un communiqué publié vendredi en fin de journée, le CSSVT mentionne que «ce phénomène astronomique rare et fascinant représente une occasion unique de stimuler la curiosité des enfants pour les sciences. Néanmoins, considérant les risques oculaires d'un tel phénomène, il est impératif de faire preuve de vigilance.»

Ainsi, différentes mesures seront préconisées pour l'occasion. Des lunettes homologuées ISO 12312-2 seront distribuées à tous les élèves; de plus, aucune évaluation n'aura lieu lors de cette journée; et durant la période de l'éclipse, les activités extérieures seront limitées aux activités pédagogiques se rattachant à ce phénomène.

TRANSPORT SCOLAIRE

À noter que le transport scolaire sera suspendu en après-midi pour les élèves du primaire et qu'aucun élève ne sera autorisé à quitter l'école seul pendant la durée de l'éclipse.

Le transport devra être assuré par les parents, soit à l'heure du dîner ou après la fin des classes. De plus, un service de surveillance sera offert gratuitement aux enfants marcheurs et aux enfants qui prennent habituellement l'autobus. Les services de garde demeureront ouverts.

Pour les élèves du secondaire, le service de transport scolaire sera généralement maintenu et chaque établissement communiquera son plan d'action à cet effet.

On recommande aux élèves marcheurs de porter une casquette et le port des lunettes homologuées est recommandé dans l'autobus.

Là aussi, les parents ont la possibilité de venir récupérer leur enfant à l'heure du dîner, avant l'éclipse ou à la fin des classes. D'ailleurs, un espace d'attente sera disponible après les classes pour les élèves n'ayant pas l'autorisation de leurs parents de quitter l'établissement seuls.

La pause en après-midi se déroulera à l'intérieur de l'établissement.

Ces recommandations seront également de mise pour les élèves des centres de formation professionnelle et l'éducation aux adultes.

Une éclipse solaire demeure un phénomène astronomique très rare au cours duquel la Lune se place entre la Terre et le Soleil et cache complètement ce dernier pour une courte période. Durant cette phase de l'éclipse, l'impression que la nuit est tombée sera présente durant quelques minutes.

Québec octroie 429 000\$ au CSS du Pays-des-Bleuets

DENIS HUDON
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE
DE JOURNALISME LOCAL
denis.hudon@trium.media

Le gouvernement du Québec investit 428 823\$ à la formation de mécaniciens et de mécaniciennes, dans le secteur de la transformation du bois et de la fabrication du papier, par l'entremise du Centre de services scolaire (CSS) du Pays-des-Bleuets.

La formation vise à répondre à des besoins d'entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Elle est donnée à la Polyvalente de Normandin avec une première cohorte de 16 travailleuses et travailleurs provenant de sept entreprises de la région (Sciages GP, PFR, Scierie Opiticiwan, JAMEC, Société en commandite Scierie Tackipotcikan, Wemotaci et Affûtage NJR).

L'annonce a été faite vendredi dernier à Normandin par la députée de Roberval Nancy Guillemette.

« Le secteur forestier a besoin de travailleuses et travailleurs qualifiés pour continuer à jouer son rôle de premier plan dans l'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean et pour assurer sa productivité et sa compétitivité », a dit la députée Nancy Guillemette.

Alternance travail-études

Créée sur mesure pour répondre à des besoins spécifiques, la formation est d'une durée de 800 heures. Sous la formule alternance travail-études, la formation se divise en 480 heures en classe et 320 heures de stage rémunéré en entreprise.

« Jusqu'à maintenant, 124 travailleurs ont été formés dans dix cohortes, et la 11^e cohorte de 16 personnes a démarré le 11 mars dernier », précise Patrice Boivin, directeur général du CSS du Pays-des-Bleuets.

Axée principalement sur l'apprentissage de la mécanique industrielle, la formation comprend aussi un bloc consacré à la compréhension des procédés de transformation du bois.

Dans la région, ce sont 274 entreprises qui font appel à des mécaniciens et mécaniciennes de chantier et industriels. Le Comité sectoriel de main-d'œuvre du bois, Formabois, a collaboré à identifier des besoins de formation. Il assurera le déroulement de cette formation à titre de promoteur du projet.

« Je suis convaincue que ce projet engendrera des retombées économiques significatives pour l'industrie forestière en contribuant à répondre aux défis de la main-d'œuvre », lance pour sa part Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et ministre responsable du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

REMÈTEURE de l'École primaire de Sainte-Apolline?

par Katy Desjardins

nouvelles@oieblanc.com

À la suite de la période d'inscriptions qui se terminait le 1er mars dernier, le Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud annonce qu'il devrait placer l'École primaire de Sainte-Apolline en période de transition pour l'année 2024-2025. En effet, le nombre d'élèves inscrits lors de l'année scolaire

pour le groupe de 4e-5e-6e année est de cinq alors que le minimum pour maintenir les services est de six. Une assemblée de consultation publique et d'information concernant l'année de transition et le projet de modification des services éducatifs préscolaire et primaire se tiendra le mardi 2 avril prochain à 19 h à l'école primaire de Sainte-Apolline. Tous les citoyens et les élus sont invités à y assister.

Le décrochage scolaire a doublé en 2 ans

Le taux de sortie sans diplôme ni qualification, autrement appelé décrochage scolaire, a presque doublé en deux ans dans Charlevoix. Il est passé de 5,2 % en 2020 à 14 % en 2022, un record depuis au moins huit ans.

Jean-Baptiste Levêque

Le taux de décrochage des garçons et des filles séparément atteignent aussi un nouveau sommet, à 19,3 % pour les garçons et 10 % alors qu'ils étaient respectivement à 5,4 % et 5 % en 2020. Même constat pour le taux de sortie moyen au Québec, qui atteint un record en 2022, avec 16,3 %.

Selon les données provisoires du tableau de bord de l'éducation, le taux de diplomation et de qualification au secondaire après sept ans, s'il se maintient autour de 81 %, connaît un écart grandissant entre les filles et les garçons.

çons et les filles puisque les premiers représentent 8,6 % et les secondes 2,8 %.

Le Centre de services scolaire préoccupé

Le Centre de services scolaire de Charlevoix (CSSDC) se montre préoccupé par la hausse du taux de décrochage, mais considère que la situation « continue d'être avantageuse en comparaison avec l'ensemble du réseau public », mentionne Michèle Moreau, secrétaire générale et responsable des communications, en rappelant les taux du réseau public (18,2 %) et de la région de la Capitale-Nationale (14,2 %).

L'équipe du Centre de services scolaire émet plusieurs hypothèses. « Parmi celles-ci, on peut penser que la pandémie a eu un impact marqué sur les adolescents et les élèves en difficulté », avance Michèle Moreau.

En 2023, les filles auraient réussi à 89,9 % contre 72,3 % chez les garçons, alors que les taux se situaient respectivement à 86,1 % et 77 % en 2022.

Note positive, l'entrée tardive au secondaire est en chute depuis quatre ans. Elle est passée de 12,6 % en 2020 à 5,7 % en 2023 (données provisoires pour cette année). L'écart demeure toutefois élevé entre les garçons. La hausse du taux de diplomation et de qualification demeure le premier objectif du Plan d'engagement vers la réussite du CSSDC. « Nous nous sommes donné une cible pour hausser ce taux de 4,6 %. Les moyens que nous mettrons en place d'ici 2027 devraient également avoir un effet à la baisse sur le taux de sortie sans diplôme », affirme la responsable des communications, sans toutefois détailler les moyens en question.

Un syndicat sceptique

Le Syndicat de Champlain réagit avec scepticisme au nouveau tableau de bord en éducation, qui présente les principaux indicateurs et statistiques de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire.

Un texte de Jean-Christophe Noël
jcnoel@journaldechambly.com

Les résultats des examens du Ministère et le taux de diplomation sont notamment affichés dans ce nouveau tableau de bord. « Le plus dérangeant dans cette annonce, c'est le palmarès des écoles et la gestion axée sur les résultats. Publier un tel palmarès ne fait que permettre de consulter la liste des écoles qui ont sélectionné les « meilleurs » élèves », identifie le Syndicat de Champlain.

Le regroupement syndical craint qu'en découle une compétition malsaine entre les écoles des milieux défavorisés et celles des milieux plus nantis, « exacerbant par le fait même le système à trois vitesses ».

Des dérives possibles

Le Syndicat soutient que la gestion axée sur les résultats et le palmarès des écoles encouragera des dérives telles que l'évaluation qui se fera au service des statistiques plutôt que des apprentissages, ou encore une lourdeur administrative qui pèsera sur la tâche du personnel enseignant ou du personnel de soutien scolaire.

Manque d'écoute

Le Syndicat de Champlain plaide ne pas être écouté par son ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. « Une chose est certaine, tous les acteurs de la société québécoise ont un mot à dire pour améliorer le réseau scolaire. Mais celles et

ceux qui travaillent au quotidien dans nos milieux ont très certainement une grosse partie de la réponse et ont le droit d'être entendus. Présentement, je ne suis pas certain que ce soit le cas », affirme Jean-François Guibault, président du Syndicat de Champlain.

La 1ère secondaire déménagera à Marie-Victorin en 2025

DANIEL BASTIN
DBASTIN@GRAVITEMEDIA.COM

De grands changements surviendront à l'école secondaire le Carrefour à Varennes où la population étudiante est en constante hausse. La direction du Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) a récemment pris la décision que le bâtiment Marie-Victorin, situé non loin, accueillera les élèves de première secondaire lors de la rentrée scolaire à l'automne 2025.

Selon les prévisions démographiques, l'école varennoise sera en situation de dépassement de 170 élèves dès 2025, si aucune mesure n'est prise, et les projections sur les dix prochaines années prévoient un surplus de 450 étudiants, alors que sa capacité est de 1 257 jeunes.

Il faut savoir à ce sujet que la majorité des écoles du CSSP ne pouvaient raisonnablement accueillir un nombre important d'élèves supplémentaires, exception faite de l'établissement de Chambly, qui est trop loin pour les étudiants qui fréquentent le Carrefour.

Le CSSP a analysé la situation ainsi que les différentes hypothèses pendant 18 mois et la solution la plus logique était de transférer dès l'automne 2025 les futurs étudiants de première secondaire de l'école le Carrefour au bâtiment Marie-Victorin, situé à 2,7 kilomètres plus loin. Cet établissement situé au 20, rue Vincent a pour sa part une capacité de 450 élèves.

« Cette solution nous permet d'une part de répondre aux enjeux de surpopulation dans le secteur, mais elle offrira également une transition primaire-secondaire plus en douceur pour les plus jeunes », a précisé Annie De Noury, directrice générale adjointe du CSSP lors du point de presse du 18 mars.

10 ANS POUR UNE NOUVELLE ÉCOLE

Mme De Noury a souligné que l'équipe du Centre d'éducation des adultes des Patriotes (CÉAP) occupe actuellement le bâtiment Marie-Victorin, qui loge un de ses cinq points de services. Les étudiants du CÉAP pourront choisir de poursuivre leur parcours académique dans l'un des quatre autres points de services, dont celui de Saint-Bruno. Un service de navette entre Varennes et Saint-Bruno devrait être offert par le CSSP pour les élèves du secteur adulte.

Ces changements à venir ont été présentés aux membres du personnel et aux conseils d'établissement des écoles concernées, alors que les parents du secteur seront invités à une soirée d'information le 27 mars.

Ajoutons qu'une entente a été signée entre la Ville de Varennes et le CSSP pour maintenir en place les modulaires adjacents à l'école le Carrefour qui devaient être retirés à la fin des travaux d'agrandissement de 300 places, soit à la fin de 2023.

En terminant, une demande d'ajout d'une école secondaire a été déposée par le CSSP en 2022 et 2023 au ministère de l'Éducation, qui reconnaît la problématique de surpopulation. Toutefois, la construction d'une école secondaire prend en moyenne dix ans à compter de l'octroi du financement par Québec, d'où la solution d'un transfert au bâtiment Marie-Victorin.

Le Centre de services scolaire de Sorel-Tracy choisit la prudence

Stéphane Fortier | Les 2 Rives

Si certains centres de services scolaires choisissent de faire de l'éclipse une activité pédagogique, comme à Saint-Hyacinthe, par exemple, et où une entente avec le transporteur a été possible, d'autres, comme le Centre de services scolaire (CSS) de Sorel-Tracy, ont plutôt pris une autre tangente.

L'entente retenue à Saint-Hyacinthe a été de devancer le transport scolaire et les parents ont reçu leurs horaires respectifs. Mais plusieurs autres ont choisi de garder les enfants à la maison, par mesure de sécurité. C'est le cas du CSS de Sorel-Tracy qui a choisi d'opter pour la prudence en ouvrant les écoles que le matin.

« Plusieurs CSS ont pris la décision de fermer (Riverside, Montréal, Estrie, etc.), et plusieurs autres d'ouvrir (certains en Montérégie et ailleurs). Tout est propre à la réalité de chacun, avec les contrats de transports de chacun, aux horaires des classes de chacun et aux ressources de chacun. Nous avons évidemment étudié toutes les possibilités », mentionne Laurence Cournoyer, directrice des Services du secrétariat général et des communications du CSS de Sorel-Tracy.

Mais pourquoi le CSS de Sorel-Tracy a-t-il pris la décision de fermer les écoles seule-

ment en après-midi? « L'éclipse aurait lieu au moment de la fin des classes et de la transition vers la maison (transport scolaire, élèves marcheurs, mobylettes, etc.). Les consignes de sécurité provenant de la santé publique, du MSSS (ministère de la Santé et des Services sociaux) et du MEQ (ministère de l'Éducation du Québec) et de centres de services demeurant ouverts auraient dû être respectées si nous étions restés ouverts toute la journée », fait remarquer M^{me} Cournoyer.

« C'est la raison pour laquelle il est impossible d'assurer une supervision adéquate des mesures de sécurité à l'intérieur des autobus ni auprès des élèves qui retournent à la maison par leur propre moyen », ajoute la directrice des communications.

Sur le territoire du CSS de Sorel-Tracy, l'éclipse partielle débutera à 14 h 14, sa totalité aura lieu vers 15 h 28 et ensuite, elle redeviendra partielle pour se terminer à 16 h 38.

« Si les écoles demeuraient ouvertes toute la journée, afin de respecter les consignes de sécurité et d'assumer notre responsabilité quant à celle-ci, nous aurions été dans l'obligation d'annuler le transport et de ne laisser aucun élève quitter l'établissement entre

14 h 15 et 16 h 45, à moins qu'un parent ne vienne le chercher directement dans l'établissement », affirme Laurence Cournoyer.

Selon elle, et selon les opinions recueillies auprès des directions d'établissement, il n'est pas sécuritaire ou réaliste de gérer tous les parents, à l'intérieur, qui viennent chercher leurs enfants durant cette période, et il n'est pas plus possible de garder les élèves du secondaire captifs jusqu'à ce qu'un parent ne vienne les chercher.

« La création d'une telle transition ne serait, en soi, pas plus sécuritaire que l'éclipse en elle-même. Nous avons donc pris l'orientation d'offrir les cours le matin afin de permettre des activités pédagogiques autour de l'éclipse, avec remise de lunettes et d'activités à faire à la maison en après-midi », justifie-t-elle en conclusion.

Communiqué (s)



Communiqué *Pour diffusion immédiate*

Cuisines Solidaires – Édition Relève de la Tablee des chefs

Les élèves en Cuisine du CFP de l'Estuaire cuisineront pour les plus démunis

Baie-Comeau, le 27 mars 2024 – Pour une deuxième année consécutive, les élèves en Cuisine du Centre de formation professionnelle (CFP) de l'Estuaire cuisineront pour les plus démunis de notre région, en avril prochain, dans le cadre du programme Cuisines Solidaires – Éditions Relève de la Tablee des chefs.

Décrit comme une activité à vocation sociale visant à conscientiser la relève professionnelle au problème de la faim en leur proposant de participer à une corvée de repas qui seront redistribués à des banques alimentaires de la région, le programme Cuisine Solidaires a vu le jour en 2003 et mobilise annuellement quelque 900 étudiants en cuisine. L'objectif est de mettre à profit leurs compétences, mais aussi leur amour de la cuisine pour préparer des plats destinés à des personnes en situation d'insécurité alimentaire.

À leur première participation, l'an dernier, les trois élèves alors inscrits au programme de Cuisine du CFP de l'Estuaire et leur enseignante, la chef Martine Catin, avaient préparé en quelques jours 1 000 portions de parmentier de porc et légumineuses, qui avaient été remises au Comptoir alimentaire l'Escale. Fortes de cette expérience et confiantes quant aux capacités de leurs élèves, les enseignantes Martine Catin et Amélie Samson ont décidé cette année de doubler la quantité. Ce sont donc 2 000 portions de pain de viande porc et lentilles que les sept élèves actuellement en formation prépareront dans la semaine du 15 avril.

À l'instar de l'an dernier, l'ensemble des ingrédients nécessaires à la préparation des recettes ainsi que les emballages seront fournis par la Tablee des chefs. Le résultat de la production devrait être récupéré par les bénévoles du Comptoir alimentaire le 18 avril, pour être redistribué aux gens dans le besoin dans les jours et les semaines qui suivront.

En 2023, ce sont 110 000 portions de parmentier de porc et légumineuses qui ont été cuisinées grâce à l'engagement social des étudiants et enseignants de 30 établissements scolaires répartis dans 13 régions administratives de la province en plus de quatre établissements hors-Québec.

-30-

Source : Patricia Lavoie
Régisseuse aux communications,
Centre de services scolaire de l'Estuaire
418 589-0806, poste 4860
Patricia.lavoie@cssestuaire.gouv.qc.ca



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Financement des activités étudiantes

Dave Dufour fait un don posthume à la Polyvalente des Rivières

Forestville, le 27 mars 2024 – Très impliqué de son vivant et dédié aux élèves jusqu'à son décès, en septembre 2022, l'enseignant Dave Dufour a une fois de plus prouvé sa générosité légendaire en léguant à la Polyvalente des Rivières, une somme de 5000 \$ destinées aux activités étudiantes.

C'est lors d'une courte rencontre chargée d'émotions que le père de Dave, M. Rodrigue Dufour, lui-même enseignant et directeur retraité de la Polyvalente des Rivières, et sa fille Nadine, enseignante à l'école St-Luc de Forestville, ont procédé, le 20 mars dernier, à la remise officielle du don posthume prévu par Dave dans ses dernières volontés.

Adoré des élèves et de ses collègues de travail, Dave Dufour s'est lui-même activement impliqué dans les activités tant scolaires que communautaires tout au long de sa vie et de sa carrière d'enseignant. Par ce don, il souhaitait poursuivre son implication à sa façon auprès des jeunes de la polyvalente même après son décès.

Il a par ailleurs nommé ses collègues et complices Danielle Caron et Patrick Lafontaine pour assurer la saine gestion des sommes léguées pour le mieux-être des élèves.

-30-

Source : Patricia Lavoie
Régisseuse aux communications
Centre de services scolaire de l'Estuaire
418 589-0806, poste 4860
Patricia.lavoie@cssestuaire.gouv.qc.ca

THETFORD MINES

25 projets du Centre de services scolaire des Appalaches mettent de l'avant des élèves qui osent entreprendre

2 avril 2024



Dans le cadre de la 26^e édition du Défi OSEntreprendre, 14 écoles primaires et 3 écoles secondaires du CSSA ont présenté un total de 25 projets entrepreneuriaux.

Les élèves furent accompagnés par leurs intervenants scolaires pour mener à terme différentes initiatives menant à la création d'une entreprise à partir d'un concept de leur cru.

« Cette participation témoigne de l'extraordinaire mobilisation des milieux pédagogiques et entrepreneuriaux québécois », de mentionner Mme Mélanie Laroche, responsable de la coordination du concours local.

Les lauréats sont :

- Livre de recettes, École Dominique-Savio, Catégorie primaire 3^e cycle, Estrie
- Les plantes de la classe de 1^{re} et 2^e, École Paul VI, Catégorie primaire 1^{er} cycle, Chaudière-Appalaches
- La poubelle au régime, École Tournesol, Catégorie primaire 2^e cycle, Chaudière-Appalaches
- Recettes pour un merveilleux Noël, École Saint-Gabriel, Catégorie Adaptation scolaire, Chaudière-Appalaches
- Abeilles au travail, École Notre-Dame, Catégorie primaire 3^e cycle, Chaudière-Appalaches

- Les VI cartes à Paul, École Paul VI, Catégorie primaire 3^e cycle, Chaudière-Appalaches
- *First Cast*, École Polyvalente de Black Lake, Catégorie secondaire, 2^e cycle Chaudière-Appalaches
- La tour des aliments, École Sainte-Bernadette, Catégorie primaire 2^e cycle, Chaudière-Appalaches

Ceux-ci seront présentés à la sélection régionale, qui se tiendra cette année à Lévis, le 2 mai prochain.

Le CSSA, ainsi que tout son personnel impliqué dans cette mobilisation entrepreneuriale d'envergure, souhaite le meilleur des succès aux lauréats dans cette prochaine étape du concours.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Appalaches

650, rue Lapierre

Thetford Mines Québec

Canada G6G 7P1

🌐 www.csappalaches.qc.ca

La 18e édition du Déjeuner des Grands permet d'amasser plus de 178 000 \$ pour le Club des petits déjeuners - Un événement d'envergure pour nourrir le potentiel des enfants



NOUVELLES FOURNIES PAR

Club des petits déjeuners →

Mars 28, 2024, 16:21 ET

BOUCHERVILLE, QC, le 28 mars 2024 /CNW/ - Cette avant-midi, pour une 18^e édition, ce sont plus de 500 participants du milieu des affaires et scolaire de la Montérégie qui se sont réunie à l'événement signature du Déjeuner des Grands au magnifique Hôtel Mortagne. L'événement de réseautage au profit du Club des petits déjeuners a été ponctué de moments précieux, tout en mettant en lumière les besoins croissants de l'organisation.

Continue Reading





Tommy Kulczyk, président et chef de la direction du Club des petits déjeuners, Benoit Gagnon, Mark Weightman, Marc-Antoine Dequoy et le comité organisateur du Déjeuner des Grands (Groupe CNW/Club des petits déjeuners)



(Gauche à droite) Benoit Gagnon, animateur, entrepreneur et ambassadeur du Club des petits déjeuners, Marc-Antoine Dequoy, demi défensif des Alouettes de Montréal et Mark Weightman, président des Alouettes de Montréal (Groupe CNW/Club des petits déjeuners)



Vincent Vallière, auteur-compositeur-interprète et l'orchestre avancé de l'école primaire Charles Le Moyne (Groupe CNW/Club des petits déjeuners)

déjeuners. Cet événement est un moment rassembleur pour illustrer notre objectif commun de nourrir le potentiel des leaders de demain. » a déclaré Tommy Kulczyk, président et chef de la direction du Club des petits déjeuners.

Le Club était ravi d'avoir pu bénéficier du soutien précieux du comité organisateur du Déjeuner des Grands, constitué de professionnels du monde des affaires qui excellent dans l'art de mobiliser la communauté et de transformer cette initiative en un événement majeur. Le Club est fier d'avoir les membres de ce comité parmi ses ambassadeurs : Joannie Aumont (CPU), Serge Audette (RFA Assurances), Vincent Carrier (Simexco), Martine Cloutier (CSSMV), Faye Dea Jalbert (Exa Design), Marie-Ève Goyette (Quai99), Katya Landry (Clinique Azur), Alain Lapalus (Caisse Desjardins Pierre-Boucher), Johanie Patenaude (Ménard Associés), Luc Pouliot (Polycontrols), Patrice Spencer (Agence Oz) et Paul Thériault (Octave Maecenas).

L'émission matinale

Présenté par Emballages Carrousel, le Déjeuner des Grands a été animé une fois de plus par l'animateur et entrepreneur, Benoît Gagnon. Fier ambassadeur du Club depuis plus de 25 ans, sous la forme d'une émission matinale, le maître de cérémonie a présenté des invités spéciaux sur scène tels que l'humoriste Korine Côté et l'auteur-compositeur-interprète Vincent Vallières.

« C'est un honneur d'animer cet événement année après année et voir la mobilisation du milieu des affaires. Un petit déjeuner nourrissant peut être l'élément manquant pour la réussite d'un enfant » a déclaré Benoît Gagnon.

L'encan à la criée, présentée par les champions de la 110e de la Coupe Grey, les Alouettes de Montréal et Actualisation IDH, a été animé par Mark Weightman, président et chef de la direction des Alouettes de Montréal, ainsi que le demi défensif, Marc-Antoine Dequoy.

L'événement a également mis en évidence l'urgence d'atteindre davantage d'enfants en Montérégie et dans toute la province, étant donné la hausse de fréquentation des programmes de petits déjeuners depuis la rentrée scolaire. Alors que le Club des petits

déjeuners et ses partenaires ont contribué à atteindre plus de 79 000 enfants au Québec, ils se sont résolus à élargir leur portée pour garantir une égalité des chances aux leaders de demain.

À propos du Club des petits déjeuners

Depuis 1994, le Club des petits déjeuners travaille avec des partenaires de tous les secteurs pour aider les enfants à accéder à un petit déjeuner nutritif et à atteindre leur plein potentiel. Accrédité par Imagine Canada pour sa saine gouvernance et reconnu par Aliments du Québec pour sa valorisation des produits alimentaires locaux en plus de ses efforts à travers le Canada, le Club contribue à rejoindre des enfants dans toutes les provinces et tous les territoires à travers le pays. Apprenez-en plus sur notre site Internet au clubdejeuner.org ou suivez-nous sur [Facebook](#), [Instagram](#), [X](#) et [LinkedIn](#).

SOURCE Club des petits déjeuners

Renseignements: Pour plus de renseignements : Hermanie Desrosiers, conseillère relations publiques et communications gouvernementales, Club des petits déjeuners, hermanie.desrosiers@clubdejeuner.org, 514-882-5218

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE

Financement des activités étudiantes - Dave Dufour fait un don posthume à la Polyvalente des Rivières

2 avril 2024

Très impliqué de son vivant et dédié aux élèves jusqu'à son décès, en septembre 2022, l'enseignant Dave Dufour a une fois de plus prouvé sa générosité légendaire en léguant à la Polyvalente des Rivières, une somme de 5000 \$ destinées aux activités étudiantes.



Sur la photo, on reconnaît de gauche à droite la sœur de Dave qui est enseignante à l'école St-Luc de Forestville, Mme Nadine Dufour, la directrice de la Polyvalente, Mme Danielle Caron, le père de Dave qui est enseignant et directeur retraité de la Polyvalente, M. Rodrigue Dufour, l'enseignant Patrick Lafontaine et la directrice adjointe de la Polyvalente des Rivières, Mme Karine Sévigny.

C'est lors d'une courte rencontre chargée d'émotions que le père de Dave, M. Rodrigue Dufour, lui-même enseignant et directeur retraité de la Polyvalente des Rivières, et sa fille Nadine, enseignante à l'école St-Luc de Forestville, ont procédé, le 20 mars dernier, à la remise officielle du don posthume prévu par Dave dans ses dernières volontés.

Adoré des élèves et de ses collègues de travail, Dave Dufour s'est lui-même activement impliqué dans les activités tant scolaires que communautaires tout au long de sa vie et de sa carrière d'enseignant. Par ce don, il souhaitait poursuivre son implication à sa façon auprès des jeunes de la polyvalente même après son décès.

Il a par ailleurs nommé ses collègues et complices Danielle Caron et Patrick Lafontaine pour assurer la saine gestion des sommes léguées pour le mieux-être des élèves.

Pour plus d'information

Canada G5C 1P3

 www.csestuaire.qc.ca

Pour les élèves du secondaire et du cégep – Plus de temps pour réussir une séquence enrichie et éviter le cours d'été

2 avril 2024

ÉtudeSecours, l'école numérique accréditée par le ministère de l'Éducation, propose des parcours éducatifs pour les élèves qui désirent obtenir une séquence enrichie en prévision de leur admission au cégep ou de leur rentrée en 5^e secondaire. Il est donc avantageux pour ces élèves de s'inscrire maintenant à la session printanière et de profiter de deux mois entiers pour réussir leur séquence enrichie, à leur rythme, et ainsi éviter un cours d'été intensif.

Lors de la session printanière, ÉtudeSecours propose des parcours éducatifs asynchrones qui permettent aux élèves de suivre des cours de sciences et mathématiques enrichies, de chimie et de physique (compétence pratique incluse), tout en avançant dans leur parcours régulier avec leur école d'appartenance.

Comme ÉtudeSecours collabore avec plusieurs cégeps à travers le Québec et les Services d'admission régionaux (SRAM, SRAQ, SRALS), elle assure le suivi auprès de l'établissement collégial, le cas échéant. Les résultats finaux sont d'ailleurs sanctionnés par ÉtudeSecours et apparaissent sur le relevé du ministère au mois de juin 2024.

Ce [document informatif](#) à l'attention des élèves est disponible pour faciliter l'accompagnement.

Une gestion clés en main pour les écoles, cégeps et CSS

ÉtudeSecours gère la passation des épreuves ministérielles et celles locales, qui se déroulent en ligne sur une plateforme sécurisée et surveillée, corrige et transmet les résultats auprès du ministère au mois de juin 2024. Il s'agit d'un service clés en main pour tous les établissements.

Une formule de cours flexible

La formule unique construite selon des parcours éducatifs permet à l'élève de profiter de la flexibilité qu'offre le numérique et de la structure dont elle ou il a besoin pour organiser son travail et son temps.

En effet, l'ingénierie pédagogique mise en place permet à l'élève de cheminer sur sa plateforme en suivant un parcours, et ce, au moment qu'elle ou qu'il choisit dans la journée, tout en respectant le travail à faire dans l'échéancier présenté par son enseignante ou enseignant.

ÉtudeSecours en quelques chiffres...

- **656500** est son numéro de permis au ministère de l'Éducation.
- **2500** élèves utilisent sa plateforme Esra chaque année.
- **300** écoles alliées recommandent ses services.
- Plus de **12 000** notions, exercices et situations d'apprentissage créés par son équipe de conception pédagogique et accessibles pour ses élèves.

Pour plus de renseignements, consultez le [site Internet](#) de l'établissement ou communiquez avec l'équipe de la direction aux services éducatifs : dse@etudesejours.com

Pour plus d'information



ÉtudeSecours

🌐 www.etudesejours.com

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

L'Assemblée nationale du Québec accueille la 21e législature du Parlement des jeunes!

28 mars 2024

Du 3 au 5 avril 2024, l'Assemblée nationale du Québec sera l'hôte de la 21e législature du Parlement des jeunes. Cette année, ce sont 133 élèves de 3e et 4e secondaire qui plongeront dans l'univers de la démocratie québécoise à l'occasion de cette simulation parlementaire, sous la présidence de Mme Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale.

« Le Parlement des jeunes fait partie des événements majeurs de nos programmes éducatifs à l'Assemblée nationale. Depuis plus de 20 ans, c'est une fierté pour notre institution de constater l'enthousiasme des jeunes à vouloir approfondir les rouages de la démocratie et à faire entendre leur voix. Ils et elles sont la relève de demain! », a mentionné Mme Soucy.

Cette édition inaugure l'arrivée d'un tout nouveau journal numérique au sein du Parlement des jeunes : *L'IRIS*. Huit jeunes auront ainsi l'occasion de découvrir le métier de journaliste tout en s'immergeant dans le paysage médiatique contemporain grâce à la presse électronique.

Les jeunes occupant des fonctions parlementaires étudieront, quant à elles et eux, 3 projets de loi, soit :

- un premier portant sur l'amélioration des conditions économiques des agriculteurs;
- un deuxième sur l'interdiction de vendre des biens et des services de façon différenciée en fonction du sexe, de l'identité de genre ou de l'expression de genre du consommateur;
- un dernier sur l'intégration professionnelle des immigrants.

De plus, une commission parlementaire se penchera sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans nos vies, plus particulièrement à l'école. Une motion qui vise à ce que l'Assemblée du Parlement des jeunes se mobilise afin de bannir l'achat de cigarettes à la population québécoise née après 2005 sera également proposée en Chambre.

La Fondation Jean-Charles-Bonenfant et la Société des professeurs d'histoire du Québec soutiennent le Parlement des jeunes. Pour plus d'information, consultez le site Web [Par ici la démocratie](#).

Pour plus d'information

Le Club des petits déjeuners salue l'investissement dans un programme national d'alimentation scolaire par le gouvernement du Canada

English



NOUVELLES FOURNIES PAR

Club des petits déjeuners →

Avr 01, 2024, 14:00 ET

TORONTO, le 1er avril 2024 /CNW/ - Le Club des petits déjeuners accueille avec enthousiasme l'annonce historique faite par le gouvernement du Canada aujourd'hui concernant un investissement de 1 milliard de dollars sur cinq ans dans un programme national d'alimentation scolaire. Cette avancée significative marque un tournant dans l'engagement du pays envers le bien-être de tous les enfants et contribuera à rendre la vie des familles canadiennes plus abordables alors que 1 enfant sur 3 est à risque d'aller à l'école le ventre vide.

Tommy Kulczyk, président et chef de la direction du Club des petits déjeuners, ainsi que Judith Barry, cofondatrice et directrice des relations gouvernementales étaient présents aux côtés de Justin Trudeau, premier ministre du Canada, Chrystia Freeland, ministre des Finances, Jenna Sudds, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, et Marci Ien, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse, lors de l'annonce



officielle qui s'est tenue à Toronto. Leur participation à cet événement souligne le rôle important que le Club des petits déjeuners occupe en tant qu'organisme clé en alimentation scolaire à l'échelle nationale.

Depuis sa fondation en 1994, le Club des petits déjeuners a œuvré sans relâche pour mettre en lumière l'importance d'un petit déjeuner nutritif chaque matin pour tous les enfants. La collaboration étroite du Club avec le gouvernement du Canada et avec ses partenaires publics, communautaires et privés, ainsi que sa contribution continue à l'amélioration de l'accès à une alimentation saine pour les élèves, ont ouvert la voie à cette annonce importante.

« La création d'un programme national d'alimentation scolaire est une avancée majeure pour le bien-être des enfants, surtout après quelques années difficiles en raison de l'inflation et de la pandémie. Nous sommes extrêmement fiers que le gouvernement fédéral ait reconnu l'expertise et le dévouement du Club des petits déjeuners. Cette confiance témoigne de l'impact de notre travail et de notre engagement de longue date à veiller à ce que chaque enfant d'âge scolaire au pays ait accès aux aliments nutritifs essentiels pour réaliser son plein potentiel. Le Canada se donne désormais les moyens pour permettre à chaque jeune de s'épanouir et de transformer ses rêves en réalité », commente Tommy Kulczyk.

« Après des années de collaboration et de représentations auprès des gouvernements, nous sommes à l'aube d'une transformation importante pour l'avenir de la jeunesse, » déclare Judith Barry. « Sous la houlette de la ministre Jenna Sudds, épaulée par l'engagement de ses prédécesseurs et le soutien important de nos partenaires communautaires, nous franchissons une étape cruciale. Trop longtemps, le Canada a été l'unique pays du G7 sans un programme national d'alimentation scolaire. Il est donc particulièrement réjouissant de constater que le gouvernement a enfin pris la mesure de l'impact considérable qu'un tel programme aura sur le bien-être et l'avenir des enfants et de leurs familles. Aujourd'hui les grands gagnants sont avant tout tous les enfants qui pourront bénéficier d'une alimentation nutritive à l'école. »

Le Club des petits déjeuners travaillera dans les prochaines semaines et mois avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les administrations municipales et scolaires, les partenaires autochtones, ainsi que les organismes œuvrant déjà dans



l'alimentation scolaire, à la mise en œuvre concrète du programme national d'alimentation scolaire.

Échéancier du programme national d'alimentation scolaire

- 1994** : Fondation du Club des petits déjeuners et mise en place du premier programme de petits déjeuners à l'école Lionel-Groulx à Longueuil (Québec) rejoignant près de 100 enfants.
- 2006** : Mise en place du premier programme soutenu par le Club hors Québec.
- 2007** : Mise en place du premier programme soutenu par le Club dans les communautés autochtones (Schefferville, Québec)
- 2010** : Lancement du 1000^e programme soutenu par le Club au Canada, rejoignant plus de 80 000 enfants.
- 2017** : Tenue, à l'initiative du Club, du 19^e Forum global de nutrition des enfants au Canada. Le Club rejoint désormais 203 000 enfants dans plus 1 500 programmes à travers le pays.
- 2019** : Le gouvernement fédéral évoque pour la première fois un programme national d'alimentation scolaire dans le budget. Le Club rejoint désormais 243 000 enfants dans 1 800 programmes.
- 2021** : Dans le cadre des élections fédérales, le Parti libéral du Canada inclut la mise en place d'un programme national d'alimentation scolaire grâce à un financement d'un milliard sur 5 ans comme promesse électorale dans sa plateforme électorale.
- 2022** : Lancement des consultations sur une Politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles lors d'un événement du Club des petits déjeuners avec Karina Gould, ancienne ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.
- 2023** : Publication du rapport *Ce que nous avons entendu* par le gouvernement du Canada au sujet d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et dépôt du projet de loi C-322 concernant l'élaboration d'un cadre national visant l'établissement d'un programme d'alimentation en milieu scolaire.
- 2024** : Annonce officielle concernant le lancement d'un programme national d'alimentation scolaire. À ce jour, le Club rejoint 420 000 enfants dans 3 000 programmes, dont 45 000 enfants issues des communautés autochtones.

À propos du Club des petits déjeuners

Depuis 1994, le Club des petits déjeuners travaille avec des partenaires de tous les secteurs pour aider les enfants à accéder à un petit déjeuner nutritif et à atteindre leur plein potentiel. Accrédité par Imagine Canada pour sa saine gouvernance et pour sa valorisation de produits alimentaires locaux à travers le Canada, le Club contribue à rejoindre des enfants dans toutes les provinces et tous les territoires à travers le pays. Apprenez-en plus sur notre site Internet au clubdejeuner.org ou suivez-nous sur [Facebook](#), [Instagram](#), [X](#) et [LinkedIn](#).

SOURCE Club des petits déjeuners

Renseignements: Eric Aach, each@national.ca, 514 569-3594



**EXPO-SCIENCES HYDRO-QUÉBEC
FINALE RÉGIONALE DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN 2024**

Plusieurs projets novateurs remportent les honneurs

Partenaire présentateur



Jonquière, 28 mars 2024 - L'Expo-sciences Hydro-Québec, finale régionale de Saguenay–Lac-Saint-Jean s'est conclue avec succès lors de la cérémonie de remise de prix. Ce fut l'occasion de récompenser le travail de plusieurs exposants avec une valeur en prix, bourses et participations de plus de 80 000 \$.

Un événement de



Pendant 2 jours, le Cégep de Jonquière a accueilli plus de 1 000 visiteurs qui sont venus découvrir les projets scientifiques des jeunes issus de plusieurs écoles de la région. Le public a eu la chance de rencontrer les 99 exposants particulièrement fiers de leur présenter leur projet.

Organisé conjointement
avec :



La cérémonie de remise de prix a permis à Technoscience Saguenay–Lac-Saint-Jean, membre du Réseau Technoscience et organisateur de l'événement, de clôturer la compétition scientifique en soulignant et en félicitant le talent de la relève scientifique régionale.

Un projet du Cégep de Jonquière remporte le premier Prix

Le Premier Prix Hydro-Québec, accordé au meilleur projet de la compétition, a été remis à Jasmin Pelletier pour son projet en vulgarisation intitulé « Science pour tous ? ».

La compétition continue : 11 exposants représenteront la région de Saguenay–Lac-Saint-Jean lors de la 45^e édition de la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise.

Partenaires majeurs :



Cette année, les 11 finales régionales des Expo-sciences Hydro-Québec permettent aux participants d'exposer le fruit de leur travail devant un large public. De plus, une délégation régionale, composée de 10 projets représentera fièrement le Saguenay–Lac-Saint-Jean à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024. Ce sont donc 11 exposants qui composeront la délégation de Saguenay–Lac-Saint-Jean et qui profiteront de cette belle expérience du 19 au 21 avril 2024, au Cégep du Vieux Montréal.

Voici les lauréats et lauréates qui représenteront la région en avril prochain :

Jasmin Pelletier

Cégep de Jonquière – Collégial 1
Projet : Science pour tous ?

Sara Poulin

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 5
Projet : Vos besoins sont-ils comblés ?

Léo Lamontagne & Tristan Veilleux

Polyvalente de Normandin – Secondaire 3 et secondaire 5
Projet : De la poubelle à la bobine

Evelyne Lavoie

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine - Secondaire 1
Projet : Basket-ball: Filles vs Garçons

Éliam Lacroix

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine - Secondaire 2
Projet : De l'écran à la table

Travis Belley

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine - Secondaire 5
Projet : Un voyage interstellaire ?

Émilie Gagnon

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine - Secondaire 5
Projet : L'ECMO

Celeste Bouchard

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine - Secondaire 3
Projet : En toute délicatesse

Gaëlle Pagé

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine - Secondaire 5
Projet : Sélectionné avant d'être né

Éva Lavoie

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine - Secondaire 3
Projet : Ton cerveau mal-traité ?

Vous êtes invités à venir les encourager lors de la finale québécoise. Ce sera l'occasion pour vous de redécouvrir leur projet et de suivre leur évolution. Visiter le site Web technoscience.ca pour accéder à l'événement.

Mais la compétition ne s'arrête pas là : les projets qui se démarqueront pourront être sélectionnés pour l'Expo-sciences pancanadienne qui aura lieu du 25 mai au 1^{er} juin 2024 à Ottawa.

Lauréats du volet secondaire et collégial

Jasmin Pelletier

Cégep de Jonquière – Collégial 1
Projet : Science pour tous ?

- Premier Prix Hydro-Québec — Bourse de 750 \$, un trophée et un fanion
- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille d'or du Réseau Technoscience - Niveau COLLÉGIAL
- Prix CGI — Bourse de 300 \$
- Prix Jeunesse en TI - collégial — Bourse de 150 \$ et Nomination d'un projet en TI admissible pour l'obtention du Prix Jeunesse en TI, volet secondaire au concours des OCTAS

Éva Lavoie

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : Ton cerveau mal-traité ?

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Prix du Collège d'Alma — Bourse de 100 \$

Gaëlle Pagé

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 5

Projet : Sélectionné avant d'être né

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Prix John Stagg — Bourse de 250 \$

Celeste Bouchard

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : En toute délicatesse

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille d'argent du Réseau Technoscience - Niveau INTERMÉDIAIRE
- Prix Sanofi Biogenius Canada — Bourse de 100 \$

Émilie Gagnon

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 5

Projet : L'ECMO

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Bourse de l'Université du Québec à Chicoutimi — Exemption de droit de scolarité pour une première année d'études à temps complet à l'UQAC d'une valeur de 1000 \$
- Prix du Cégep de Chicoutimi — Bourse de 100 \$

Travis Belley

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 5

Projet : Un voyage interstellaire ?

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille d'argent du Réseau Technoscience - Niveau SENIOR
- Prix du Département des sciences appliquées de l'UQAC — Bourse de 300 \$
- Prix du Ministère des Transports et de la Mobilité durable — Bourse de 175 \$

Éliam Lacroix

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 2

Projet : De l'écran à la table

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille d'or du Réseau Technoscience - Niveau INTERMÉDIAIRE
- Prix du Département de l'informatique et de mathématique de UQAC — Bourse de 300 \$
- Prix du public pour le secondaire et collégial — Bourse de 100 \$

Evelyne Lavoie

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 1

Projet : Basket-ball: Filles vs Garçons

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille d'or du Réseau Technoscience - Niveau JUNIOR
- Prix du député de Chicoutimi Richard Martel — Bourse de 100 \$

Léo Lamontagne & Tristan Veilleux

Polyvalente de Normandin - Secondaire 3 & Secondaire 5

Projet : De la poubelle à la bobine

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille de bronze du Réseau Technoscience - Niveau SENIOR
- Prix Jeunes Talents — Frais de scolarité d'une première année d'un baccalauréat, dans un programme offert par le réseau de l'Université du Québec et dans un établissement de votre choix appartenant au réseau de l'Université du Québec
- Prix du Laboratoire international des matériaux antigivre LIMA — Bourse de 300 \$
- Prix de l'Ordre des ingénieurs du Québec — Bourse de 150 \$
- Bourse « Jeune Innovateur » ADRIQ — Bourse de 150 \$

Sara Poulin

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 5

Projet : Vos besoins sont-ils comblés?

- Participation à la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2024
- Médaille d'or du Réseau Technoscience - Niveau SENIOR
- Bourse d'études pour un baccalauréat complet à l'Université du Québec à Chicoutimi
- Prix du Décanat de la recherche et de la création — Bourse de 300 \$
- Prix CGI — Bourse de 300 \$
- Prix Jeunesse en TI - secondaire — Bourse de 150 \$ et Nomination d'un projet en TI admissible pour l'obtention du Prix Jeunesse en TI, volet secondaire au concours des OCTAS

Éva Lavoie

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : Ton cerveau mal-traité ?

- Médaille de bronze du Réseau Technoscience - Niveau INTERMÉDIAIRE

Marianne Fortin

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 1

Projet : L'acidose lactique congénitale

- Médaille d'argent du Réseau Technoscience - Niveau JUNIOR
- Prix CORAMH — Bourse de 100 \$
- Prix des Centres de services scolaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean — Bourse de 100 \$

Lauriane Grenon & Netra Sarkar

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 1

Projet : Le diabète

- Médaille de bronze du Réseau Technoscience - Niveau JUNIOR
- Prix Laboratoire Phytochemia — Bourse de 100 \$

Amelie Dufour & Janie Moreau

École secondaire des Bâtisseurs - Édifice Jonquière – Secondaire 5

Projet : Les sprites

- Bourse de l'Université du Québec à Chicoutimi — Exemption de droit de scolarité pour une première année d'études à temps complet à l'UQAC d'une valeur de 1000 \$
- Prix de l'Ordre des chimistes du Québec — Bourse de 200 \$

Farina Saeidi

École secondaire de l'Odysée / Dominique-Racine – Secondaire 5

Projet : Échappe la cascade !

- Prix du Laboratoire des matériaux terrestres LabMaTer — Bourse de 300 \$
- Prix Énergie Hydro-Québec — Bourse de 250 \$

Olivier Tremblay & Thomas Chalifour

École secondaire de l'Odysée / Lafontaine – Secondaire 1

Projet : L'aspirateur de l'espace

- Prix du Consortium de recherche en exploration minérale CONSOREM — Bourse de 300 \$

Marie-Michelle Comeau & Mia Perron

École secondaire des Bâtisseurs - Édifice Jonquière – Secondaire 5

Projet : 20 000 Lieues sous les mers

- Prix Rio Tinto — Bourse de 300 \$
- Prix du Regroupement QuébecOiseaux — Abonnement d'un an à la revue QuébecOiseaux

Alice Lavoie & Marie-Charlotte Bolduc Claveau

École secondaire des Bâtisseurs - Édifice Jonquière – Secondaire 5

Projet : Détergent enzymatique

- Prix Fondation Alcoa — Bourse de 300 \$

Marie-Joëlle Gagnon

École secondaire de l'Odysée / Dominique-Racine – Secondaire 5

Projet : Mené par le bout du nez?

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 100 \$

Emrick Gravel & Marcus Marier

École secondaire de l'Odysée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : Harmonie digitale

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 100 \$

Léa Desparois

École secondaire de l'Odysée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : La thalidomide

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 100 \$

Léa Gagnon

École secondaire de l'Odysée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : Brille, brille petite étoile

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 100 \$

Elyanne Tremblay & Sandrine Gobeil Asselin

École secondaire de l'Odysée / Lafontaine – Secondaire 2

Projet : L'arbre miracle

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 100 \$

Marie Simard

École secondaire de l'Odysée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : Dissocié de la réalité

- Prix du Cégep de Jonquière — Bourse de 100 \$

Olivia Boudreault & Rose Perron

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 2

Projet : Survivre sur Mercure

- Prix du Cégep de St-Félicien — Bourse de 100 \$

Alexanne Bouchard & Andréa Cantin

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 1

Projet : Esclaves de leur sommeil?

- Prix des Centres de services scolaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean — Bourse de 100 \$

Emma-Rose Savard & Élisabeth Gravel

École secondaire de l'Odyssée / Dominique-Racine – Secondaire 3

Projet : Sucrés et délicieux

- Prix des Centres de services scolaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean — Bourse de 100 \$

Anne-Sophie Côté & Emile Desbiens

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 1

Projet : Évolution humaine

- Prix des Centres de services scolaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean — Bourse de 100 \$

Alexis Demers & Daren Ouellette

École secondaire des Bâtisseurs - Édifice Jonquière – Secondaire 5

Projet : Anatomie des fourmis

- Prix Niobec — Bourse de 100 \$

Camille Faucher & Rose Gagne

École secondaire de l'Odyssée / Lafontaine – Secondaire 2

Projet : Comme un poison dans l'eau

- Prix Curium — Abonnement d'un an au magazine Curium

Lauréats du volet primaire

Eugénie Lavoie & Romy Bélisle

ÉcolACTion – 6^e année du primaire

Projet : Comment fonctionne la mémoire?

- Premier Prix Hydro-Québec — Bourse de 250 \$, un trophée et un fanion
- Médaille d'or du Réseau Technoscience - Niveau JUVÉNILE
- Prix Paul-Eugène-Lemieux - Bourse de 50 \$

Alexis Savard & Jérôme Niquet

Collège Saint-Ambroise – 6^e année du primaire

Projet : Attention! Commotion!

- Médaille d'argent du Réseau Technoscience - Niveau JUVÉNILE
- Prix Rio Tinto - Bourse de 200 \$

Adam Strutt & Maël Privé-Bouchard

École Saint-Joseph – 6^e année du primaire

Projet : Les cinq grandes extinctions

- Médaille de bronze du Réseau Technoscience - Niveau JUVÉNILE
- Prix Rio Tinto - Bourse de 150 \$

Jimi Boivin & Éli Audet

École Sainte-Bernadette – 6^e année du primaire 6

Projet : Le parachute

- Prix du Ministère des Transports et de la Mobilité durable — Bourse de 100 \$
- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Elsa Tremblay & Émy-Anne Girard

École le Tandem – 6^e année du primaire

Projet : Le fonctionnement de la langue

- Prix du public pour le Primaire — Bourse de 100 \$
- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Loïk Roy & Thomas Niquet

Collège Saint-Ambroise – 4^e année du primaire

Projet : Les caries, non merci!

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$
- Prix Les Débrouillards — Abonnement d'un an au magazine Les Débrouillards

Élie Bélanger

École Sainte-Bernadette – 6^e année du primaire

Projet : Aliments toxiques chez le chien

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Charlotte Néron & Nolhan Brassard

Collège Saint-Ambroise – 5^e année du primaire

Projet : Les allergies alimentaires

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Eliot Tremblay & Zack Lapointe

Collège Saint-Ambroise – 6^e année du primaire

Projet : Écolo panneau

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Manu Côté-Lapointe & Rebecca Desjarlais

École Sainte-Bernadette – 6^e année du primaire

Projet : Le vitiligo

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Adam Maltais & Alexandre Monfet

ÉcolACTion – 6^e année du primaire

Projet : La radioactivité

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Marie-Claire Vézina & Naima Bilodeau

ÉcolACTion – 6^e année du primaire

Projet : La biométrie

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Mathis Gilbert & Rafael Harvey

École Sainte-Bernadette – 6^e année du primaire

Projet : Les volcans

- Prix Relève Fonds Expo-sciences — Bourse de 60 \$

Annabelle Gaudreault & Nathan Munger

École Sainte-Marie – 6^e année du primaire

Projet : Moteur stirling

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Hélène Laberge & Maélie Maltais

École Saint-Joseph – 6^e année du primaire

Projet : Hélium

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Charles-Édouard Gasse & Fabrice Lavoie

ÉcolACTion – 6^e année du primaire

Projet : La syncope

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Marianne Tremblay & Simon Martel

École Saint-Joseph – 6^e année du primaire

Projet : Les pierres précieuses

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Kayla Lavoie & Violette Clermont

École Sainte-Marie – 6^e année du primaire

Projet : Intelligence artificielle

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Abigaël Dion & Cattleya Cazes

École Sainte-Marie – 6^e année du primaire

Projet : Réchauffement climatique

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Amély Villeneuve & Chloé Tremblay

École Sainte-Bernadette – 6^e année du primaire

Projet : Les flocons de neige

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Britany Robichaud & Valerie Angarita

École de la Mosaïque – 6^e année du primaire

Projet : Fracture du silence

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Maélie Blackburn & Tania Ayewoanou

École de la Mosaïque – 5^e année du primaire

Projet : La neige et la santé?

- Prix Découvertes Fonds Expo-sciences — Bourse de 30 \$

Merci à tous nos partenaires

Les Expo-sciences Hydro-Québec sont un programme du Réseau Technoscience et de ses organismes régionaux. Elles sont rendues possibles grâce au soutien d'Hydro-Québec, partenaire présentateur. Ce concours scientifique annuel est soutenu financièrement par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, par l'entremise du programme NovaScience. Le Réseau Technoscience bénéficie également de l'appui de partenaires nationaux d'envergure comme la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche et Ubisoft, partenaire technologique. Les publications BLD (Les Explorateurs, Les Débrouillards et Curium) sont partenaires médias des Expo-sciences Hydro-Québec.

Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, plusieurs partenaires régionaux ont également contribué à faire de la finale régionale un succès. Mentionnons notre hôte, le **Cégep de Jonquière**, ainsi que nos partenaires majeurs : **CGI, Rio Tinto, l'Université du Québec à Chicoutimi et l'Ordre des ingénieurs du Québec**.

Toutes les informations concernant les Expo-sciences Hydro-Québec sont disponibles sur le site Web technoscience.ca.

– 30 –

À propos de Technoscience Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Réseau Technoscience :

Technoscience Saguenay–Lac-Saint-Jean est un organisme à but non lucratif dont la mission est de faire la promotion de la science et des technologies, principalement auprès des jeunes.

Fort de ses membres présents partout au Québec, le Réseau Technoscience stimule et transmet la passion des sciences, de la technologie et de l'innovation chez les jeunes tout en encourageant l'émergence d'une relève scientifique. Le Réseau Technoscience offre notamment les programmes suivants : Expo-sciences, Défis technologiques, Les Débrouillards – Animations scientifiques et Les Innovateurs à l'école. Il assure également la diffusion de plusieurs trousseaux et animations pédagogiques en science pour le primaire et le secondaire.

À propos du programme NovaScience :

Ce programme vise à favoriser une plus grande compréhension de la science et de la technologie par les jeunes et le grand public, ainsi que le développement d'une relève dans ces domaines.

Pour renseignements :

Chantale Fortin

Coordonnatrice régionale des Expo-sciences

Technoscience Saguenay–Lac-Saint-Jean

418 668-4792 poste 607

cfortin@technoscience-saglac.ca

Alerte - le 1er avril : Portrait du Québec : taux de chômage élevé, faible espérance de vie et importante proportion de jeunes qui fument la cigarette

NOUVELLES FOURNIES PAR

Institut de la statistique du Québec →

Avr 01, 2024, 10:00 ET

QUÉBEC, le 1er avril 2024 /CNW/ - Le taux de chômage atteint 10,3 % au Québec et la rémunération horaire moyenne est de 15,49 \$. L'espérance de vie de la population est de 77,9 ans et 13,3 % de la population âgée de 15 ans et plus vit seule. La proportion d'élèves du secondaire qui ont fumé la cigarette dans les 30 derniers jours s'élève à 33 %. C'est ce qui ressort d'un portrait statistique du Québec diffusé par l'Institut de la statistique du Québec.

Vous l'aurez compris, les statistiques présentées plus haut remontent à il y a 25 ans! Car oui, même le très rigoureux Institut de la statistique du Québec peut se permettre un poisson d'avril, surtout si c'est pour souligner son 25^e anniversaire!

L'ISQ a été créé le 1^{er} avril 1999 et n'a jamais cessé de suivre l'évolution de la société québécoise de la façon la plus objective, fiable et rigoureuse qui soit. Une organisation statistique performante au service d'une société québécoise en évolution, voilà la vision portée par l'organisation. Pour en savoir plus sur sa riche histoire, visitez la page des **25 ans de l'ISQ**.

25 ans plus tard, qu'est-ce qui a changé au Québec?

Bien des choses ont changé dans la société québécoise au cours des 25 dernières années, à commencer par le marché du travail qui s'est resserré de façon importante. Le taux de chômage était de 10,3 % en 1998; il est tombé à 4,5 % en 2023.

Le taux d'emploi a augmenté, particulièrement chez les femmes âgées de 25 à 54 ans sans enfants : il se compare désormais à celui des hommes du même groupe d'âge. Quant aux femmes ayant des enfants âgés de moins de 25 ans, leur taux d'emploi est passé de 66,1 % en 1998 à 86,5 % en 2023 (chez les pères : de 87,2 % à 93,3 %).

Loin de décroître, la population québécoise est passée de 7 274 611 en 1997 à 8 874 683 en 2023. La part des 65 ans et plus a presque doublé, passant de 12,2 % à 20,8 %, alors que le poids démographique des moins de 20 ans est passé de 25,6 % à 20,8 %.

Quant à l'espérance de vie des Québécois et Québécoises, elle est de 82,2 ans, soit l'une des plus élevées au Canada et dans le monde, en date de 2022.

Par ailleurs, de plus en plus de Québécois et Québécoises vivent seuls. On comptait 13,3 % de personnes vivant seules en 1996, comparativement à 18,5 % de la population en 2021.

La part de jeunes du secondaire fumant la cigarette a chuté entre 1998 (33 %) et 2019 (9 %), mais le vapotage gagne du terrain dans ce segment de la population. La consommation d'alcool et de drogue a aussi diminué chez les jeunes entre 1998 et 2019.

Découvrez **plusieurs autres statistiques sur l'évolution de la société québécoise dans les 25 dernières années.**

Que nous réserve l'avenir? Impossible de le prédire, mais on peut compter sur l'ISQ pour continuer à suivre l'évolution de la société québécoise grâce à sa vaste production statistique!

Depuis 25 ans, l'Institut de la statistique du Québec produit, analyse et diffuse des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur différents aspects de la société québécoise. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques

d'intérêt général. La pertinence de ses travaux en fait un allié stratégique pour la prise de décision et une source d'information incontournable pour toutes les personnes qui désirent en connaître davantage sur le Québec.

Relations avec les médias

Centre d'information et de documentation

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web de l'Institut : statistique.quebec.ca/fr

SOURCE Institut de la statistique du Québec

Avis aux médias - Trouver ensemble des solutions à la pénurie de main-d'œuvre - Grand lancement de la Semaine du manufacturier 2024 de MEQ

NOUVELLES FOURNIES PAR

Manufacturiers et Exportateurs du Québec →

Avr 01, 2024, 10:00 ET

MONTRÉAL, le 1er avril 2024 /CNW/ - Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ) tient pour une troisième année consécutive sa Semaine du manufacturier, du 2 au 5 avril 2024. Cette semaine offre l'opportunité à plusieurs centaines de jeunes du secondaire de participer à des visites industrielles afin de mettre en lumière des entreprises manufacturières de plusieurs régions du Québec qui brillent par leur excellence et leur innovation.

Au terme de chacune des journées de visites, la présidente-directrice générale de MEQ, madame Véronique Proulx sera disponible pour les entrevues médiatiques.

Programmation de la troisième Semaine du manufacturier

Mardi le 2 avril - Région de Montréal

Lallemand - Montréal

Bombardier - Montréal

Nova Bus - Saint-Eustache

Jeudi le 4 avril - Estrie

GE Aérospatial - Bromont

Prinoth - Granby



Au cours de ces journées, les entreprises accueilleront des écoles secondaires pour faire découvrir le secteur manufacturier et les avenues de carrière qui s'y rattachent. De plus, des établissements de formation postsecondaire (CFP et CÉGEP) seront là pour présenter aux jeunes quelques-uns de leurs programmes de formation en lien avec le manufacturier.

Une table de discussion sur les enjeux et les solutions avec les principaux acteurs manufacturiers de l'Estrie sera tenue le jeudi 4 avril, en après-midi. Les sujets abordés seront, notamment, la main-d'œuvre, l'énergie, la formation, le virage technologique, la stabilité des infrastructures de transports ainsi que les pressions inflationnistes.

SOURCE Manufacturiers et Exportateurs du Québec

Renseignements: Pour les médias intéressés à des entrevues sur le lancement de la Semaine du manufacturier, veuillez contacter: Marc-André Gosselin - MEQ, marc-andre.gosselin@meq.ca / 514 978-9733

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA

Subventions pour la promotion d'un mode de vie sain auprès des élèves du secondaire dans tout le Canada

2 avril 2024

Encourager les jeunes à acquérir des habitudes saines peut avoir un effet positif durable sur leur état de santé général au fur et à mesure qu'ils grandissent. Il est encore plus bénéfique de donner aux jeunes les moyens de définir leurs propres objectifs en matière de santé, de proposer leurs propres solutions et d'inciter leurs pairs à vivre sainement.

Le 26 mars, l'honorable Ya'ara Saks, ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, a annoncé la première série de projets retenus dans le cadre du programme de Subvention de santé scolaire pour les jeunes. Des subventions pouvant aller jusqu'à 3 500 dollars sont accordées à 81 élèves du secondaire au Canada pour qu'ils mettent en place des initiatives dirigées et inspirées par des jeunes afin d'encourager et de promouvoir un mode de vie sain dans leurs écoles. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de quatre priorités en matière de santé : réduire les méfaits liés à la consommation de substances, favoriser la santé mentale et le mieux-être, promouvoir une alimentation et une nutrition saines, ou encourager l'activité physique parmi leurs pairs.

S'appuyant sur le succès du premier cycle, la ministre Saks a également annoncé le lancement d'une deuxième vague de financement dans le cadre de la Subvention de santé scolaire pour les jeunes. D'ici au 15 avril, les élèves sont encouragés à proposer leurs meilleures idées d'initiatives qui se dérouleront soit à l'école pendant l'année scolaire, soit dans la communauté pendant les vacances d'été.

Pour cette deuxième vague de subventions, les jeunes sont invités à élaborer des projets qui répondent aux besoins en matière de santé mentale des jeunes touchés par des événements potentiellement traumatisants au Canada et dans le monde entier. Ces projets peuvent contribuer à créer un espace sûr pour faire mieux comprendre les différentes cultures et les différents modes de vie afin d'améliorer la santé mentale dans les écoles et les communautés.

Pour plus d'informations sur le programme et sur les modalités de candidature, consultez la page Web consacrée à la Subvention de santé scolaire pour les jeunes.

Citations

« La Subvention de santé scolaire pour les jeunes consiste à passer de l'idée à l'action. Nous voulons que les jeunes se sentent capables de prendre en main leur santé mentale et physique, d'inspirer les autres et de contribuer à un environnement d'appartenance et de compréhension dans la salle de classe. Je félicite tous les lauréats de la première vague de subventions et j'ai hâte de voir les projets créatifs que les élèves présenteront lors de la deuxième vague. »

L'honorable Ya'ara Saks
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé

« La Subvention de santé scolaire pour les jeunes encourage les jeunes à s'entraider en s'apportant mutuellement des connaissances, des outils et des ressources crédibles en matière de santé mentale et physique, qui répondent aux réalités et aux besoins propres à leur école. C'est un excellent moyen pour les élèves de concrétiser leurs idées et de rendre service à leur école et à leur quartier, tout en favorisant des comportements sains et en acquérant des compétences utiles dans la vie courante, comme le leadership et la planification de projets. Félicitations aux bénéficiaires, et j'attends avec le plus grand intérêt les idées géniales qui seront proposées lors de la deuxième vague. »

L'honorable Mark Holland
Ministre de la Santé

« Donner à la prochaine génération d'adultes les moyens d'agir grâce à des projets menés par des jeunes qui privilégient l'activité physique permet non seulement d'aider les jeunes à développer des modes de vie plus sains, mais aussi d'investir dans leur leadership, la résilience en matière de santé mentale et l'engagement au sein de la communauté. Merci à tous ceux qui soutiennent ces initiatives. Les idées novatrices soutenues par cette subvention aideront les jeunes à encourager leurs pairs et inciteront un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens à mener une vie saine et active. »

L'honorable Carla Qualtrough
Ministre des Sports et de l'Activité physique

Liens connexes

- [Subvention de santé scolaire pour les jeunes](#)
- [Questions et réponses](#)

Pour plus d'information



Gouvernement du Canada

165 Hôtel de Ville , Phase II, 11e étage

Gatineau Québec

Canada K1A 0J2

🌐 www.gc.ca